

François HOUTART

(1995)

Le défi
de la mondialisation
pour le Sud

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES

CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par *Rency Inson Michel*, bénévole, Licencié en sociologie à la Faculté des sciences humaines à l'Université d'État d'Haïti et fondateur du Réseau des jeunes bénévoles des Classiques des sciences sociales en Haïti, [Page web](#). Courriel: rencyinson@gmail.com
à partir de :

François Houtart

Le défi de la mondialisation pour le Sud.

Port-au-Prince, Haïti : une publication du CRESFED, 1995, 146 pp.

[Autorisation formelle accordée par la directrice du CRESFED, Madame Suzie Castor, de diffuser ce mémoire, en accès libre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : Dr Suzy Castor : sucastor@gmail.com

Directrice du Centre de Recherche et de Formation Économique et Sociale pour le Développement

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 17 septembre 2019 à Chicoutimi, Québec.





Cet ouvrage est diffusé en libre accès à tous grâce à une entente de partenariat entre le REJEBECSS-Haïti (Le Réseau des jeunes bénévoles des Classiques des sciences sociales en Haïti) et le CRESFED (Centre de Recherche et de Formation Économique et Sociale pour le Développement), entente entérinée le 11 juillet 2019.



Courriels : Dr Suzy Castor : sucastor@gmail.com

Directrice du Centre de Recherche et de Formation Économique et Sociale pour le Développement

Rency Inson Michel : renyinson@gmail.com

coordonnateur du REJEBECSS-Haïti

Tania Pierre-Charles : tanpicha04@yahoo.com.mx

Lunie Yvrose Jules : lunijyrf@gmail.com

Elise Golay : elisegolay@gmail.com



de gauche a droite: Tania Pierre-Charles, responsable de projet au CRESFED; Wood-Mark Pierre, responsable relations publiques REJEBECSS; Suzy Castor, directrice du CRESFED; Lunie Jules, Officier de projet au CRESFED.

Merci aux universitaires bénévoles regroupés en association sous le nom de:

**Réseau des jeunes bénévoles
des Classiques des sciences sociales
en Haïti.**

Un organisme communautaire œuvrant à la diffusion en libre accès du patrimoine intellectuel haïtien, animé par *Rency Inson Michel* et *Anderson Layann Pierre*.



Page Facebook :

<https://www.facebook.com/Réseau-des-jeunes-bénévoles-des-Classiques-de-sc-soc-en-Haïti-990201527728211/?fref=ts>



Courriels :

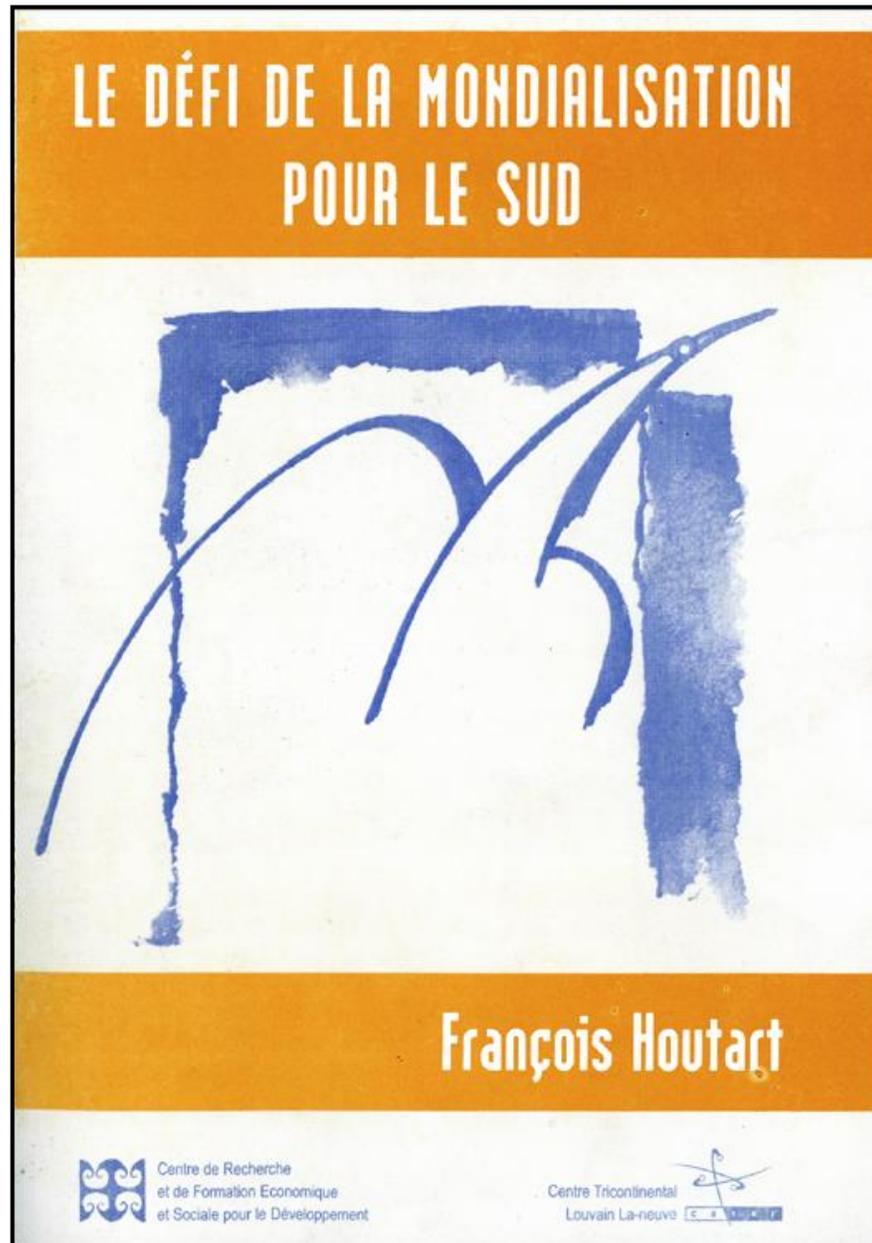
Rency Inson Michel :
rencyinson@gmail.com

Wood-Mark PIERRE :
pierrewoodmark@gmail.com

Ci-contre : la photo de Rency Inson MICHEL.

François Houtart

Le défi de la mondialisation pour le Sud.



Port-au-Prince, Haïti : une publication du CRESFED, 1995, 146 pp.

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[1]



*Le défi de la mondialisation
pour le Sud*

François HOUTART

[2]

Responsable Publication :	Suzy CASTOR
Conception et Montage :	Josette CADET
Travaux techniques :	Lucas BOURCICAUT
Impression :	Résopresse

Ce livre est une publication du CRESFED
10, Rue Jn Baptiste - Canapé-Vert
Tel. : 45-2828/45-3100

[143]

Le défi de la mondialisation pour le Sud

Table des matières

[Introduction](#) [3]

Chapitre I. [La mondialisation de l'économie](#) [7]

- I. [Les caractéristiques économiques](#) [8]
 - 1. Les aspects principaux de la mondialisation [9]
 - 2. Les mécanismes du rythme accéléré de la mondialisation [12]
 - 3. La régulation de l'économie [14]
 - 1) La régulation fordiste [14]
 - 2) La régulation actuelle [15]
- II [Les caractéristiques sociales](#) [19]
- III. [Les caractéristiques politiques](#) [21]
- IV. [Les aspects culturels et idéologiques](#) [23]
- [Conclusion](#) [25]

Chapitre II. [Les effets de la mondialisation sur l'emploi](#) [27]

- I. [Les fonctions de l'emploi et leur crise actuelle](#) [19]
- II. [Décomposition/recomposition du rapport salarial](#) [28]
- III. [L'effet sur l'emploi de l'effritement des modèles](#) [29]
- IV. [La dimension Nord-Sud du problème de l'emploi](#) [31]
- V. [Une logique unique pour le Nord et pour le Sud](#) [33]

Chapitre III. [La fonction des programmes d'ajustement structurel dans les sociétés du sud](#) [35]

- I. [Les Programmes d'Ajustement Structurel \(PAS\)](#) [35]
- II. [Les effets des Programmes d'Ajustement Structurel dans le Sud](#) [37]
- III. [Une analyse des fonctions](#) [42]

IV. [Les alternatives](#) [46]

1. Le niveau local [46]
2. Le niveau national [47]
3. Les regroupements régionaux [48]
4. Le plan mondial [49]

Chapitre IV. [Les regroupements régionaux comme réaction à la mondialisation de l'économie](#) [51]

I. [Les concepts](#) [51]

II. [Quelle lecture opérer des regroupements régionaux ?](#) [52]

1. Le marché en tant que rapport social [52]
2. Une méthodologie adaptée [53]
3. Reconnaître l'ambivalence des concepts [54]
4. Réenclaver l'économie dans l'ensemble social [55]

III. [Quels paramètres, pour quel type de croissance ?](#) [57]

1. Régionalisme et mondialisation [57]
2. La nécessité d'un autre paramètre [58]

IV. [Conclusion pour l'action](#) [59]

1. Un principe d'action [59]
2. Le développement d'une conscience sociale [59]
3. Une présence des forces populaires [60]
4. Le développement des espaces non-marchands et des espaces publics [60]
5. La libre-circulation des travailleurs [61]
6. Une action multiple à divers niveaux [61]

V. [L'Union Européenne porte-t-elle un enseignement pour le Sud ?](#) [62]

Chapitre V. [L'insertion des pays nouvellement industrialisés asiatiques dans l'économie mondialisée : est-elle un modèle pour le sud ?](#) [65]

I. [Les Pays Nouvellement Industrialisés \(PNI\)](#) [65]

1. Les indicateurs de croissance économique de l'Asie [65]
2. La vision de la Banque Asiatique de Développement [66]

II. [Les « Quatre Dragons » ou les PNI asiatiques](#) [67]

1. La genèse de la croissance des PNI asiatiques [69]
2. Les structures économiques [71]
 - 1) La Corée du Sud [73]
 - 2) Taiwan [74]
 - 3) Hong Kong [76]
 - 4) Singapour [77]
3. Le rôle de l'État [78]
 - 1) La Corée du Sud [79]
 - 2) Taiwan [82]
 - 3) Hong Kong [83]
 - 4) Singapour [84]
4. Le facteur culturel [85]
5. Les PNI d'Asie, modèles pour le développement du Sud ? [86]
 - 1) La formule de développement adoptée par les PNI asiatiques et sa crise actuelle [86]
 - 2) Modèle de développement pour le Sud ? [88]

Chapitre VI. [La mondialisation de l'économie, la crise du socialisme et les alternatives au capitalisme](#) [91]

- I. [Le néo-libéralisme dans le Sud](#) [92]
- II. [Le marché, un rapport social](#) [94]
- III. [Le coût humain du capitalisme](#) [94]
- IV. [La résistance et les luttes sociales](#) [95]
- V. [La peur de l'Occident](#) [96]
- VI. [La question des alternatives](#) [97]

Chapitre VII. [L'incidence de la mondialisation de l'économie sur l'État-Nation](#) [99]

- I. [L'État-Nation et son contexte historique](#) [99]
- II. [L'État dans la logique néo-libérale contemporaine](#) [101]
- III. [L'État et la croissance des nouveaux pays industrialisés de l'Asie de l'Est, modèle pour le développement ?](#) [102]
- IV. [La vulnérabilité des nouveaux États et les conditions de leur construction](#) [105]

V. [La légitimité de l'État](#) [107]

Chapitre VIII. [La citoyenneté et les mouvements sociaux face à la mondialisation de l'économie - le cas de l'Amérique latine](#) [110]

I. [La citoyenneté sociale](#) [113]

1. Les comportements électoraux des groupes populaires dans trois pays latino-américains : Nicaragua, Salvador, Brésil [113]
2. Les représentations sociales des milieux populaires au Nicaragua [116]
 - 1) Les représentations sociales des ouvriers du sucre [116]
 - 2) Les représentations sociales des jeunes des quartiers populaires de Managua [120]

II. [Les mouvements sociaux en Amérique latine](#) [122]

1. Les mouvements sociaux et leur définition [123]
2. La société civile [126]
3. Mouvements sociaux et classes sociales [127]
4. Le rapport avec les mouvements politiques [129]
5. L'avenir des Mouvements Sociaux en Amérique latine [129]

[Bibliographie](#) [130]

[Index des Noms propres](#) [138]

Table des matières [143]

[3]

Le défi de la mondialisation pour le Sud

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

L'ouvrage sur *Le défi de la mondialisation pour le Sud* est le fruit d'une collaboration entre le CRESFED de Port-au-Prince et le CETRI (Centre Tricontinental) de Louvain-la-Neuve. En effet, en juillet et août 1995, un séminaire fut organisé en commun sur les politiques de développement et un certain nombre des idées contenues dans cet ouvrage ont été exposées au cours de ce séminaire.

La mondialisation de l'économie est à la fois un fait nouveau et ancien. Ancien, parce que depuis des siècles, les échanges commerciaux se sont établis entre différentes régions du monde et plus tard entre État-nations. C'est cependant un fait nouveau, dans la mesure où une intégration des différents processus de la production, de la distribution, de la publicité et de la recherche sont aujourd'hui intégrés. Par ailleurs, la mondialisation se fait dans le cadre d'une réorganisation de l'accumulation capitaliste et par conséquent sur la base de critères exclusivement de nature économique et centrés sur le profit.

Les effets de la mondialisation sont multiples, aussi bien au Sud qu'au Nord. Il n'est pas possible de les énumérer tous, car ils affectent l'ensemble des activités humaines, non seulement économiques, mais également politiques et culturelles. Nous avons voulu dans cet ouvrage mettre l'accent sur l'importance de ce phénomène pour le Sud, à la fois pour sa vie économique, ses projets politiques et certains effets culturels. Il a fallu faire des choix pour pouvoir dégager quelques lignes essentielles.

Pour pouvoir agir face à une telle situation, il est nécessaire d'utiliser d'abord une analyse. Celle que nous avons adoptée s'adresse à l'ensemble de la situation, à la fois économique, politique et culturelle, sans isoler les différents aspects les uns des autres. Une telle approche globale permet de découvrir l'existence de systèmes articulés les uns aux autres dont la compréhension exige la prise en compte de chacun d'entre eux. Par ailleurs, il s'agit également d'une analyse de classes, c'est-à-dire des différents groupes sociaux en liaison mutuelle, formant une structure sociale et où chacun des éléments forme partie d'un tout. Sans doute, la réalité des classes n'est-elle pas la même dans toutes les sociétés et il ne s'agit pas d'appliquer purement et simplement les catégories élaborées dans des sociétés industrielles à des ensembles sociaux qui n'ont pas connu ce phénomène économique et technique comme central dans leur développement économique. N'empêche que les analyses [4] de la croissance en termes purement économiques, ne tenant pas compte des structures sociales existantes, aujourd'hui également à l'échelle mondiale, ne permettent pas de rendre compte de la réalité. C'est la grande faiblesse des documents présentés par les organismes financiers internationaux, tels que la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International (FMI).

Enfin, l'analyse que nous adoptons privilégie le point de vue des groupes sociaux ou des nations les plus défavorisées. Autrement dit, la réalité est lue avec les yeux des groupes subalternes. C'est une position sociale et idéologique préalable à l'utilisation des instruments de recherche et d'analyse. Cela a l'avantage d'exprimer clairement le point de départ, alors que souvent la soi-disante objectivité de certaines lectures du réel recouvre de fait un point de vue particulier, celui des groupes sociaux dominait l'évolution des forces productives.

Les considérations présentées dans cet ouvrage ont pour but de contribuer à une reconstruction progressive des rapports sociaux. En effet, lorsque l'on privilégie aujourd'hui le marché, on oublie souvent que ce dernier est un rapport social. Il ne faut ni idéaliser ni diaboliser le marché, mais l'analyser dans sa réalité sociale complète. Lorsque le néo-libéralisme parle de *la main invisible* régulant l'ensemble des échanges, il réfléchit dans l'abstrait, sans mettre en lumière le fait que tout rapport marchand est un rapport social, se situant à l'intérieur d'une structure de rapports sociaux précis, qui commande l'orientation même des échanges. Par ailleurs, comme dans le système capitaliste,

l'économie impose sa logique et ses critères à l'ensemble des rapports humains, c'est donc un changement de société qu'il faut viser. Or, l'histoire nous apprend que cela ne se réalise pas sans luttes sociales, souvent très dures, et qui aujourd'hui semblent au creux de la vague, à cause de l'échec du socialisme des pays de l'Est européen et de la vague triomphante du néo-libéralisme contemporain.

Dans les pages qui suivent il n'y aura pas beaucoup d'allusions à la société haïtienne, mais celle-ci est cependant impliquée dans l'ensemble des mécanismes qui seront décrits et analysés. On se rappellera l'importance des structures sociales, qui en Haïti jouent un rôle fondamental dans la détermination de la croissance et dans l'utilisation de l'aide économique internationale. On se rappellera aussi l'importance des mouvements sociaux, qui ont eu des effets politiques fondamentaux dans les changements de la société haïtienne. Par ailleurs, l'État-nation est véritablement à reconstruire, dans tous ses éléments, ce qui paraît être le point fondamental de la transformation sociale de Haïti, pour éviter que le pays ne devienne qu'une annexe des États-Unis. Enfin, la culture spécifique du pays forme [5] une base importante d'un nationalisme positif et de la construction idéologique. La culture haïtienne a été et sera surtout dans l'avenir la source première de la citoyenneté.

L'illusion du post-modernisme face à la mondialisation de l'économie est de croire que la réalité ne peut pas être analysée ni envisagée comme un ensemble, mais à cause de sa complexité qu'elle doit être étudiée et conçue dans ses particularités. Sans nier l'importance des particularités et les erreurs qui ont été commises par des systèmes englobants d'explications ou d'action, aussi bien capitalistes que socialistes, il ne faut pas tomber non plus dans la parcellisation de la pensée et l'éclatement de l'action. Rien n'est plus utile au capitalisme comme système mondial que de représenter le réel comme éclaté, alors qu'il forme lui-même un système. Rien n'est plus fonctionnel à la dilution des luttes sociales, que de les présenter comme des éléments isolés destinés à transformer exclusivement des aspects concrets de la société civile. Tout en rejetant les dogmatismes et en acceptant que toute démarche théorique en sciences sociales doit rester heuristique, c'est-à-dire ouverte sur l'interrogation du réel, il est essentiel de regarder la réalité comme un ensemble et de découvrir

quelles sont les structures sociales qui se construisent avec la mondialisation de l'économie.

Voilà pourquoi nous avons réuni en un ouvrage quelques textes produits au cours des deux dernières années sur le sujet de la mondialisation et de ses effets pour le Sud.

F. HOUTART

30-08-1995

[6]

[7]

Le défi de la mondialisation pour le Sud

Chapitre I

LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE ¹

[Retour à la table des matières](#)

Cette réflexion sur la mondialisation de l'économie essaiera d'en percevoir les caractéristiques contemporaines et d'en mesurer les effets pour pouvoir contribuer ainsi à la recherche des alternatives.

À cet effet, il importe de garder toujours une perspective globale même si le point de départ pré-analytique est la référence aux exclus, aux opprimés, aux *pauvres* du monde. Les ravages intellectuels que provoquent l'élémentarisation des problèmes, des analyses et des solutions, chère à la postmodernité, sont bien illustrés par l'introduction au Rapport Mondial sur le Développement Humain 1993 du PNUD [PNUD 1993]. On y décrit au long et au large la pauvreté : « *Plus d'un milliard de la population mondiale se débattent dans la misère : les 20% les plus pauvres découvrent que les 20% les plus riches disposent d'un revenu dépassant 150 fois le leur* ». Il est aussi signalé que la démocratie est difficile à mettre en place, qu'il existe des menaces contre l'environnement et qu'il faut axer le développement sur les populations plus que sur l'État-nation.

¹ Exposé au Séminaire International organisé par le COELI (Centre Oecuménique de Liaisons Internationales) à Namur (Belgique) en janvier 1994.

La disparition des luttes idéologiques est présentée comme ouvrant la voie à un partenariat *alliant efficacité du marché et générosité sociale* et l'existence d'organisations populaires comme un signe encourageant d'un désir de participation qui doit être stimulé. Un tel refus d'analyse n'a d'égal que la naïveté du discours normatif qui le couronne et sur lequel nous reviendrons. Tout compte fait, une telle démarche n'est peut-être pas aussi innocente qu'elle paraît, puisqu'elle permet aux bonnes consciences des bénéficiaires du système de ne pas établir de liens entre les logiques convergentes qui conduisent à l'accumulation de leur richesse d'une part et de l'autre à l'accroissement de la pauvreté et à l'exclusion. Tout est superposé, rien n'est connecté.

Une deuxième perspective qui nous animera est une vision dialectique des réalités. La mondialisation de l'économie capitaliste n'a pas été et n'est pas une croisière en eaux calmes, qui déroule sa logique au fil d'une évidence rationnelle [8] indiscutable. Sans doute, le capitalisme utilise-t-il en même temps qu'il oriente et se laisse transformer par le progrès scientifique, mais il trace aussi constamment sa route en fonction des résistances, des conflits d'intérêts antagonistes, en un mot des luttes sociales. S'il a contribué à l'accroissement spectaculaire de la productivité, des performances technologiques et de l'accès aux biens matériels, il accentue dans le même sillage les contradictions sociales.

Là où ce type d'organisation économique, construit sur l'accumulation, n'exige pas l'intégration de la main d'œuvre dans le rapport direct capital-travail, se créent les conditions de la marginalité, de l'exclusion, de l'accroissement de ce qu'on appelle le secteur informel. Là où grâce aux nouvelles technologies, les dirigeants collectifs du système ont pu construire la base matérielle adéquate pour ouvrir une nouvelle brèche (les nouvelles modalités de la mondialisation), ils s'y engouffrent, persuadés que cet *avantage comparatif* vis-à-vis des classes sociales subalternes signifie la fin de l'histoire. Là où sa logique d'accumulation rencontre des résistances, il en résulte des politiques répressives. Il est vrai que cette dernière pousse au raisonnement à moyen ou à court terme, autant qu'elle mène au volontarisme d'une pensée linéaire identifiant le réel à l'intentionnel.

C'est bien ce qui se passe avec la phase actuelle de la mondialisation de l'économie, celle que Michel Camdessus, le directeur du FMI,

caractérisait en disant : « *En économie, le monde parle maintenant une même langue* » [A. Casanova, 1993, 13].

I. Les caractéristiques économiques

[Retour à la table des matières](#)

Dans une première étape nous aborderons brièvement une perspective historique. En effet, la mondialisation dont on parle tant aujourd'hui n'est rien d'autre que l'évolution du marché. Ce dernier, fruit de la division avancée du travail qui exigeait des mécanismes d'échange, est un rapport social mettant en relation des acteurs économiques situés à l'intérieur d'une structure sociale. Cela ne les positionne pas nécessairement dans un rapport de réciprocité équitable. L'existence de sociétés de classes implique au contraire la nécessité d'une régulation des échanges. L'histoire du marché est donc celle des contradictions entre intérêts de classes et de leurs régulations.

Il y a bien longtemps que l'échange des marchandises s'est fait au long court. Que l'on se rappelle la route de la soie entre la Chine et l'Europe, le commerce entre la Méditerranée et le Sud de l'Inde, celui entre l'Asie et les côtes africaines ou encore [9] celui qui, venant des côtes de l'Amérique du Sud aboutissait au Yucatan. Mais ce n'était pas encore à proprement parlé des rapports internationaux.

C'est le capital mercantile qui déclencha ces derniers, avec la conquête de l'Amérique et l'établissement de comptoirs ou la domination politique en Afrique et en Asie. Nous sommes au 15^{ème} siècle. C'est à ce moment que naît aussi le Droit international avec Vittoria et qui précisément se développe sur la base du principe de la liberté du commerce, justifiant entre autres le droit à la conquête, de ceux qui y font obstacle.

Avec le développement du capitalisme industriel, consolidant la base matérielle de l'État-nation, c'est la concurrence internationale qui s'organise. Samir Amin rappelle que c'est entre 1880 et 1945 que s'établissent les « *oligopoles des impérialismes nationaux en conflit* » [S. Amin et al., 1991].

La véritable mondialisation commence après la deuxième guerre mondiale avec le développement des entreprises multinationales. Mais ces dernières sont localisées très précisément aux États-Unis, en Europe et au Japon, tout en ayant des activités ou des filiales partout dans le monde. Leur intégration interne se réalise par le biais de transactions entre éléments de la même entreprise (jeu de facturations, par exemple), permettant ainsi d'accroître leur rentabilité.

Mais aujourd'hui nous assistons au développement d'un nouveau phénomène, qui se greffe sur le précédent. Il s'agit cette fois de l'interpénétration économique au travers des frontières, aussi bien dans les processus de production, que dans la commercialisation, le financement ou la recherche-développement. Cette phase nouvelle est grandement accélérée par la chute des régimes socialistes de l'Est et elle accentue la polarisation Nord-Sud ou Centre-Périphérie. Avant d'en donner des exemples concrets, nous reprendrons à Samir Amin l'essentiel d'une analyse de ses conditions d'émergence [S. Amin et P. Gonzalez Casanova, 1993).

1. Les aspects principaux de la mondialisation

L'époque qui suivit l'immédiat après-guerre fut caractérisée par trois piliers. Dans les pays industrialisés c'était le fordisme, caractérisé par la production de masse et l'accroissement des salaires en fonction de la productivité, ce qui permettait d'augmenter la consommation. Dans les pays socialistes, ce fut le dogme du rattrapage du capitalisme pour assurer une consommation accrue. Quant au Tiers-Monde, il vit à l'ère de Bandung, c'est-à-dire le projet des bourgeoisies nationales [10] d'encourager une industrialisation de substitution aux importations, comme base du développement, tout en assurant quelques avantages sociaux aux classes subalternes (le *desarrollismo* latino-américain).

Or, ces trois piliers, explique Samir Amin, s'érodent progressivement à partir de la moitié de la décennie 70. Le premier est sérieusement atteint par la critique du mythe de la croissance ininterrompue, mais aussi par la logique croissante de la transnationalisation. Les technologies nouvelles exigent une organisation du travail différente et la productivité du travail ne peut

plus progresser sur cette base [S. Amin et al., 1990, 131]. L'ère des pactes sociaux touche à sa fin et l'État-nation perd son aptitude à arbitrer les différends.

Le blocage bureaucratique du développement à l'Est et l'étouffement de ce dernier par l'isolement économique et la course aux armements imposés par l'Occident marquent la fin du deuxième mythe de l'époque, celui du rattrapage. L'effondrement des modèles socialistes de l'Est européen et l'adoption progressive d'une « *économie sociale de marché* » par la Chine puis par le Vietnam ont accéléré leur abandon.

Enfin, la politique de substitution fait long feu dans le Tiers-Monde. Les différences vont en s'accroissant entre ces pays ; certains s'industrialisent partiellement ou totalement (les quatre dragons d'Asie du Sud-Est), tandis que d'autres entrent dans la catégorie du Quart-Monde. La création d'industries de substitution a nécessité des investissements coûteux en technologie étrangère. Les gains éventuels ne sont pas réinvestis dans le pays. L'introduction des nouvelles technologies n'est pas créatrice d'emplois. Franz Hinckelamert, directeur du DEI (Departamento Ecuménico de Investigaciones), au Costa Rica, signalait dans une conférence à Managua en 1992, qu'au Honduras, par exemple, au cours de la dernière décennie, on multiplia la production des bananes par trois en même temps qu'on diminuait le nombre de travailleurs par trois. Bref, dans les pays du Sud on ne parle plus de développement, mais de marché.

L'effondrement des trois piliers, dont parle Samir Amin, est à mettre en relation avec la mondialisation. Cette dernière se réalise dans le cadre de la logique capitaliste, qui non seulement érige la loi de la valeur en paramètre économique indiscutable, mais en fait la norme de fonctionnement de l'ensemble de la société. Tout devient marchandise, y compris la santé et la culture. En mondialisant ses pratiques, le système universalise sa logique et il est aujourd'hui régi par la *loi de la valeur mondialisée*, qui engendre nécessairement « *la polarisation, expression de la [11] paupérisation associée à l'accumulation à l'échelle mondiale* » [Samir Amin, Capitalisme et Système-Monde, 1993].

Quand nous parlons de mondialisation ou d'interpénétration, de quoi s'agit-il en fait ? Avant de passer à l'analyse des mécanismes nous reprendrons quelques exemples concrets à Robert Reich, économiste de

Harvard, actuellement conseiller du Président Clinton. Ils concernent respectivement les processus de production et de commercialisation, la mondialisation de l'emploi et l'imbrication des grandes entreprises.

Les deux premiers exemples se rapportent à l'intégration des opérations, de la conception à la vente. « *L'équipement de précision pour le hockey sur glace est conçu en Suède, financé au Canada et assemblé à Cleveland (États-Unis) et au Danemark pour être distribué respectivement en Amérique du Nord et en Europe ; dans sa fabrication entrent des alliages dont la structure moléculaire est le fruit de recherches menées dans l'État de Delaware (États-Unis) et qui y ont été brevetées, mais qui sont fabriqués au Japon. La campagne de publicité est conçue en Grande Bretagne ; le film de cette campagne est tourné au Canada, sonorisé en Grande Bretagne, monté à New York* » [R. Reich, 1993,103].

Autre exemple semblable : « *Une voiture de sport est financée par le Japon, dessinée en Italie et montée dans l'Indiana (États-Unis), au Mexique et en France ; elle contient les composants électroniques les plus récents, mis au point dans le New Jersey et fabriqués au Japon* ». L'auteur termine sa série d'exemples par l'interrogation : « *Lequel de ces produits est Américain ? Lequel ne l'est pas ? Comment décider ? Et la réponse a-t-elle vraiment de l'importance ?* » [Ibidem].

Abordons la question de la nationalité des travailleurs. Le même auteur donne aussi des exemples d'entreprises américaines. « *En 1990, 40% des salariés d'IBM sont étrangers et cette proportion est croissante. IBM Japon revendique plus de 18.000 salariés japonais et des ventes dépassant 6 milliards de dollars par an, ce qui fait d'elle un des principaux exportateurs japonais d'ordinateurs. Examinons le cas de Whirlpool. Après avoir réduit ses effectifs américains de 10%, envoyé la majeure partie de sa production au Mexique et acheté la division appareils de Philips (une société appartenant à des Hollandais), Whirlpool emploie 43.500 salariés, en majorité non-américains, dans 45 pays. Seagate Technology, une société basée en Californie est l'un des leaders mondiaux dans la production de drivers de disques durs ; en 1990, cette société emploie 40.000 personnes, dont 27.000 travaillent en Asie du Sud-Est* » [R. Reich, 1993, 111].

[12]

Enfin, un dernier exemple, cette fois d'imbrication inter-entreprises. « Depuis le début de 1991, le japonais Mazda produit des Ford Probes dans l'usine Mazda de Fiat Rock dans le Michigan (États-Unis). Certaines de ces voitures sont exportées au Japon et vendues sous la marque Ford. Un véhicule utilitaire conçu par Mazda est fabriqué dans l'usine Ford de Louisville dans le Kentucky (États-Unis) et ensuite vendu dans les magasins Mazda aux États-Unis. Nissan, pendant ce temps, conçoit un nouveau camion léger à San Diego en Californie. Les camions seront montés dans une usine de Ford dans l'Ohio (États-Unis), avec des pièces détachées fabriquées par Nissan dans son usine du Tennessee (États-Unis) et ensuite commercialisées par Ford et Nissan aux États-Unis et au Japon. Qui est Ford ? Nissan ? Mazda ? » [R. Reich, 1993,120].

2. Les mécanismes du rythme accéléré de la mondialisation

L'espace et le temps sont aujourd'hui réduits. L'argent, les techniques, l'information, les marchandises franchissent les frontières. « Dans la dernière décennie du siècle, les pouvoirs publics ne réussiront à bloquer à leurs frontières que les objets matériels pesant plus de cent kilos », écrit R. Reich [R. Reich, 1993, 192]. Et encore, est-ce une vision bien optimiste quand on pense à la difficulté de contrôler le commerce de la drogue, l'immigration clandestine ou l'exportation illégale des armes.

La première constatation est l'établissement de réseaux mondiaux, dont la nationalité est de plus en plus difficile à déterminer. Ils intègrent divers processus et facteurs de production localisés en divers coins du monde, selon les avantages que l'on peut en tirer pour dégager la plus grande valeur possible. Ceci provient notamment, soit des salaires les plus bas, soit des concentrations de cerveaux et de ce que R. Reich appelle « les groupes qui ont accumulé les compétences les plus fortes en matière de résolution et d'identification de problèmes et de courtage stratégique » [R. Reich, 1993, 102].

La seconde observation est que les mécanismes sont divers en fonction des facteurs de production et de distribution des produits. D y a d'abord la technologie.

Signalons entre autres les progrès spectaculaires dans le domaine des transports et des communications au coût décroissant et qui constituent la base première de la mondialisation. Leur contrôle et le monopole de leur utilisation fournit au groupe social qui les exerce une hégémonie sans contestation possible, lui assurant aussi les fondements matériels de sa reproduction. Une bourgeoisie mondiale a réellement émergé.

[13]

À propos du facteur travail, une série de constatations s'imposent. La production de masse standardisée tend à se localiser à l'Est ou dans le Sud, en particulier en Asie de l'Est et du Sud-Est. À Singapour, quelques 200 firmes appartenant à des Américains emploient 100.000 travailleurs locaux pour la fabrication de composants électroniques [R. Reich, 1993, 112], Des activités de service sont aussi transplantées : American Airlines fait émettre tous ses billets aux Bermudes, Swissair fait réaliser sa comptabilité à Bombay. C'est le prix à payer pour la compétitivité. « *Le capitalisme, à l'inverse des autres idéologies, n'attache pas d'importance aux croyances et au passé de ceux qui travaillent pour lui, pour peu qu'ils améliorent les bénéfices* » [R. Reich, 1993, 113].

Nous examinerons plus loin les conséquences de la mondialisation branchée sur les nouvelles technologies et sur une nouvelle division internationale du travail sur la structure des classes et sur leur place respective dans le système économique.

Un autre facteur de production est le capital. Sa mondialisation est la plus avancée de tous. L'épargne mondiale est estimée à quelques 4.000 milliards de dollars, c'est-à-dire 22% du PIB mondial [C. Camino, 1993, 173]. On brasse 1.000 milliards de USD par jour [A. Casanova, 1993, 15]. Mais les investissements vont pour les deux-tiers dans les pays industrialisés. La masse d'argent disponible est utilisée pour une part importante à financer les déficits des États ou à s'investir dans des opérations spéculatives.

Le capital financier devient prépondérant, donnant lieu à des manipulations financières à l'échelle mondiale, faisant monter les taux d'intérêts ou basculer le cours des devises [R. Reich, 1993, 177]. Ainsi, c'est en grande partie l'inflation aux États-Unis et l'érosion du dollar qui ont fait monter les intérêts des dettes du Tiers-Monde, plus 58% entre 1979 et 1982, et provoqué la crise [M. Raffinot, 1993, 33]. On assiste à partir de ce moment au paradoxe de transferts financiers massifs des pays de la périphérie vers le centre.

Un dernier facteur que nous voulons souligner est celui de l'information. Il devient central aujourd'hui, d'où l'importance des communications et de leur technologie. Il y a les informations techniques et financières. Il y a la concentration de la recherche scientifique, dont 97% est concentrée dans les pays industrialisés, mais aussi l'information tout court. En 1990, quatre agences contrôlaient 90% de l'information dans le monde [A. Casanova, 1993,18].

[14]

On peut en conclure que le niveau de vie des citoyens d'une nation dépend aujourd'hui de leur contribution à l'économie mondiale. D'où le double fossé qui se crée à l'intérieur des sociétés, d'une part et entre le Nord et le Sud, de l'autre. Ceux qui ne contribuent pas ou moins qu'auparavant à la valeur de cette économie sont progressivement exclus par le chômage dans les pays industrialisés, par l'appartenance au secteur informel dans le Sud, ou s'il s'agit de régions ou même de continents, telle l'Afrique ou l'Amérique centrale, par une mise à l'écart pure et simple du système mondial de production.

3. La régulation de l'économie

La régulation, selon Samir Amin, est un mécanisme doublé d'institutions, destiné à surmonter les contradictions [S. Amir et P. Gonzalez Casanova, 1993, 21].

Ce mécanisme peut évidemment jouer dans des sens contradictoires, ou bien aider le système du marché à s'adapter à de nouvelles circonstances ou bien obliger ce dernier à lâcher du lest en faveur des groupes sociaux non-privilegiés par le rapport social existant.

1) La régulation fordiste

Du temps du fordisme, la régulation restait à l'intérieur du monde industrialisé et ne prévoyait rien pour l'extérieur (les périphéries). D s'agissait de gérer la contradiction existant entre les travailleurs qui vendent leur force de travail et la classe sociale capable de s'approprier le travail mort cristallisé dans les moyens de production. Pour accroître la production de masse, il fallait la paix sociale. D'où les négociations, le rôle des « *partenaires sociaux* » et surtout des syndicats, l'intervention modératrice de l'État, à condition cependant de ne pas remettre en question le rapport social fondamental. On débouchait peu à peu sur une consommation de masse. Bref le projet social-démocrate.

Une telle orientation ne parvenait pourtant pas à gérer correctement l'autre contradiction du système, celle de la tendance permanente à la surproduction (ou à la sous-consommation) due à l'inadéquation entre le salaire et la réalisation du produit social en expansion. Le fordisme régula partiellement ce problème par le recours à une intervention politique, dont John M. Keynes fut un des artisans.

Quant au plan mondial, il se caractérise au cours de cette période par une absence de régulation. Dans les dénivellations, non seulement l'échange reste inégal, mais les inégalités internes s'accroissent avec le développement, ce qui s'accentuera [15] plus vrai encore dans la période suivante. En réalité, le phénomène de la mondialisation tend à annuler les effets des politiques nationales et à permettre le contrôle unilatéral de la part des monopoles techniques et financiers des centres dominants [S. Amin et P. Gonzalez Casanova, 1993, 37].

2) La régulation actuelle

Nous sommes vraiment entrés dans une nouvelle étape et tous les observateurs le signalent. Certains mettent l'accent sur la nouvelle révolution technologique et parlent de période post-industrielle. D'autres, plus sensibles aux facteurs politiques, insistent sur l'écroulement des régimes de l'Est et voient dans l'unipolarité, soit le

début d'une ère nouvelle et définitive, soit un danger accru d'impérialisme, c'est-à-dire d'utilisation des appareils politiques (y compris les Nations-Unies) au service des intérêts économiques, les plus puissants.

La caractéristique principale est qu'aujourd'hui l'espace de gestion économique de l'accumulation, ne correspond plus avec les espaces sociaux et politiques et cela est irréversible [S. Amin et P. Gonzalez Casanova, 1993, 38], L'histoire économique et sociale ne se reproduira plus, ce qui détruit d'avance toutes les théories du rattrapage. L'Europe, lors de son expansion industrielle, disposait d'une armée de réserve de travailleurs à la fois qualifiés (les artisans) et non-qualifiés (les paysans).

Le surplus fut envoyé outre-mer, par le biais des migrations (plus de 50 millions d'Européens), solutionnant ainsi le problème d'excès de main d'œuvre. « *L'armée de réserve* », selon le vocabulaire de Karl Marx, méritait son nom, car elle passait normalement à l'active, à condition cependant de ne pas perdre sa fonction de moyen de pression sur les salaires.

Dans les pays industrialisés, le travail mort (les machines, appareils, robots) supplante aujourd'hui le travail vivant. Les services sont atteints eux aussi à la fois par la mécanisation informatique et par l'afflux des travailleurs industrialisés en voie de reconversion. On pense à une régulation par la diminution du temps de travail. Mais la délocalisation de la production ne permet plus d'envisager un néo-fordisme.

Dans les pays de périphérie, la productivité augmente plus que les salaires dans une proportion de 50%. Une majorité de travailleurs font partie d'une *armée de réserve* permanente, car on ne voit guère comment ils seraient intégrés dans un rapport direct capital-travail, sauf dans les quelques lieux *privilégiés* de délocalisation de la production. La circulation des produits et des capitaux n'est pas accompagnée par une circulation de la main d'œuvre. Au contraire on craint les [16] migrations, ce qui ne permet pas d'envisager une telle soupape de sécurité, avec toutes les réserves que l'on doit y apporter d'un point de vue social, car une solution économique n'est pas nécessairement un bienfait social et culturel. La pression sur le coût du travail des périphéries n'en sera que plus efficace et elle se traduira par

l'allongement des heures prestées et l'insertion des femmes et des enfants dans le procès de travail.

La régulation consiste alors à mettre en place un ajustement des faibles aux forts et les mécanismes sont nombreux et complémentaires. Nous en citerons quelques uns, mais nous pouvons déjà en retenir une manifestation : la dérégulation croissante réalisée par l'orientation néolibérale contemporaine coûterait annuellement aux pays du Tiers-Monde une somme de 500 milliards de dollars, soit l'équivalent de 10 fois l'aide aux pays en développement [C. Camino, 1993,171].

Un mécanisme bien connu et que nous ne ferons que citer est la mise en route des Programmes d'Ajustements Structurels (PAS), programmés par la Banque Mondiale, en fonction des politiques de stabilisation monétaire du Fonds Monétaire International. Prenons seulement un exemple parmi des centaines : l'Inde. Selon Michel Chossudovsky, voici ce que l'accord entre le Fonds et l'Inde donne comme résultat.

« La "chirurgie économique" du Fonds impose au gouvernement de réduire les dépenses sociales et d'infrastructure, d'éliminer les subventions (y compris aux prix des produits alimentaires), et de vendre les entreprises les plus rentables, et ce 'à bon prix', à de grandes firmes locales ou étrangères. Il lui faut aussi fermer un grand nombre de sociétés publiques qualifiées de 'malades', libéraliser le commerce, laisser s'investir les capitaux étrangers, procéder à des réformes profondes du système bancaire, des institutions financières et de la fiscalité. »

Il continue en disant : *« Les résultats sont à l'opposé du but recherché ; stagflation (le prix du riz a augmenté de 50% depuis l'entrée en vigueur du plan) et aggravation de la crise de la balance des paiements, en raison du coût accru des matières premières importées et de la poussée d'achats de produits de luxe étrangers. La libéralisation du commerce, combinée avec la baisse du niveau de vie et la libre entrée des capitaux extérieurs, tend à mettre en faillite les producteurs locaux. Les coupes dans les programmes sociaux et d'infrastructure sapent la production et les exportations ; le service de la dette s'alourdit, la nécessité d'emprunter davantage s'impose »* [M. Chossudovsky, 1992].

[17]

Toute proportion gardée, c'est exactement la même description que l'on peut donner pour un pays comme le Nicaragua [F. Houtart, 1991]. Les nombreux travaux effectués par les chercheurs associés au Forum du Tiers-Monde de Dakar ou par Marcos Arruda de l'ICVA à Genève, montrent que partout c'est le même ministre des finances qui mène le jeu. Même dans un pays comme le Vietnam, l'introduction des logiques du marché capitalistes tendent à provoquer les mêmes effets [F. Houtart, 1993].

Un autre mécanisme bien connu est celui de la dette, auquel les politiques d'ajustement structurel ne sont pas tout à fait étrangères, puisqu'elles sont partiellement au moins, destinées à faciliter le remboursement de la dette. On en connaît les origines : abondance des pétro-dollars à placer à tout prix, dépenses de prestige, sur-armement, modernisation artificielle et consommation des classes dominantes.

Il faut y ajouter un élément plus fondamental peut-être pour les pays en développement, le caractère procyclique du phénomène, qui l'inscrit comme insoluble face aux fluctuations des coûts des matières premières et des produits agricoles. En effet, Carlos Camino, signale qu'en période de forte croissance économique mondiale, le coût des matières premières monte et les États augmentent dépenses publiques et importations, qui généralement dépassent le rythme des rentrées et exigent l'emprunt. Quand la conjoncture s'affaisse cela cause des déficits budgétaires et extérieurs. Les bailleurs de fonds instituent automatiquement des normes plus rigides de solvabilité. D'où le cercle vicieux de l'endettement.

On connaît aussi les mécanismes de régulation destinés à sauver le système financier mondial du plongeon : échelonnement, abolition partielle, passage de dette à des banques commerciales à dette à des instances publiques (Club de Paris pour les États, Club de Londres pour les banques). Malgré cela les transferts du Sud vers le Nord se poursuivent et l'Overseas Development Council de Washington prévoit que durant la dernière décennie de ce siècle, ils s'élèveront à 260 milliards de dollars [C. Camino, 1993, 173].

Reste à voir ce que signifient les institutions internationales de régulation mises en place après la deuxième guerre mondiale à Bretton Woods. Deux plans s'affrontaient, celui de Harry White, l'américain et

celui de Keynes, l'anglais. Tous les deux désiraient restaurer la stabilité des changes et la convertibilité des monnaies. Le second penchait pour une monnaie internationale. Mais ce fut le plan [18] américain qui prévalut. Il fallait aussi instaurer un mécanisme d'assistance financière pour aider les pays dont la balance des paiements était en déficit, afin d'empêcher que des difficultés temporaires n'entraînent le recours au protectionnisme [P. Lenain, 1993, 12].

Les trois organismes qui naquirent de ces initiatives furent le FMI, la Banque Mondiale et le GATT. Le premier est chargé de la stabilité monétaire, le second définit les politiques à mener pour la reconstruction et le développement, notamment en favorisant des investissements dans les pays en développement et le troisième, qui ne s'institutionnalisera définitivement qu'en 1994, a pour but de promouvoir les échanges mondiaux par le démantèlement des restrictions aux paiements internationaux et l'établissement de la convertibilité des monnaies.

On a déjà beaucoup écrit sur les politiques menées par les deux premières institutions dans les pays de la périphérie et sur leurs effets, notamment les PAS dont il a été fait mention plus haut. Nous n'y reviendrons pas. Il suffit de savoir que ces organismes sont largement dirigés et orientés par les pays industriels et qu'ils fonctionnent en fonction de la logique du système économique dominant. En outre, la Banque Mondiale, soumise aux avatars du marché financier désordonné, ne peut remplir le rôle d'intermédiaire entre les marchés financiers internationaux et les pays en voie de développement. Quant au FMI, il n'a pas mandat pour contrôler les liquidités internationales [C. Camino, 1993, 175].

L'absence de mécanismes de régulation des marchés financiers internationaux joue en défaveur du Sud. Elle débouche sur les plans de stabilisation et les ajustements structurels, dont on connaît les conséquences. Il nous reste à dire un mot du GATT, qui deviendra en 1994 l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Les accords du GATT, s'ils parviennent à réguler la situation de certains pays, surtout les nouveaux pays industrialisés d'Asie, favorisent en ordre principal le monde industrialisé. Roland Leuschei, économiste de la Banque Lambert-Bruxelles, disait dans une entrevue au journal flamand *De Morgen*, que leur risque était de voir les plus

puissants en tirer les plus grands avantages. Si le protectionnisme est banni en principe, un secteur y échappe, celui de la monnaie. Il n'y a pas non plus d'harmonisation des fiscalités, laissant ainsi le libre choix aux capitaux de s'investir là où ils auront le plus de rentabilité.

[19]

Par ailleurs s'il s'agit de favoriser la compétitivité, ce sont les salaires qui en feront les frais. Le même auteur citait Paul Anthony Samuelson, prix Nobel de l'économie, qui affirme que si on laisse la liberté au commerce on aura une convergence des salaires ; en d'autres termes ils diminueront dans les pays industrialisés et ils augmenteront à l'Est et dans le Sud [R. Leuschei, 1994], Nous ajouterons évidemment à ce raisonnement d'allure mécanique, que ce rapport étant construit par des forces sociales, le plus fort imposera sa loi, par des mécanismes politiques s'il le faut, sans exclure la dictature et la répression.

Un autre observateur, Ahmed Kamal, l'ambassadeur du Pakistan auprès du GATT, déclarait que les baisses de tarifs seront beaucoup plus coûteuses pour les pays du Sud que pour les États-Unis ou l'Union Européenne. Il estimait qu'elle coûtera des millions de dollars au seul Pakistan [A. Kamal, 1993, 5]. Bref ici non plus, le Sud n'est guère comblé et la mondialisation de l'économie semble bien jouer dans un mouvement de fond à sens unique.

En conclusion, on peut dire avec Robert Reich, que dans quelques années on n'aura plus aucun moyen de distinguer une économie nationale d'une autre ou pour le dire avec les mots percutants de Leonardo Boff : « *La mondialisation transforme tout en un immense Big Mac* » [L. Boff, 1993]. Il s'agit véritablement d'un nouvel impérialisme économique : ou on atteint les standards de la productivité mondiale ou on est éliminé du marché [Alan Toffler].

II. Les caractéristiques sociales

[Retour à la table des matières](#)

La première chose à signaler est la transformation que la mondialisation apporte aux rapports sociaux. Il n'y a rien de neuf sur le fond, puisque la logique de l'accumulation capitaliste reste semblable, mais il y a des changements dans leurs manifestations. En effet, le fait que la croissance ne soit pas accompagnée par un accroissement parallèle de l'emploi a déjà pour conséquence que le surplus soit absorbé par des groupes plus restreints et que son contrôle ait tendance à se concentrer.

Le rapport Nord-Sud devient prépondérant, depuis que dans la conjoncture des forces politiques, le seul contrepoids relatif existant, le bloc socialiste, a pratiquement disparu de la carte. Il forme aujourd'hui la contradiction la plus apparente et par conséquent le lieu des antagonismes et des conflits le plus important. Mais il se traduit également par des rapports sociaux internes transformés.

[20]

Dans les pays industrialisés, une nouvelle structure de classe se dessine. La classe ouvrière diminue numériquement. Aux États-Unis, ce phénomène est accompagné par un affaiblissement de la force syndicale. En 1960, la syndicalisation atteignait 35% de la force de travail. En 1990, elle n'était plus que 17% [R. Reich, 1993, 195]. Son pouvoir de négociation en est amputé d'autant. En 1960, dans le même pays, la différence de revenu entre un PDG et un ouvrier était de 12 (après déduction des impôts). En 1990, elle est passée à 70. [R. Reich, 1993, 17].

La classe de ceux que R. Reich appelle les *aides personnelles*, destinées aux services divers accordés directement aux personnes, se stabilise. Le groupe en expansion est, selon l'expression du même auteur, les *manipulateurs de symboles*, c'est-à-dire ceux dont la tâche consiste à résoudre des problèmes et à organiser le courtage et qui travaillent essentiellement à traduire la réalité en symboles (mathématiques, informatiques) et à retraduire ces derniers en réalité. Ils augmentent en nombre et en revenus. Leur champ d'action connaît de moins en moins les frontières.

Dans la périphérie, les alliances de classes se transforment. Celle qui durant *l'ère de Bandung*, s'était constituée entre des bourgeoisies nationales et certains groupes populaires, est démantelée par les nouvelles tendances d'intégration dans le système mondial du marché. C'est une classe compradore ou intermédiaire qui prend le pas et les conflits d'intérêts avec la bourgeoisie nationale se manifestent déjà sur le plan politique.

Bref, la restructuration des classes, dont il faudrait étudier en détail les caractéristiques pour déboucher sur des analyses opérationnelles, aboutit à un triple déséquilibre, au centre, avec l'accroissement du chômage (18 millions en Union Européenne), en périphérie, avec la recomposition des bourgeoisies et l'exclusion des classes subalternes et enfin entre centres et périphéries (une partie de l'Est étant transformée en nouvelle périphérie).

De nombreuses autres conséquences doivent encore être signalées. Nous n'avons pas la possibilité de les énumérer toutes et encore moins de les analyser. L'une d'entre elles, très importante, est la destruction des mouvements populaires. Or, certains soulignent aujourd'hui l'importance de leur action, notamment dans les pays en développement [Rapport du PNUD, 1993]. C'est comme s'ils les découvraient seulement maintenant. Mais en fait, outre le problème du syndicalisme dont nous avons parlé précédemment, la transformation sociale qui s'opère dans le [21] Sud, rend plus complexe la tâche de ces mouvements et notamment leur organisation. Nous avons pu le constater dans un pays qui est un véritable laboratoire à cet effet, le Nicaragua. La nécessité pour les masses populaires de développer des stratégies de survie et leur confinement grandissant dans un secteur informel hétérogène, rend l'organisation de ces mouvements bien difficile, sans parler des obstacles politiques.

Dans la même ligne d'idée, le replis sur la famille en tant qu'entité sociale de production ou de stratégie de survie, est un élément notable. Ce processus prend évidemment des aspects différents selon les sociétés, en Afrique, ou en Amérique latine, mais on assiste partout à des transformations profondes.

Quant aux effets sociaux des nouvelles politiques, ils sont bien connus. Faut-il rappeler qu'en 1991, l'Afrique subsaharienne, par exemple, remboursa au Nord quelques 10 milliards de dollars, ce qui

dépassait les sommes consacrées aux dépenses totales de l'éducation et de la santé.

Mais la mondialisation a aussi pour effet de diminuer les liens d'allégeance nationale. Les manifestations en sont diverses et multiples. Robert Reich qui le signale à plusieurs reprises dans son ouvrage. Il se réfère, par exemple, aux sociétés industrielles de plus en plus intégrées dans l'économie mondiale. Pourquoi contribuer à un bien-être collectif au niveau de la nation, si l'on n'appartient plus à une entité particulière ? Mais n'est-ce pas aussi ce qui se produit dans le distanciellement entre régions riches et régions pauvres d'un certain nombre de pays, aussi bien en Europe centrale qu'en Europe de l'Ouest et même dans des pays du Sud ? Pourquoi rester fidèle à des solidarités nationales, par exemple, quand la rentabilité des placements est plus grande ailleurs ?

C'est d'ailleurs la même logique qui tend à l'exploitation sans vergogne des ressources matérielles, à l'épuisement des énergies non-renouvelables, à la pollution atmosphérique, car le rapport à la nature est aussi un rapport social. Les tentatives de régulation sont encore très velléitaires (Conférence de Rio). En tous les cas, si les périphéries consommaient au même rythme que les Centre, il est bien clair que ce serait *la fin de l'histoire*.

III. Les caractéristiques politiques

[Retour à la table des matières](#)

Une fois de plus nous ne ferons allusions à quelques aspects seulement, les analyses politiques devant être développées plus avant. Le but en est surtout [22] d'indiquer le lien qui existe entre les divers phénomènes. Il y a tout d'abord la crise de l'État-nation. Il ne dispose pas des moyens d'agir sur une dimension qui le dépasse. A cela s'ajoute le démantèlement de l'État qui résulte des politiques néo-libérales. On peut aussi ajouter plusieurs autres questions de nature politique, tels que le facteur militaire, l'ingérence, la régionalisation.

La supériorité militaire des États-Unis, donne à ce pays une puissance qui lui permet sur le plan de la politique mondiale, d'exercer un pouvoir hégémonique et entre autres d'instrumentaliser les organes des Nations-Unies. Ce pouvoir est au service de la mondialisation dans

sa définition actuelle. Qu'il suffise de se rappeler la signification réelle de la guerre du Golfe. Dans le même domaine, le rapport du PNUD de 1993, signale que les pays en développement qui ont de fortes dépenses militaires reçoivent deux fois plus d'aide par tête d'habitants que les autres. Il est plus que probable que cela ait un lien avec leur place dans la production de valeurs au niveau mondial.

L'importance que revêt le *droit d'ingérence* est également liée avec les effets de la mondialisation contemporaine. Sans doute a-t-elle toujours existé depuis qu'il y a des États puissants et des États faibles, mais elle prend des formes nouvelles et accentuées. Il y a l'ingérence humanitaire, justifiée par l'accroissement de la pauvreté et de la misère, elles-mêmes résultat du modèle d'accumulation. Il y a l'ingérence destinée à faire respecter les droits de l'homme, dont les violations sont aussi dues, même si ce n'est pas la cause exclusive, aux injustices sociales accentuées par la mondialisation. N'est-il pas significatif que les Indiens du Chiapas, au Sud du Mexique, choisirent le 1er janvier, étape clé du Traité avec les États-Unis (ALENA) pour déclencher leur révolte ?

Il y a enfin les nouvelles *conditionalités*, qui établissent un lien entre l'aide économique et l'ouverture au marché ou l'adoption de formes occidentales de démocratie. Ainsi le traité de Maastricht définit la politique de la nouvelle Europe vis-à-vis du Tiers-Monde comme une aide à s'intégrer dans l'économie de marché.

Et ceci nous amène à parler des regroupements régionaux, qui sans doute ont essentiellement des fonctions économiques (marchés communs, zones de libre échange), mais qui sont instaurés par des décisions politiques. Ces initiatives ont un caractère ambivalent. Elles peuvent être des mécanismes de défense des pays les plus vulnérables ou des instruments entre les mains des plus puissants, pour accroître leur poids, soit dans la concurrence entre les forts, soit pour mieux intégrer [23] les périphéries. C'est en grande partie le cas des Accords de Lomé ou de F ALENA regroupant les États-Unis, le Canada et le Mexique.

IV. Les aspects culturels et idéologiques

[Retour à la table des matières](#)

Nombreux sont les traits culturels ou idéologiques qui naissent, disparaissent ou sont affectés par la mondialisation. Certains d'entre eux entrent dans la construction des nouveaux rapports sociaux qui la caractérisent. Nous en citerons seulement quelques uns. Le premier qui vient à l'esprit est évidemment l'identité nationale. On pourrait croire que la mondialisation universalise de façon générale la constitution d'une conscience supra-nationale. C'est raisonner sans prendre en considération une analyse de classes.

En effet, il existe aujourd'hui une bourgeoisie mondiale, qui non seulement a construit les bases matérielles de son existence trans-frontières, mais qui produit aussi une culture adéquate. Au contraire, dans les classes en déclin ou dans celles devenues vulnérables, c'est la recherche d'une identité particulière qui débouche, comme mécanisme de défense et base de solidarités, sur une réaffirmation nationale, ethnique ou religieuse. Il n'y a aucune contradiction entre les deux phénomènes ; ils sont intimement et dialectiquement liés. Par ailleurs, le nationalisme n'est pas absent des stratégies de la bourgeoisie, qui sait parfaitement l'utiliser quand ses intérêts sont en jeu. Robert Reich le rappelle en disant que les réseaux mondiaux « *se drapent souvent dans le manteau national qui leur convient le mieux* ».

Mais il faut réfléchir plus longuement sur la question nationale. Si le nationalisme pousse aux excès de tout genre, jusqu'aux purifications ethniques, il peut aussi fournir une base à une réaction anti-impérialiste dans les périphéries. Il permet également de réagir contre le rouleau compresseur des régionalisations inter-nations ou de la mondialisation du marché, qui introduisent de force dans leur moule et dans leur logique tous les secteurs de la vie humaine, ne laissant plus d'espace à l'accumulation d'histoire et de valeurs partagées. Il est vrai en tout cas, comme le dit Antoine Casanova, que le nationalisme est devenu un terrain d'affrontement de classes. [A. Casanova, 1993, 207].

Les niveaux de conscience sociale sont aussi affectés. Le procès de production en transformation, les séquelles du fordisme, celles de l'ère de Bandung dans les périphéries, les aspirations créées dans les pays socialistes et leur passage à l'économie de marché, tout cela a contribué à faire adopter par les classes subalternes une idéologie proche de celle de la classe moyenne. C'est [24] l'individualisme qui prime et souvent

la dépolitisation. Et quand sont à la fois bouchés les chemins de la survie économique et les possibilités objectives ou subjectives d'organisation collective qui permettraient de changer des rapports de force, on assiste entre autres à l'éclosion de nouveaux mouvements religieux. Ceux-ci expriment en termes manichéens les contradictions de la société, transforment les perspectives traditionnelles de protection en aspirations au salut et fournissent à la base populaire un réseau de nouveaux liens sociaux qui remplissent le vide créé par la destruction des anciens. Il faut enfin ajouter que de telles situations peuvent aussi déboucher sur la violence organisée, perçue comme seule voie possible de changer une situation.

On pourrait poursuivre cette analyse en passant en revue les diverses classes sociales ou les groupes situés de manière diverse dans le processus de mondialisation et étudier dans cette perspective, aussi bien le réveil du fascisme que la force de mouvements religieux, tels que ceux qui se développent au départ de l'Islam, ou encore le recours à des arguments religieux pour justifier la construction de l'Europe.

Enfin, le droit et l'éthique ont un rôle important à jouer comme facteurs de régulation ou de transformation. Le premier est très démuné face à la mondialisation, aussi bien théoriquement que dans ses instruments et ses instances d'application. Il y a donc un champ de travail considérable pour l'avenir. Quant à l'éthique et plus particulièrement l'éthique en référence au christianisme, elle garde toute sa valeur en tant que critique radicale de tout ce qui détruit la dignité humaine, mais elle est profondément inadéquate dès qu'il s'agit d'aborder les rapports sociaux contemporains, ce qui exige la médiation d'une analyse en termes adéquats. Or, la plupart des instances religieuses la refusent, se faisant ainsi les artisans d'un meilleur fonctionnement du système économique existant en contribuant à le moraliser. Cela est bien illustré par la distinction qui est faite entre un capitalisme sauvage et un autre qui ne le serait pas.

Nous dirons aussi, avec Franz Hinckelamert, que l'idolâtrie du marché, titre de son ouvrage en collaboration avec Hugo Assmann, conduit à une culture de la désespérance : il n'y a pas d'alternatives. En termes nietschéens, cela signifierait qu'on accepte la catastrophe. Or c'est précisément cela qui n'est pas admissible et qui pose un défi nouveau à tous ceux qui croient en la possibilité d'un monde harmonieux.

[25]

Conclusions

[Retour à la table des matières](#)

Un tel bilan pourrait paraître déprimant et pessimiste. Il n'a pas souligné peut-être certains aspects plus positifs. Il a simplement voulu montrer l'importance de l'enjeu et donc celle de la tâche à réaliser. Le problème, comme on l'a compris n'est pas de savoir s'il faut ou non une mondialisation, mais bien de quelle mondialisation va-t-il s'agir ?

Allons-nous, comme le suggère le rapport du PNUD, répondre au « *voyage de la pauvreté sans passeport* » (migrations, drogue, terrorisme), ce qui est présenté comme le grand péril de l'après guerre-froide, par des palliatifs, tels les appels à la participation des exclus, au développement des ONG ou en *rendant les marchés plus conviviaux* ? Ou bien allons-nous poursuivre la recherche d'alternatives économiques, sociales, politiques et culturelles, qui permettent de retrouver l'homme et de domestiquer le marché ? C'est le projet auquel il vaut la peine de s'atteler.

[26]

[27]

Le défi de la mondialisation pour le Sud

Chapitre II

LES EFFETS DE LA MONDIALISATION SUR L'ÉCONOMIE ²

[Retour à la table des matières](#)

L'emploi est un problème central au Nord comme au Sud, dans les sociétés industrielles et dans celles qui le sont moins, au centre tout autant que dans les périphéries de l'économie capitaliste mondialisée ou encore dans les sociétés socialistes s'ouvrant au marché.

On ne peut l'analyser sans envisager sa genèse, sa structure et ses fonctions.

L'origine de l'emploi est liée à la division du travail et à la possibilité pour certains groupes sociaux d'établir un rapport social avec d'autres dans le procès de production des biens matériels. Il a donc fallu d'abord que les êtres humains cessent d'être de simples prédateurs de la nature (cueilleurs-chasseurs), pour utiliser cette dernière en la transformant au service de leurs propres besoins.

La structure du rapport social qu'est l'emploi a varié selon les sociétés et les modes de production. L'esclavage, les liens féodaux entre propriétaire terrien et péons, ceux qui se nouaient entre l'artisan et ses compagnons, tout cela constituait des formes très variées, qui dans l'histoire se succédèrent ou se combinèrent pour fournir la base

² Éditorial d'*Alternatives Sud*, vol II (1995), n° 1.

matérielle des sociétés, contribuer aux configurations politiques et à la formation de la conscience sociale. Aujourd'hui, dans la foulée du capitalisme industriel, l'emploi a pris de façon prédominante la forme du rapport capital-travail.

Les autres modalités lui sont soumises au moins formellement ou indirectement par le biais de mécanismes de nature économique, tels que la monnaie ou les prix.

I. Les fonctions de l'emploi et leur crise actuelle

[Retour à la table des matières](#)

Les fonctions de l'emploi dans les secteurs *modernes* dépassent la dimension simplement économique. En effet, on peut distinguer trois aspects bien définis [Jean Boissonat, 1995]. Il y a évidemment sa contribution à la production, au sens le plus large du terme, incluant de plus en plus des tâches non-matérielles. Ensuite, il forme la base de la rémunération du travailleur ou du coût de la reproduction des forces de [28] travail (le salaire), ce qui le met au centre d'un rapport marchand. Et enfin, il constitue le moyen principal de l'insertion sociale.

Cela donne à l'emploi dans l'organisation capitaliste de l'économie des caractéristiques propres qui ne se retrouvaient pas dans les sociétés pré-capitalistes ou dans les pays socialistes. Le paysan parcellaire et sa famille n'entrent pas dans la catégorie de l'emploi proprement dit et ce dernier ne formait pas la base de l'intégration sociale dans les sociétés lignagères, par exemple. Quant à ce qu'on a appelé le plein-emploi dans les sociétés socialistes, il relevait d'une autre philosophie que celle de la production, liée plus au concept de revenu généralisé, ce qui explique les difficultés des transitions actuelles vers l'économie de marché, même quand elle est appelée sociale.

Or, les trois fonctions précitées se trouvent aujourd'hui perturbées, tant au Nord qu'au Sud. Le procès de production est transformé par la conjonction des nouvelles technologies et des changements de l'organisation du travail. Cela se traduit non seulement par une diminution rapide du groupe des ouvriers, mais aussi par une

élimination du rapport de travail d'un grand nombre de personnes, inutiles dans le nouveau procès ou incapables de s'y introduire professionnellement. Là où la population potentiellement active est très nombreuse et peu qualifiée, elle n'entre pas dans le rapport capital-travail et elle alimente ce qu'on appelle pudiquement le *secteur informel*.

La masse salariale est en régression, absolue ou relative, par le biais de mécanismes variés : saut de l'index, sous-traitance, pension anticipée, etc. Enfin la fonction d'insertion sociale est sérieusement compromise par l'extension du chômage et de nouvelles formes sont en recherche.

II. Décomposition/recomposition du rapport salarial

[Retour à la table des matières](#)

Le rapport salarial est donc bien entré dans une phase de *décomposition-recomposition*, dont il est difficile de déterminer l'avenir [Hervé Guillemin et Martine Moule, 1993, 181], mais dont les ramifications s'étendent à l'échelle mondiale. Il dépend en effet de la mondialisation de l'économie (globalisation en anglais), qui dépasse une caractéristique purement géographique pour pénétrer l'ensemble des processus de production, de distribution, monétaires et de recherche et prendre la forme d'une interpénétration de plus en plus imbriquée.

[29]

Encore faut-il se demander pourquoi ce phénomène débouche sur une dérégulation généralisée et pourquoi la polarisation mondiale [Paul Bouffartigue, 1993, 59] produit l'effritement des trois fonctions dont il fut question plus haut ? Il faut se rappeler que l'objectif du capitalisme n'est pas de créer de l'emploi, mais de l'accumulation. Lorsque le premier est une source de surplus confortable, il est non seulement indispensable, mais utile. Le jour où le *fonds des salaires* selon l'expression d'Adam Smith et de Stuart Mill devient trop élevé, il doit être raboté, ce qui pour utiliser le langage de Marx signifie que le

capital variable (salaires) doit s'adapter au *capital constant*, afin de créer de nouvelles conditions d'accumulation.

C'est ce qui aboutit aujourd'hui à la croissance sans augmentation de l'emploi.

III. L'effet sur l'emploi de l'effritement des modèles

[Retour à la table des matières](#)

Le processus est mondial et cependant les conditions de départ sont très diverses. Pour reprendre la classification de Samir Amin exprimée dans le premier numéro d'*Alternatives Sud*, nous examinerons successivement l'effet sur l'emploi de l'effritement du modèle fordiste, du projet de *Bandoung* (industries de substitution aux importations dans le Tiers-Monde) et de la solution socialiste [Samir Amin, 1994].

Le modèle fordiste lia les salaires à la productivité, afin d'élargir la masse des consommateurs. Il se développa conjointement avec les pactes sociaux entre *les partenaires sociaux*, soit les patrons et les travailleurs, plus l'État assurant leur garantie. Or, aujourd'hui, ce modèle fonctionne de moins en moins, pour deux raisons principales, écrit Jean Luc Iwens, « *Tout d'abord, parce que l'internationalisation croissante du système économique induit une diminution des marges de manœuvres des États. Les vrais pouvoirs sont économiques et ceux-ci sont de moins en moins rattachés à un pays particulier... Ensuite, parce que, dans ce processus d'internationalisation croissante et en l'absence de réglementation équivalente, les mécanismes nationaux de régulation fordiste risquent de fonctionner à l'envers en favorisant les dumping social, fiscal et monétaire. D'où la pression pour leur démantèlement, comme les attaques sur les systèmes de sécurité sociale le montrent un peu partout* » [Jean Luc Iwens, 1994, 24].

La dérégulation néo-libérale construit ses bases matérielles sur l'énorme développement technique, depuis la robotique jusqu'aux systèmes d'information et de communication. Le capital a donc les moyens d'agir sur le travail et le résultat en est l'élimination d'une partie de la main d'œuvre, la précarisation d'une autre et la réduction du coût

de la masse salariale [M. Alaluf, 1994]. Le processus est surtout [30] sévère dans les pays qui ont moins développé les filets de protection, tels les États-Unis. Mais il s'étend aussi dans le Sud, dans les secteurs *modernes*, prolongements géographiques du centre vers les périphéries.

Le deuxième modèle, celui de la substitution des importations par le développement d'une industrie locale, projet des bourgeoisies nationales de l'après-colonisation en Asie et en Afrique et de la même époque en Amérique latine (*desarrollismo*), lui aussi s'épuise. Comme l'écrit Jaime Marques Pereira, (Ces politiques) « renvoient en fin de compte à l'inadéquation structurelle de l'offre et de la demande globales d'un régime d'accumulation basé sur la production de masse, ce qui précisément l'a amené à devenir « dévoreur de devises » lorsque les conditions internationales le permettaient. » [Jaime Marques Pereira, 1994, 26], En effet, d'une part ce type de développement industriel exige l'importation de machines et de *know how*, financée en grande partie par le crédit et qui fut une des raisons de la crise ultérieure de la dette. D'autre part, l'inégalité sociale est telle que la consommation de masse n'est guère possible, rendant ainsi les produits trop coûteux.

Cette conjonction de facteurs se répercuta sur l'emploi, le non-développement faisant le reste. Aujourd'hui la mondialisation se traduit par l'ouverture des marchés et une réduction des dépenses publiques destinée entre autres à mieux garantir le service de la dette, ce qui dans la majorité des cas tend à réduire l'emploi. On pourrait croire que *le tout sur l'exportation* recommandé par les institutions de Bretton Woods (Banque Mondiale et FMI), permettrait de le relancer. En effet, c'est le cas dans les PNI (Pays Nouvellement Industrialisés) de l'Asie de l'Est (les quatre dragons) et de certains autres, dont la Thaïlande, mentionnée dans ce numéro, ou le Chili. Cependant, outre les conditions sociales et politiques de ce type de croissance, elle pose le problème de la concurrence sur des marchés de plus en plus difficiles à pénétrer et donc celui de sa vulnérabilité.

Quant au modèle socialiste, orienté après la deuxième guerre mondiale sur le rattrapage du capitalisme, il aboutit à un échec, pour des raisons multiples, à la fois internes et externes. La lourdeur bureaucratique et le verticalisme des décisions, le plein-emploi faisant porter par l'entreprise le poids de la sécurité d'existence assurée à tous, la soumission à un embargo sur les technologies de pointe, l'épuisement par une course aux armements savamment entretenue par le camp

occidental, tout cela fit basculer le système, soudainement dans l'Est européen, par petits pas en Chine, au Vietnam ou à Cuba. D'où la confrontation avec le marché et sa rationalité, de façon brutale et sauvage en Russie et avec la volonté de contrôler le processus dans d'autres pays. De toute façon, le plein-emploi du type précédent ne résiste pas à [31] l'entrée dans le marché mondial. Deux articles de ce numéro, témoignent de la manière dont en Chine certains voient les alternatives.

On peut en conclure selon Hervé Guillemin et Martine Moule, qu'avec la mondialisation « *la notion même de stabilité de l'emploi ... devient contradictoire avec ses possibilités d'adaptation dans un milieu qui évolue rapidement. Pour synthétiser, la force de travail n'est plus gérée comme un stock, mais comme un ensemble de flux cloisonnés* » [H. Guillemin et M. Moule, 1993, 185], Cela permet de rappeler que dans la logique de la valorisation du capital, le travail a toujours été caractérisé par la précarité et que la période de régulation fordiste n'a été qu'une conjoncture particulière, destinée à résoudre une crise de surproduction par l'accroissement de la demande. La compétitivité dont il est question aujourd'hui se traduit par une pression sur le coût de la main d'œuvre. La nécessité de restaurer le taux de profit est venu à bout de la solution fordiste. La même logique s'appliqua au projet dit de Bandoung [Isabel Yépez del Castillo, 1994]

IV. La dimension Nord-Sud du problème de l'emploi

[Retour à la table des matières](#)

À l'échelle mondiale, le problème est particulièrement aigu. Selon l'OIT, deux milliards sept cent millions de personnes forment la population apte au travail dans le monde. Sur ce nombre huit cent millions sont en recherche d'un travail et cent vingt millions sont en chômage. Chaque année quarante trois millions de personnes en âge de travail s'ajoutent à la population potentiellement active [OIT, 1994]. Même si ces chiffres recouvrent des situations très différentes, ils sont indicateurs d'une réalité mondiale. Par ailleurs, en Europe, le taux de

chômage passe entre 1974 et 1993, de 4% à 11% et touche quelques 12 millions de personnes fin 1980 [Livre Blanc, 1993].

Cela signifie-t-il un nouveau rapport Nord-Sud, où le développement de l'emploi au Sud serait une menace pour celui du Nord, les avantages comparatifs jouant en faveur du premier : salaires plus bas, législations plus souples ou inexistantes sur la sécurité sociale ou la protection écologique, -fiscalité plus légère, organisations populaires faibles ou réprimées ? C'est la question que l'on se pose dans les pays d'ancienne industrialisation et à laquelle les articles de ce numéro veulent apporter certains éléments de réponse.

Considérée dans sa globalité, la reconversion industrielle dont les effets se traduisent sur l'emploi, n'est qu'un aspect du processus de réajustement du système économique mondial [voir *Alternatives Sud*, 1994/1], Nous constatons que partout [32] elle débouche à la fois sur les mêmes transformations quantitatives ou qualitatives de l'emploi, sur « *une destruction des formes de conscience et de solidarité de la classe ouvrière* » [Paul Bouffartigue, 1993, 63] et sur un affaiblissement des organisations de travailleurs que certains n'hésitent pas à opposer aux *nouveaux mouvements populaires* [voir *Alternatives Sud*, 1994/4].

La réalité première n'est donc pas le clivage entre le Nord et le Sud ou entre le centre et la périphérie, mais bien entre *secteur moderne* de la production mondiale et *secteur informel*. C'est dans un deuxième temps seulement que nous pouvons introduire la première distinction. En effet, tant le secteur industriel que celui des services, présente aujourd'hui des caractéristiques semblables au Sud comme au Nord. La flexibilité et la délocalisation sont des notions communes. En Inde, l'ouverture à l'économie mondiale se traduit par une substitution du travail par le capital [B. Nagara/1994]. Ne signale-t-on pas en Thaïlande, pays considéré comme se trouvant sur la piste de décollage pour devenir un *dragon*, des délocalisations vers l'Indonésie ou le Vietnam ?

La culpabilisation des syndicats, comme cause des pertes d'emploi, est aussi forte au Brésil qu'en Angleterre et des deux côtés, on fait appel à l'autorité de Friedrich K. Hayek, le philosophe du néo-libéralisme, pour affirmer avec lui que « *les syndicats sont devenus l'obstacle majeur à l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière dans son*

ensemble (et qu'ils sont la cause principale du chômage » [Roberto Campos, 1994].

Sans doute le secteur moderne étant plus développé au Nord, l'impact de cette stratégie d'accumulation est-il plus sensible que dans le Sud. Le poids relatif du processus place les pays industrialisés et aujourd'hui les PNI au centre de l'œil de l'ouragan, mais la même logique produit les mêmes effets de paît et d'autre.

Si nous abordons le *secteur informel*, ou selon un autre vocabulaire *l'économie souterraine* [Kempe Ronald Hope, 1993], nous constatons qu'elle aussi est une modalité du rapport capital-travail. La lecture qu'on en fait est diverse. Certains y voient un effet catastrophique du sous-développement [Guy Pourcet, 1992] et d'autres au contraire une réappropriation de l'économie par les secteurs populaires.

Même si ses formes sont diverses, ce secteur se caractérise par une faible productivité et par une extension de la notion de population active aux enfants [Sandhya Venkateswaran, 1994], aux femmes [Iftikkar Ahmed, 1994] et aux personnes âgées. Il ne s'agit pas d'un simple vestige de rapports sociaux de [33] production antérieurs qui continueraient à se reproduire, puisque les grandes villes du Tiers-Monde qui en sont le lieu privilégié sont des réalités nouvelles [A. Morice, 1985]. On ne peut donc interpréter le secteur informel comme exprimant un retard de développement qu'il s'agirait de combler en l'intégrant progressivement dans le secteur moderne. Il ne s'agit pas non plus d'un simple archaïsme, lié aux cultures traditionnelles, qu'il faudrait éradiquer.

En suivant les interprétations de M. Castells et A. Portes, on peut dire que « *la reproduction du secteur informel reflète la nécessité du système capitaliste de s'assujettir les formes non-capitalistes de production, en contournant la législation fiscale et sociale, pour maintenir un taux de rentabilité acceptable. La croissance du secteur informel dans les années 80 joue alors un rôle analogue au développement des modes flexibles de gestion de la main d'œuvre dans les pays développés » [GRESEA, 1994].*

Certes l'articulation entre les deux secteurs, situation prédominante dans le Sud, est complexe [Dirk Kruijt, 1992]. Mais elle est réelle et permet une grande fluidité de l'emploi, les personnes passant de l'un à l'autre sans grandes transitions. En combinant ainsi un rapport direct

capital-travail avec de multiples formes de rapports indirects, on résoud aussi la question de la survie de millions de personnes, qui autrement viendraient alourdir le coût social des collectivités [Jacques Charmes, 1992]. Mais, il y a des limites et les programmes d'urgence de luttés contre la pauvreté, financés par la Banque Mondiale, en témoignent. Par ailleurs un clivage se construit entre les intérêts de ceux qui sont entrés dans le rapport salarial et les autres, au point que cela se traduit souvent au plan politique, par la difficulté d'unir les efforts des groupes populaires au sein de luttés sociales communes.

Le développement d'un secteur informel n'est pas l'apanage exclusif du Sud. On assiste à la naissance de nouvelles modalités d'activités économiques au sein même des sociétés capitalistes industrialisées, légales ou illégales, au point qu'un économiste néo-libéral, tel que Paul Anthony Samuelson, prix Nobel de l'Économie, n'hésite pas à penser que c'est là une voie pour l'avenir. Il est vrai que dans certains cas cela stimule l'initiative individuelle et qu'en tout état de cause, cela permet au capital de réduire ses coûts de production.

V. Une logique unique pour le Nord et pour le Sud

[Retour à la table des matières](#)

On peut en conclure que la même rationalité fondamentale oriente l'ensemble des situations où l'emploi est concerné, la logique du marché capitaliste mondialisé. [34] En effet, l'emploi est un rapport social et son existence comme son coût ne dépendent pas d'une régulation opérée par une *main invisible*, ni de solutions purement techniques. Un rapport est une structure qui oppose deux termes et en l'occurrence l'un d'entre eux a le pouvoir d'imposer ses objectifs.

L'ère fordienne ayant éclaté, tant au Nord qu'au Sud, les pactes sociaux sont devenus difficilement respectables et les organisations ouvrières s'estiment bien souvent obligées, pour sauver ce qu'elles peuvent de l'emploi, d'épouser les contours de la dérégulation justifiée par la compétitivité. Là où elles n'ont pas acquis une force suffisante, notamment dans certaines régions du Sud, les pressions ou la répression suffisent à réduire leur pouvoir. Et dire que l'on prétend que la lutte des

classes est une réalité du « passé ! Même si la définition de ces dernières s'est profondément transformée, le rapport n'en reste pas moins tangible. C'est bien ce que les articles qui savent révèlent.

Quant aux alternatives, elles se situent à plusieurs niveaux. D'un côté de nouvelles régulations sont proposées, surtout en étendant leur application à une aire géographique dépassant les États-nations. Il s'agirait de limiter les dérégulations, d'établir des *clauses sociales* à la concurrence basée sur les *avantages comparatifs* et à cet effet rétablir l'État dans son rôle ou donner au *plan* une plus grande souplesse d'intervention (la Chine). De l'autre, certains prônent un changement plus profond, touchant aux logiques mêmes du fonctionnement de l'économie, tout en acceptant des mesures concrètes permettant de résoudre des situations immédiates. Mais un rapport social ne change pas sans pression et sans lutte. Un élargissement du mouvement ouvrier, en perte de vitesse dans sa branche syndicale [OIT, 1993, 39-58], semble dès lors nécessaire afin de réunir dans une même perspective divers groupes populaires ou diverses classes sociales écartées du pouvoir de décision économique [voir *Alternatives Sud* 1994/4, sur les Mouvements sociaux en Amérique latine]. L'analyse du problème de l'emploi dans les sociétés du Sud fournit un des éléments de la réflexion et de la recherche des alternatives.

[35]

Le défi de la mondialisation pour le Sud

Chapitre III

LA FONCTION DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL DANS LES SOCIÉTÉS DU SUD ³

[Retour à la table des matières](#)

Le sujet abordé dans ce travail est très débattu aujourd'hui. Pour les uns les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) sont une opération chirurgicale, pénible sans doute, mais indispensable à une relance économique. Pour les autres, attentifs aux effets sociaux immédiats, l'exclusion et la disparition physique prématurée de millions d'individus dans le Sud, condamne définitivement de telles mesures, les fins ne pouvant justifier les moyens. Dans le premier cas, le langage prend parfois des accents messianiques pour exprimer la foi dans le marché. Dans le second, la démonisation des agents qui exécutent ces politiques remplace souvent une démarche analytique.

Il faut d'abord examiner les faits et ensuite, sans vouloir présenter des solutions toutes faites, déboucher sur des perspectives alternatives. Cela exige une analyse qui ne parcellise pas la réalité et qui puisse aborder les PAS comme des mécanismes, non seulement de nature économique, mais également sociale, politique et culturelle. Quant au regard porté sur le réel, il sera celui des groupes subalternes, en tant que

³ Éditorial d'*Alternatives Sud*, Vol. 1 (1994), n° 2.

prérequis culturel, ce qui permet d'introduire des perspectives le plus souvent absentes des raisonnements technocrates.

I. Les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS)

[Retour à la table des matières](#)

L'objectif des PAS, tels qu'ils sont définis par les organismes financiers internationaux est de rétablir des équilibres macro-économiques internes et externes, permettant de relancer une croissance économique saine et donc de fournir une base solide pour le développement des périphéries (Sud). Selon les protagonistes de ce type de politique, dans ces domaines, il n'y a pas de miracle : seule une production plus efficace peut apporter des remèdes et les moteurs de ce processus sont les producteurs privés individuels ou associatifs.

Les moyens d'obtenir une plus grande efficacité pour que fonctionnent les mécanismes du marché sont, dans une telle perspective, principalement les suivants. [36] Tout d'abord sur un plan structurel, privatiser l'activité économique et déréguler au maximum les échanges, permettant ainsi à la loi de l'offre et de la demande de jouer plus réellement. Logiquement il faut désengager l'État dans ce domaine et rectifier les politiques qui avaient prévalu à l'époque qui suivit l'indépendance en Afrique et en Asie et durant les régimes populistes en Amérique latine (l'ère de Bandoung, selon Samir Amin). En effet, l'échec de ces politiques avait été provoqué par une protection et une réglementation déraisonnables et avait aboutit à une mauvaise affectation des ressources et à une bureaucratie étatique pléthorique. Le secteur privé doit aussi prendre une part accrue dans la gestion des dépenses de reproduction physique et sociale de la société (sécurité sociale, santé, éducation), introduisant ainsi dans ces domaines, avec la possibilité d'un profit, des valeurs de meilleur fonctionnement et d'efficacité.

À cela s'ajoute sur le plan des échanges extérieurs, l'ouverture des marchés et la priorité aux exportations. Pour sortir de l'impasse créée précédemment par l'endettement, le paiement du service de la dette et d'une partie au moins du principal de cette dernière (renégociée

éventuellement) est indispensable afin de rétablir la crédibilité internationale des pays du Sud et de leur permettre d'accéder au crédit public ou privé.

La logique est donc celle du marché, régulateur fondamental de l'activité économique, l'État ayant un rôle subsidiaire, de cadre juridique pour le bon fonctionnement de l'économie, d'organisation de services collectifs et d'une redistribution solidaire pour les risques exceptionnels.

D'où la nécessité d'une nouvelle politique, afin de rétablir les conditions économiques du processus de développement. Elle est caractérisée par une double démarche, un plan de stabilisation, confié au FMI et des Programmes d'Ajustement Structurel, en charge de la Banque Mondiale. Selon Bernard Petit, chef de la Division *Programmation* à la Commission de l'Union Européenne, la stabilisation vise à restaurer l'aptitude des pays concernés à poursuivre le service de la dette, mise en péril par l'excès de la demande sur l'offre. Selon cet auteur : « *cette politique de contraction de la demande privilégie les instruments de politique monétaire (taux de change, crédit) et budgétaire (compression des dépenses publiques, accroissement des recettes fiscales). Dans cette phase de stabilisation, on ne saurait vraiment parler d'ajustement structurel. La nature très globale des objectifs poursuivis, leur relative rigidité, la brièveté des délais impartis pour les atteindre (un à deux ans), ne permettent pas en effet d'engager une véritable action sur les structures mêmes de l'économie* » [B. Petit, 1993, 829-830].

[37]

La stabilisation entraînant souvent une diminution de la croissance, il fallait prendre d'autres mesures, ce qui se fit dès le début des années 1980. Toujours selon Bernard Petit : *Conçus pour une durée plus longue (cinq ans), leur objectif est d'adapter les éléments structurels de l'économie aux capacités réelles de cette économie et de rétablir, ce faisant, les conditions nécessaires à la reprise de la croissance. Les réformes entreprises dans le cadre des Programmes d'Ajustement Structurel s'efforcent donc d'aller au-delà de la gestion de la demande, en favorisant un retour à l'équilibre par la stimulation de l'offre ... D'où une politique très libérale visant à favoriser le jeu des forces du marché qui, selon les modèles utilisés par le FMI et la BIRD, sont les mieux à*

même de favoriser un retour à la croissance. L'objectif est dès lors de libéraliser l'économie, de l'ouvrir à l'extérieur, et d'assurer la dérégulation [B. Petit, 1993, 830-831].

Les pays qui accepteront d'entrer dans cette logique d'ouverture au marché mondial et de libéralisation multilatérale, pourront jouir des programmes multilatéraux et bilatéraux, mais sous la supervision des organismes financiers internationaux, dont les moyens s'élèvent au début des années 1990 entre 12 et 13 milliards de dollars USD. La condition est de passer par les programmes de stabilisation et d'ajustements.

II. Les effets des Programmes d'Ajustement Structurel dans le Sud

[Retour à la table des matières](#)

La littérature concernant les effets de ces politiques dans le Sud est considérable. Nous voudrions seulement en indiquer quelques conséquences logiques. Sans doute ne peut-on pas attribuer directement aux PAS, toutes les situations dramatiques des pays du Sud. Les causes sont multiples et ont souvent une longue histoire. Il est cependant assez révélateur de constater la réaction de la Banque Mondiale, par exemple, qui dès la deuxième moitié de la décennie 1980, commence à promouvoir des programmes de lutte contre la pauvreté, prenant conscience du fait que les PAS ne rétablissent que certains équilibres (contrôle de l'inflation par exemple), mais produisent aussi des effets pervers. Il faut cependant noter que pour l'Afrique, même les effets macro-économiques n'ont pas donné les résultats escomptés. Bref, chez un certain nombre, l'optimisme initial est déjà tempéré.

Mais, il y a une réflexion plus profonde à entamer. La vision purement économique des promoteurs des mesures d'ajustement, déjà remise en cause dans certains de ses effets, procède d'un vice de raisonnement qui affecte la pensée libérale dans ses fondements mêmes, depuis le début de son histoire, soit le refus [38] d'analyser le marché en termes de rapports sociaux. En effet, il ne s'agit pas en l'occurrence de rapports entre *choses*, sinon entre *acteurs sociaux*, diversement situés dans le champ économique. La fiction du marché

fonctionnant comme un mécanisme régulateur automatique des activités économiques, avec un éventuel décalage temporel, a repris vigueur et malgré les aléas de l'histoire, le mythe a réussi à s'imposer à nouveau, reprenant vitalité dans la foulée de l'écroulement des régimes socialistes de l'Est européen.

Avec la mondialisation de l'économie de marché (voir *Alternatives Sud* n° 1), les rapports sociaux sont aussi mondialisés et les *avantages comparatifs* offerts au capital dans certaines régions du monde sous forme de salaires inférieurs, de sécurité sociale moins complète, d'exigences écologiques moins sévères, débouchent sur des/délocalisations des activités de production et de service et sur des pressions sociales considérables sur les groupes les plus vulnérables surtout, là où les travailleurs ne sont pas organisés. Ainsi, aujourd'hui au Nicaragua, des capitaux de Taïwan s'investissent dans des industries textiles situées dans des zones franches, et ils utilisent une main d'œuvre essentiellement féminine, payée en moyenne 15 centimes USD à l'heure. Ils mènent une politique anti-syndicale farouche et licencient les travailleuses dès qu'elles sont enceintes. Dans un pays qui compte plus de 55% de non-emploi, fruit en grande partie des politiques d'ajustement structurel, le rapport de force est évidemment inégal entre ceux qui peuvent acheter la force de travail en imposant leurs conditions et ceux qui pour survivre, eux et leurs familles, sont prêts à accepter la seule alternative qui s'offre.

Quant au caractère régulateur de l'État, dans la mesure où ceux qui le contrôlent voudraient l'exercer (ce qui est loin d'être le cas au Nicaragua, où le gouvernement au pouvoir est complice de ce genre de pratiques), il est doublement affaibli, par le rapport international d'abord et par les effets des PAS ensuite, qui le dépouillent de ses instruments d'intervention éventuelle. Les situations d'exclusion et de pauvreté qui résultent des politiques néo-libérales, ne sont pas des effets pervers, ou des actes à double effet, dont le caractère pénible serait le prix inévitable et temporaire à payer pour un bien de valeur supérieure, mais elles sont le résultat logique du rapport social que construit le marché. Il faut en être conscient pour établir les diagnostics et élaborer des alternatives.

Tant que ce fait ne sera pas reconnu, la controverse restera stérile. Dans son rapport du 13 mars 1994, la Banque Mondiale essaye de répondre aux nombreuses objections émises vis-à-vis de sa politique.

Elle affirme que les pays ayant acceptés les mesures les plus drastiques bénéficient des taux de croissance les plus élevés et, [39] que seul le temps n'a pas encore permis d'enrayer la pauvreté dans un grand nombre de cas. Cependant, à propos de l'Amérique latine, le rapport affirme aussi que, malgré un spectaculaire relèvement des indices macro-économiques, la population pauvre du continent est passée de 22 à 32 millions de personnes durant la dernière décennie. En septembre 1993, le FMI dressait lui aussi un bilan globalement positif des réformes entreprises dans 29 pays différents. La conclusion était qu'il faut renforcer encore les programmes en cours.

Certes, personne ne nie la nécessité de mesures de stabilisation et l'intérêt de favoriser les échanges mondiaux. Mais le fait de les penser exclusivement en termes de mécanismes économiques aboutit à des conséquences sociales très graves, fruit d'une logique qui accrédite implicitement l'idée que le sacrifice d'une génération d'êtres humains est la condition nécessaire et légitime du progrès économique.

Quelques exemples peuvent illustrer cet état de choses. En janvier 1994, la dévaluation de 50% du franc CFA (Communauté Financière Africaine) vis-à-vis du franc français, était qualifiée par Mr Michel Camdessus, directeur général du FMI, de « *mesure courageuse, (devant) grandement faciliter le rétablissement de la compétitivité, la reprise de la croissance économique et la solution des difficultés de balance de paiement* ». Des mesures d'accompagnement ont bien été promises, mais, selon certains observateurs, même si elles deviennent effectives, elles ne pourront pas compenser les effets ravageurs de la dépréciation monétaire notamment, sur les populations urbaines [GRESEA, 1994]. Les premiers remous sociaux se sont déjà fait sentir, avec leur bilan de victimes.

Plus grave encore, le caractère de rapport social entre les économies de ces régions et celles du Nord et qui s'inscrit dans le cadre d'une inégalité entre partenaires, résultat de la logique du marché mondialisé, est totalement ignoré. En effet, les principales causes de la crise africaine sont la chute des prix des produits de base, la dette et le rétrécissement de l'aide extérieure. Pour l'année 1992, la baisse des exportations avoisinait les 14%. La dette publique dépassait les 100% du PIB pour la majorité des pays et le service de cette dernière représentait une moyenne de 50% des recettes d'exportation. Quant à la dévaluation, elle y ajoute une forte baisse du pouvoir d'achat des

populations. Bref, le remède ne s'adresse pas aux causes et l'on veut rectifier une situation en fonction même de la logique qui la produit.

On peut signaler d'innombrables cas, illustrant chacun des facettes de ces situations. Ainsi, au Ghana, l'accent mis sur les exportations, notamment du cacao, s'est révélé désastreux. Les efforts d'infrastructure ont été concentrés sur cette [40] activité économique. La production alimentaire locale est en diminution. Après 10 ans, la paysannerie a connu une perte sensible de son pouvoir d'achat, alors que l'augmentation du coût du cacao sur le marché mondial en 1994, est en majorité absorbée par la spéculation. Les dépenses publiques en faveur de l'éducation et de la santé diminuent. On assiste à une chute de 50% des affiliations syndicales.

Au Honduras, le président Reina qui annonçait en janvier 1994, un changement de politique en faveur des pauvres, suite aux conséquences dramatiques de l'ajustement structurel poursuivi par son prédécesseur, fut obligé en mai de la même année, à l'occasion de la visite d'une mission des organismes financiers internationaux, de décréter des mesures finalement similaires à celles qu'il avait combattues. En effet, selon les prévisions, le service de la dette absorberait en 1994, 35% du revenu des exportations. Le déficit de la balance des paiements est de 500 millions d'USD/L'inflation n'est pas jugulée. Or, les nouvelles mesures d'austérité affectant notamment les conditions des plus démunis, sont la condition pour recevoir un prêt de la Banque Interaméricaine de Développement, du FMI et de la Banque Mondiale.

En Inde, l'exigence de la suppression progressive des subsides pour les biens de consommation de base a eu des effets immédiats sur les populations pauvres. Les prix alimentaires ont augmenté de 30%, ce qui atteint surtout ceux qui ne vivent pas de salaires, ces derniers ayant été partiellement réajustés. La majoration du coût des produits pétroliers entraîne une surexploitation du bois. La participation scolaire des enfants diminue, car les familles les mettent au travail. Le prix des textiles suit la même voie. Le tissu social se dégrade [Sanjoy Ghose, 1994].

L'UNESCO s'inquiète des conséquences des PAS sur l'éducation. Federico Mayor, le directeur général, écrit en effet : « *De plus en plus, les problèmes qu'affrontent les pays en développement dans le secteur de l'éducation - provenant pour une part de politiques de stabilisation*

et d'ajustement structurel mal conçues - prennent des allures de crise et compromettent les perspectives de récupération économique et de développement national, de même que le bien-être d'une large proportion de la jeunesse » [Fernando Reimers et Luis Tiburcio, 1993].

Ainsi, en Inde, où le néo-libéralisme est devenu l'orientation de base de la politique économique, dès la fin de la décennie des années 80, selon C. Upendranadh, « *l'éducation est le secteur où l'État peut facilement abdiquer ses responsabilités sans un coût politique et social trop élevé, car il n'existe pas de lobby pour représenter les intérêts des analphabètes, des semi-analphabètes ou des [41] jeunes enfants. La politique nationale d'éducation semble taillée sur mesure pour satisfaire les besoins de la politique économique* ». En effet, selon le même auteur, au macro-niveau, l'État réduit ses dépenses notamment dans le secteur éducatif et, au micro-niveau, la diminution des revenus des plus pauvres a pour effet une restriction de la demande éducative [C. Upendranadh, 1993,2415-2419].

Un exemple particulièrement révélateur est celui du Nicaragua, où les politiques suivies depuis les élections de 1990, ont appliqué à la lettre les PAS, débouchant sur plus de 260.000 licenciements, sur une détérioration considérable de l'éducation et de la santé, sur l'expansion d'un secteur informel, fruit des stratégies de survie des milieux populaires exclus des activités économiques organisées par le capital privé ou par l'État, sur un accroissement inquiétant de la criminalité et sur une polarisation sociale telle, qu'une partie de la bourgeoisie qui bénéficie de la nouvelle situation commence à s'inquiéter des conséquences sociales qu'elle pourrait entraîner. Il faut ajouter que le service de la dette (260 millions d'USD) équivaut à la totalité des revenus des exportations et absorbe 70% de l'aide extérieure.

Le nouveau plan proposé aux pays les plus en difficulté l'ESAF (*Enhanced Structural Adjustment Facilities*), est l'œuvre du FMI. Son directeur en personne vint au Nicaragua pour promouvoir son application, acceptée par le gouvernement. Selon ce dernier, tout le monde en profitera, la monnaie restera stable, les investissements publics augmenteront, le secteur productif recevra du crédit. En effet, le Nicaragua pourra au cours des trois années à venir accéder à des fonds bilatéraux (Allemagne, Japon, Taïwan) et multilatéraux (Banque Mondiale et Banque Interaméricaine de Développement) s'élevant à 300 millions d'USD. Mais les conditions sont inexorables : poursuivre

et accentuer l'application des PAS. Pas de choix pour le gouvernement, qui dans les circonstances actuelles, n'est même pas capable de dégager les crédits nécessaires pour le cycle agricole de 1994. Quant à un processus qui serait démocratique, permettant un débat national entre toutes les couches de la population, pour essayer de trouver des solutions, inutile d'en parler ! [Envio, Nicaragua - Conjuntura, 1994, 3-5].

Pour être sûr que cela fonctionne, le FMI exige la présence d'un fonctionnaire auprès de toutes les institutions nicaraguayennes concernées. L'ouverture du marché local vers l'extérieur sera accentuée, ce qui ne peut que faire augmenter le chômage et accroître les taux d'intérêt. L'État devra encore réduire ses dépenses, faire payer plus cher les services éducatifs et de santé, réduire les dépenses de l'enseignement secondaire et supérieur et changer sa politique fiscale. Il ne pourra plus privilégier certains secteurs productifs par le crédit, et devra réduire les taxes à l'importation. Il [42] lui faudra accélérer le processus de privatisation, notamment dans le secteur minier (actuellement en négociation avec des entreprises multinationales d'origine américaine, pour des prix de rachat inférieurs à leur valeur). Il serait trop long de donner la liste des autres mesures concernant l'environnement, l'assistance sociale, la santé, l'éducation, la législation du travail (en faveur de la flexibilité), le droit de grève (à limiter) [Maria Mora Renzi, 1994, 27-34]. Bref, le FMI qui pouvait être considéré jusqu'à présent comme le ministre des finances des pays du Sud, s'engage lui-même dans des politiques d'Ajustement Structurel et se substitue à présent au gouvernement lui-même, pour lui imposer un plan, dont selon Xabier Gorostiaga, recteur de l'Université Centroaméricaine de Managua, le coût sera supporté par les plus pauvres et qui pour cette raison ne répond pas aux exigences minimales de l'éthique [Xabier Gorostiaga, 1994],

Le fait que des pays socialistes du Sud, Cuba et le Vietnam, c'est pour bien montrer que les mesures d'ajustement structurel ne sont pas le fruit de personnages maléfiques dont il suffirait de changer les cœurs pour transformer les pratiques, ni d'institutions à la volonté destructrice, mais bien le résultat de logiques fondamentales, qui déroulent leurs conséquences au-delà des intentions explicitement exprimées. En effet, l'ouverture massive au marché dans le cadre du Vietnam, ou dans une phase initiale et mieux contrôlée à Cuba, entraîne des conséquences tout-à-fait semblables à celles que nous avons décrites. Or Cuba est, en

vertu de l'embargo américain, exclu de tout accès aux organismes financiers internationaux et donc aussi de leurs conditionnalités et le Vietnam commence seulement à entrer dans leurs programmes. Cela prouve donc que les organismes tels que le FMI, la Banque Mondiale, les Banques régionales de Développement et bientôt l'Organisation Mondiale du Commerce (anciennement le GATT), ne sont que les canaux par lesquels une certaine conception économique prend forme et donc aussi une certaine politique et une certaine idéologie.

III. Une analyse des fonctions

[Retour à la table des matières](#)

Il est temps de s'interroger sur les raisons des contradictions, entre une intention affichée de développement et les polarisations sociales qui en découlent, entre des conditionnalités de démocratie et l'intervention d'organismes non élus dans les affaires intérieures des États, entre la philosophie de l'économie de marché et de la libre entreprise et les droits les plus fondamentaux des êtres humains : santé, éducation, travail. C'est à cette tâche que s'est entre autres attaché le séminaire de Louvain-la-Neuve et dont Jean-Philippe Peemans, professeur à l'Université Catholique de Louvain, tira les conclusions, que nous synthétisons ci-après.

[43]

Le présupposé fondamental est que la croissance économique passe par plus d'insertion dans l'économie mondiale. C'est ce qu'on pourrait appeler pour le Sud, une *modernisation extravertie*. Ce n'est évidemment pas une idée nouvelle. Durant les années 1970, le processus passait par le soutien à des régimes forts, voire militaires, capables d'assurer les conditions favorables aux investissements et de garantir ainsi une *modernisation autoritaire*, contre une partie des élites locales qui dans l'esprit de Bandoung, avaient voulu développer un projet national basé sur une production de substitution aux produits d'exportation et réaliser des investissements importants dans les infrastructures collectives. Aujourd'hui c'est la démocratie politique qui est associée à l'ouverture au marché. Tout cela indique bien que les stratégies économiques, fruit de la logique de l'accumulation

aujourd'hui mondialisée, sont inévitablement associées à des stratégies politiques, y compris militaires et mêmes culturelles ou idéologiques.

Le néo-libéralisme prôné d'abord dans les pays anglo-saxons du Nord au début des années 1980, s'est rapidement imposé à l'ensemble du système économique mondial, sous la forme d'un multi-impérialisme vis-à-vis du Sud, intégrant le problème de la dette et s'appliquant de manière différentielle, selon la flexibilité des États. Les mesures les plus dures sont réservées à ceux qui essayent de maintenir une position nationaliste et populaire et qui paient de leur isolement, l'appui qu'ils avaient reçu de l'Est. Le cas le plus parlant est celui de Cuba.

L'idée de base est que l'État-Nation n'est plus le gestionnaire de la croissance ou le régulateur de l'accumulation. Il doit se mettre au service de l'émergence, si possible à l'intérieur de sa propre juridiction, d'un ou de plusieurs pôles performants dans le cadre de l'accumulation transnationalisée. Cela s'applique d'ailleurs au Nord, comme au Sud. Or, les PAS sont en cohérence avec un tel projet. Privatiser conduit à concentrer les ressources en fonction de la performance des pôles. Minimiser la redistribution sociale et les dépenses de l'État non-fonctionnelles par rapport à la loi de la concurrence, appartient à la même logique. Or, à cette dernière correspondent la marginalisation et l'exclusion. Il faut en effet réduire la redistribution qui avait légitimé la croissance régulée des années 1950 et 1960.

Parallèlement, du point de vue socio-politique, on assiste à l'émergence de nouveaux groupes sociaux, au Nord comme au Sud et progressivement à l'Est, qui sont soit les gestionnaires de ces pôles performants, soit les candidats à leur gestion ou à leur mise en œuvre et qui commencent à concevoir l'économie en fonction de cette logique. On peut commencer à parler d'un réseau de pouvoir transnationalisé. [44] C'est le Nord qui en est le cœur de manière écrasante, mais il a des composantes au Sud et à l'Est.

Toutes les tranches sociales qui veulent se lier à cette nouvelle forme d'économie et qui se présentent comme capables de la gérer, sont concurrentes entre elles au niveau mondial, mais elles ont un accord fondamental et doivent se soutenir mutuellement, pour empêcher que se maintiennent des formes alternatives de gestion des ressources naturelles et économiques.

L'ajustement sert, dans les pays du Sud, à recomposer l'espace socio-économique autour de ces couches, c'est-à-dire à éliminer ce qui reste des groupes qui partageaient une vision populiste ou socialiste, qui prônaient une gestion redistributive, qui voulaient un projet à la fois national et social et qui furent éliminés politiquement dans les années 80.

Dans ce nouveau paysage socio-politique, se diffuse une idéologie commune. Il s'agit d'une vision néo-modernisante, où l'international s'impose au national et l'entreprise privée à l'État. Il n'y a plus de redistribution et le seul acteur de développement est l'entreprise privée compétitive du point de vue international en fonction de laquelle tout doit se réordonner.

On assiste à une institutionnalisation progressive des réseaux de pouvoirs transnationalisés. Ainsi, ils se garantissent mutuellement la sécurité contre les menaces internes en provenance des mouvements populaires nouveaux liés aux conséquences désastreuses de la mondialisation et de l'ajustement et qui prennent des formes très différentes, allant du mouvement ethnique ou du mouvement religieux, à des formulations politiques plus nettes.

À la fin des années 1980 se produit un fait nouveau, accéléré par l'évolution des ex-pays socialistes. Le réseau de pouvoirs transnationalisés abolit les frontières des droits d'intervention, notamment pour aider à résoudre les tensions internes et réprimer les mouvements qui menacent l'émergence du nouvel ordre international. D'où le passage progressif d'un multilatéralisme économique à un multilatéralisme militaire, dont le Conseil de Sécurité des Nations Unies devint le principal gestionnaire. C'est ce réseau de pouvoirs qui dit souverainement ce qu'est le Droit International, qui attribue ou non les brevets de démocratie, qui reconnaît ou non les bons élèves du passage à l'économie de marché, qui décide ceux qu'il faut aider ou ceux qu'il faut réprimer.

[45]

Le concept de démocratie entre en lice et il est frappant de constater l'exaltation qui caractérise le langage, quand il est associé à l'économie de marché. Il s'agit donc d'une démocratisation fonctionnelle par rapport au marché. C'est l'État *ajusté* qu'il faut démocratiser, dont les pouvoirs économiques et d'initiative dans le développement sont

considérablement réduits, pour laisser le champ libre aux pôles performants.

Il en est de même du terme de *société civile* tellement présent dans le discours néo-modernisateur et associé aux formes correspondant aux intérêts des nouvelles classes moyennes gestionnaires. Quant au pluralisme politique, il se construit à l'intérieur du pré-carré des partisans de l'économie de marché, avec quelques variantes, mais sans proposer d'alternative à l'accumulation transnationale qui prédomine aujourd'hui et qui unit dans une logique implacable la croissance et l'inégalité.

Nous rencontrons ici le grand débat entre les deux logiques, celle des forces productives et celle des rapports sociaux. La première met en avant la capacité de mise en œuvre, de manière rationnelle, de la science et de la technique au service de la production sans prendre en compte les rapports sociaux impliqués par le processus productif. La seconde, au contraire, privilégie la transformation de ces rapports en fonction de modalités qui peuvent être différentes selon les cas. Les moyens de la réaliser sont entre autres la démocratie locale, les associations de producteurs, la satisfaction des besoins de base comme but prioritaire, la création du bien-être sans exclusion, l'auto-évolution culturelle sans brutale destruction des valeurs, bref, la création d'un pouvoir populaire réel, sans un rapport contraignant de dépendance vis-à-vis des intérêts des classes sociales contrôlant l'économie ou d'une bureaucratie qui s'est approprié l'État. C'est cette dernière tendance qui a permis si facilement dans certains pays ex-socialistes, la transformation des cadres du parti en une nouvelle *bourgeoisie rouge*.

C'est donc la logique des forces productives qui a pris le dessus et probablement pour longtemps encore, malgré ses contradictions. La population mondiale passera de quelques cinq milliards à huit ou neuf d'ici la moitié du siècle prochain, ce qui signifie une force de travail potentielle considérable. Il y aura toujours dans le monde un espace disponible créateur d'avantages comparatifs, même si les salaires augmentent dans les pôles performants. La logique d'accumulation centrée sur ces derniers est de nature structurelle. En effet, les capacités du progrès technologique dépassent les capacités d'absorption, parce que les conditions sociales de cette dernière ne sont pas créées et l'offre est donc [46] supérieure à la demande. On ne pourra, à l'échelle mondiale recréer les conditions de l'Europe occidentale de l'après-

guerre, c'est-à-dire un plein emploi avec partage de la valeur ajoutée suivant un pacte social. D'une part, la pression sociale organisée au niveau transnationalisé est négligeable et de l'autre, il n'existe pas encore d'État-régulateur à l'échelle mondiale.

IV. Les alternatives

[Retour à la table des matières](#)

Quelles sont alors les alternatives ? Ou sommes-nous condamnés à vivre dans un monde d'exclusion et d'injustices ? Allons-nous pendant longtemps encore être les spectateurs impuissants d'une polarisation mortifère, d'une économie qui tue plus qu'elle n'assure une base de subsistance, d'une culture modernisée qui enlève à l'être humain collectif le sens d'une solidarité effective ?

Certes, il n'est pas facile de trouver des solutions, mais l'imagination socio-économique, en liaison avec les situations du Sud et alimentée par une pensée théorique qui dépasse les frontières, trace déjà un certain nombre de lignes. Il n'existe pas d'impossibilité technologique de créer une qualité de vie pour l'ensemble des êtres humains, les progrès allant dans le sens d'une grande flexibilité des technologies. C'est la toile de fond des institutions mises en place par le réseau transnational du pouvoir qui constitue les blocages.

Pour en sortir, il est nécessaire de fixer des objectifs, à la fois généraux et réalisables et de trouver progressivement les moyens d'engager une transition. Ce qu'il s'agit d'accomplir, c'est une démocratie économique et sociale effective, c'est-à-dire le contrôle sur les conditions de la vie économique et de l'organisation sociale.

C'est là l'enjeu des luttes contemporaines. L'utopie en tant qu'objectif à poursuivre, est de réenclaver l'économie et de la soumettre à la logique du bien-être de l'homme, plutôt que de réduire ce dernier à n'être qu'un facteur de production soumis aux lois du marché. Il y a pour cela divers niveaux d'action.

1. *Le niveau local*

Tout d'abord, il ne s'agit pas seulement de rendre une vie nouvelle à l'État-Nation et de promouvoir une accumulation nationale, mais aussi de revitaliser un niveau politique plus local et où la participation est plus visible. Les mouvements sociaux dont on parle beaucoup aujourd'hui sont certes incapables de conquérir l'État-Nation, mais ils peuvent contribuer à reconstruire la politique au niveau du vécu des populations.

[47]

C'est l'accumulation transnationalisée qui oblige à prendre en considération la *territorialité* comme enjeu de reconstruction du pouvoir et comme base de la mise en plan des institutions susceptibles d'entraîner la reconquête du développement sur l'hégémonie de la sphère d'accumulation. Ainsi, les institutions du pouvoir local pourraient consolider, à travers des formes de planification décentralisée, un secteur d'économie sociale, qui serait tout autre chose que le secteur informel, considéré selon la philosophie de la Banque Mondiale, comme le dernier échelon des pôles performants (la petite ouvrière infatigable travaillant 80 heures/semaine à domicile et pour l'exportation). Il s'agit, au contraire, de consolider les associations, les coopératives et de créer un cadre social à la diffusion d'un progrès technique adapté à ce cadre.

2. *Le niveau national*

Pas question évidemment de croire que tout se résoudra à la micro-dimension, ni qu'il faille attendre que les contradictions de l'accumulation mondiale s'additionnent sur le plan écologique, de la concurrence meurtrière entre les pôles, de la surproduction et des conflits régionaux, pour produire l'écroulement du système. Tout d'abord, l'autonomie nationale a aussi sa place. Ainsi, selon Bernard Founou, qui lui aussi tira des conclusions du séminaire de Louvain-la-Neuve, « *il s'agit de reconstruire un État fort, la force étant fondée non pas sur la capacité de répression, mais sur sa compétence et sur l'excellence de ses relations avec la société civile. La démocratisation*

de l'activité politique et économique va alors de pair avec le choix d'une économie autonome en particulier au niveau agro-alimentaire. Une révolution agro-paysanne fondée sur la priorité à la sécurité alimentaire est nécessaire. L'autonomie paysanne indissociable d'une croissance agricole durable et soutenue par une industrialisation appropriée est un véritable test synthétique dans cette option.

Quant à l'autonomie nationale elle suppose des déficits des finances publiques et de la balance des paiements gérables et donc un taux d'épargne élevé. Les mesures d'austérité et de programmation (étalage dans le temps et l'espace) de la satisfaction des besoins sociaux, ne seront acceptés dans ce cadre que si l'approfondissement de la démocratie est constamment à l'ordre du jour. C'est alors seulement que le marché comme technique interviendra dans la détermination des prix et de l'allocation des ressources sans remettre en question les options fondamentales. Son efficacité sera donc dépendante en dernier ressort des logiques de l'équité, de l'intégration sociale, du plein emploi, de la démocratie et du développement durable. C'est ce qui donne un sens aux effets complémentaires de la [48] volonté collective exprimée par l'État et de la logique économique qu'exprime le marché ».

Dans ce sens, comme le dit Marcos Arruda, responsable du groupe de travail des ONGs sur la Banque Mondiale, « *le processus alternatif d'ajustement serait une réponse aux besoins du développement humain local et national, plutôt que l'imposition d'une série uniforme de politiques macro-économiques à l'échelle mondiale. Il tenterait à restructurer l'économie domestique par le biais de politiques d'investissements et de crédit ayant pour but de renforcer l'industrie, l'agriculture et les services locaux, à améliorer l'infrastructure et à consolider le marché domestique de consommation de masse. Il promouvrait des mesures adéquates en faveur de l'emploi et des revenus, afin de réaliser une rapide redistribution des revenus. L'aide serait progressivement remplacée par des investissements participatifs* ». Sur une telle base, toujours selon le même auteur, des politiques sectorielles pourraient être menées, dans le domaine fiscal, celui des services collectifs et du crédit, des privatisations et des prix, de la législation sociale et des investissements extérieurs. [Marcos Arruda, 1994].

Certes ne s'agit-il pas de revenir aux erreurs du passé en faisant de l'État l'unique acteur collectif, jusqu'à la définition d'une doctrine (ou d'une religion) ayant le monopole de la légitimité. Il ne faut pas oublier non plus les lourdeurs réelles de toute bureaucratie, privée ou étatique, qui s'infiltrent dans l'ensemble des activités sociales, lorsqu'il n'y a pas de véritable contrôle démocratique. Mais de là à enlever à l'État son caractère régulateur, à un moment où la mondialisation de l'économie, sous forme d'accumulation capitaliste, bouscule toute forme de régulation et exigerait au contraire un niveau supérieur de cette dernière, il y a un pas à ne pas franchir.

3. Les regroupements régionaux

Comme ce fut signalé déjà dans le premier numéro *d'Alternatives Sud*, la constitution de marchés régionaux, avec leurs appareils juridiques et leurs politiques sociales, peuvent aussi constituer des stratégies alternatives à la mondialisation telle qu'elle est conçue aujourd'hui. Jusqu'à présent la plupart des initiatives dans ce domaine ont consisté à assurer une meilleure insertion dans ce type de mondialisation, donc à renforcer la logique d'accumulation existante. Le cas de l'ALENA, impliquant les États-Unis, le Canada et le Mexique, en est un exemple. Mais il pourrait en être autrement et des regroupements régionaux, en Afrique, par exemple, pourraient servir de base à une défense d'États moins puissants, au service [49] d'un projet auto-centré et contrôlé démocratiquement. Les cahiers *Alternatives Sud*, se proposent d'aborder ce sujet dans l'avenir.

4. Le plan mondial

Enfin, au-delà des plans locaux et nationaux, des initiatives devront aussi être prises concernant les organisations internationales, notamment les Nations Unies et les organisations financières nées des accords de Bretton Woods. Leur démocratisation et le changement de leurs objectifs sont des enjeux à court et moyen terme, qui font déjà l'objet de propositions, notamment de la part de certains pays du Sud.

Ces pistes d'alternatives peuvent paraître très générales et ressembler parfois à des vœux pieux, étant donné la constellation des forces en présence. Mais elles peuvent se traduire en politiques très concrètes, dont les embryons existent déjà. Il est bon à cet effet d'écouter la voix des penseurs et des chercheurs du Sud, les plus avides à trouver des solutions.

[50]

[51]

Le défi de la mondialisation pour le Sud

Chapitre IV

LES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX COMME RÉACTION À LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE ⁴

[Retour à la table des matières](#)

Il est clair aujourd'hui que l'on doit dépasser les perspectives étroites du concept *marché régional*, car nous vivons dans une économie mondialisée et chaque marché régional fait partie d'un tout. Quand on parle de marchés régionaux, on se demande si l'expérience des uns peut-elle servir aux autres ? Une telle question n'est pas dénuée d'ambiguïté, toute notion de *modèle* devant susciter de la méfiance, car elle est rarement innocente. Sans doute, doit-on être en faveur de tout ce qui rapproche les êtres humains, notamment sur le plan de leurs activités économiques. Mais la démarche ne peut se caractériser par de la naïveté, en accueillant toute initiative de ce genre sans esprit critique. Par contre, il ne s'agit pas non plus de tomber dans le cynisme ou dans une condamnation universelle, basée sur les modalités concrètes de la réalisation des marchés régionaux contemporains, tel le Marché Commun Européen, par exemple.

⁴ Exposé de conclusion lors du Colloque sur les Marchés Régionaux, organisé par le Groupe de Recherche pour une Stratégie Alternative (GRESEA), à Bruxelles en avril 1994.

Quelques préalables nécessaires à la réflexion. Tout d'abord il s'agit de mettre de l'ordre dans les concepts. Ensuite, il faut adopter une lecture qui ne soit pas partielle, c'est-à-dire purement économique. À ce propos, on peut se rappeler les thèses de K. Polanyi indiquant combien le système capitaliste a désenclavé l'économie de l'ensemble social et proposant que l'effort porte sur sa réinsertion. Cela amène en troisième lieu à poser le problème du paramètre adopté, c'est-à-dire le type de croissance que l'on définit pour organiser régionalement l'économie. Enfin, il s'agit d'apporter un certain nombre d'idées concernant l'action pour l'avenir.

I. Les concepts

[Retour à la table des matières](#)

Comme D. Van der Steen l'a bien expliqué, il existe divers type de regroupements économiques sur le plan régional, que ce soient les zones de libre-échange, les marchés communs, les unions économiques ou les intégrations économiques. Ce sont des concepts qu'il fallait bien définir, afin de savoir de quoi l'on parle exactement [Daniel Van der Steen, 1993].

[52]

Pour dépasser le formalisme des définitions, il faut d'abord décrypter les forces d'intégration à l'origine de ces différents types de regroupements. Elles peuvent être économiques, politiques ou même culturelles, ce qui n'est pas sans conséquences sur les formes que vont prendre les unions régionales. Ainsi, en Amérique latine, le choix est soit une intégration sous formes de zone de libre-échange à l'échelle continentale, à l'initiative ou sous l'hégémonie des États-Unis, soit la constitution de marchés régionaux entre pays voisins ou poursuivant des politiques économiques conjointes. Par contre dans le monde arabe, des considérations culturelles et même l'appartenance à l'Islam joue un rôle non-négligeable dans certaines régionalisations de l'économie.

Mais il existe aussi des forces de désintégration. Quand on observe l'Est de l'Europe, on constate la dislocation d'une union économique existante et cependant bien structurée. Aucune forme de regroupement

n'est donc à l'abri d'éléments déstabilisateurs et cela se manifeste même à l'intérieur de l'Europe.

Enfin, il est important de noter les différences importantes selon qu'il s'agit de regroupements régionaux Nord-Sud ou Sud-Sud. Les objectifs ne sont pas les mêmes et il faut surtout souligner les énormes déséquilibres entre les forces économiques en présence, ce qui rend les comparaisons fort aléatoires.

II. Quelle lecture opérer des regroupements régionaux ?

[Retour à la table des matières](#)

Une constatation semble claire : l'analyse doit se faire en termes de rapports sociaux et non en termes géographiques. A cet effet les considérations suivantes apparaissent centrales.

1. Le marché en tant que rapport social

Le marché en lui-même est un rapport social, entre partenaires, socialement et culturellement situés. Il n'est donc pas un simple mécanisme de régulation des échanges, comme certains économistes tendent à l'affirmer. Il n'est pas non plus le fruit exclusif d'une idéologie libérale, mais bien un rapport.

Les regroupements régionaux sont ainsi à la source de l'établissement de nouveaux rapports sociaux. Une telle perspective permet de dépasser le formalisme des analyses, que ce soient celles des zones de libre-échange ou des marchés intégrés. En fait, des regroupements tels que ceux de l'Amérique centrale, par exemple, se font en relation directe ou indirecte avec une puissance internationale [53] bien outillée et donc entre partenaires qui n'ont pas le même degré de réciprocité. Par ailleurs, dans les pays du Sud, les unions ou regroupements économiques se réalisent entre les secteurs formels de l'économie, en l'absence de l'informel, réellement prédominant dans la

plupart des économies locales. Il faut donc être attentif au type de rapports sociaux en jeu.

2. Une méthodologie adaptée

Il en découle le besoin d'une méthodologie adéquate, pour aborder les regroupements régionaux en termes de rapports sociaux.

La première interrogation est celle de la *genèse* des regroupements ? Qui en a pris l'initiative ? Il peut s'agir de rapports économiques, par exemple la NAFTA (États-Unis, Canada, Mexique), liée à la recherche d'avantages comparatifs. Il peut s'agir de rapports économiques commandés par l'instance politique (par exemple le défunt COMECON) ou encore de rapports présidés par des identités culturelles (le marché maghrébin). Par conséquent, on doit se demander à quel type de problèmes ou de contradictions l'on veut répondre ? Ce pourrait être des problèmes de surproduction, de protectionnisme, d'extension des marchés, de complémentarité, de compétition régionale, de géopolitique ou de renforcement d'identité. La genèse permettra de comprendre les logiques qui ont présidé à ces initiatives.

Une fois le problème de l'origine posé, il s'agit de se demander quelles sont les *structures* mises en place ? Qui exerce le pouvoir et en fonction de quelles dispositions juridiques ? Ce pourrait être par exemple le secteur financier ou au contraire les intérêts commerciaux. Pour ce qui est des pouvoirs politiques, l'Union Européenne offre un cas intéressant de compétition de pouvoir entre le Conseil et le Parlement, ce qui a son incidence sur les décisions concrètes. Cependant, le problème des structures ne peut se comprendre sans se référer à la genèse.

Quelles sont les *fonctions* voulues ou non voulues, forme la troisième interrogation fondamentale. En effet, il existe des intentions affirmées, telles que la coopération économique, l'augmentation des échanges culturels, l'autonomie vis-à-vis d'autres regroupements, etc. Mais il existe aussi des fonctions non explicites ou même non voulues. Ainsi, par exemple, le Marché Commun d'Amérique centrale, lors de sa constitution dans les années 60, a surtout favorisé l'expansion des firmes américaines dans la région.

[54]

Par ailleurs, d'autres fonctions apparaissent dans la réalité telles que la création d'économies d'échelles, qui permettent à l'un ou l'autre des protagonistes de disposer d'avantages supplémentaires, ou, comme cela a été signalé, de favoriser le remboursement de la dette ou encore de faciliter la délocalisation d'entreprises polluantes. Enfin, il est évident que sur le plan des fonctions économiques, celui des effets de la politique agricole de l'Europe (PAC) sur les pays du Tiers-Monde est tout à fait fondamental.

Sur le plan social, les fonctions sont souvent méconnues ou non-dites, qu'il s'agisse de la dérégulation des relations sociales, de l'exclusion des syndicats des négociations à un niveau régional, de la diminution des droits sociaux et parfois même de celle des droits de l'homme. Bref, l'établissement d'un niveau supérieur d'organisation de l'économie permet d'autonomiser davantage ce secteur par rapport aux politiques sociales, qui ne sont ni organisées ni coordonnées à ce niveau.

Enfin sur le plan politique, les regroupements régionaux permettent parfois de régler des contentieux politiques (le cas des pays andins ou de l'Asie du Sud-Est). Dans le passé ils ont servi à réaliser des alliances anticomunistes et de renforcer le cordon sanitaire autour des pays socialistes. Sur le plan politique toujours, nombreux sont ceux qui ont signalé le déficit démocratique de la construction de l'Union Européenne.

Bref, l'étude de la question des marchés régionaux, montre qu'il faut replacer ce phénomène dans un ensemble plus large, c'est-à-dire les analyser en tant que transformations de rapports sociaux globaux, au moyen de mécanismes multiples, économiques sans doute, mais aussi sociaux, politiques et culturels.

3. Reconnaître l'ambivalence des concepts

L'ambivalence des concepts apparaît alors très clairement. On peut en signaler un certain nombre.

Un premier cas est le concept de *protectionnisme* opposé à *l'ouverture*. Il est évident que ces concepts ont un autre contenu, s'il s'agit de partenaires riches ou de partenaires pauvres. Le protectionnisme de l'Europe, des États-Unis et du Japon ou celui des nouveaux États industrialisés de l'Est asiatique ou encore celui des nations pauvres, comme par exemple de l'Amérique centrale, ont évidemment des significations très différentes. Dans le premier cas, il s'agit de [55] pôles capitalistes en compétition qui essaient de protéger leurs économies de l'agressivité commerciale des autres ou des avantages comparatifs dont ils jouissent en vertu de politiques sociales divergentes.

Dans le deuxième, celui des États Nouvellement Industrialisés en Asie, il s'agissait d'un modèle de développement forcé, qui ne pouvait réussir à créer des conditions nouvelles, qu'à conditions nouvelles, qu'à condition de protéger les centres de production locaux, au moins dans une première période. Dans le troisième, il s'agit d'éviter la destruction de l'industrie locale, par la politique néolibérale d'ouverture des marchés.

Un autre couple de concepts est celui du *nationalisme* versus la *mondialisation*.

La mondialisation en soi est perçue favorable, quand on dispose des leviers de commandes de l'économie mondiale. Le discours sur l'universalisation des perspectives devient alors une des composantes d'une stratégie économique hégémonique. Par contre, le nationalisme comme mode de récupération de l'identité culturelle, afin de servir de moteur au développement local, est un concept positif, lorsqu'il s'agit de nations faibles sur le plan économique et peu articulées sur le plan politique. Il est vrai qu'il peut aussi, comme mécanisme de défense, déboucher sur une exaspération, qui ne favorise personne, sinon une petite bourgeoisie qui s'en sert comme élément de consensus pour appuyer ses propres intérêts et construire son pouvoir politique.

Enfin la dichotomie, *régionalisme/économie nationale* est aussi ambivalente. Le régionalisme est actuellement promu par la Banque Mondiale, parce qu'il correspond de façon plus favorable aux nouvelles exigences des processus d'accumulation capitaliste contemporain. Par ailleurs, le régionalisme est aussi favorisé par le Forum de São Paulo, regroupement des partis de gauche d'Amérique latine. La perspective

est évidemment totalement différente : il s'agit dans ce cas de regrouper des efforts pour contrer la domination extérieure créée par les inégalités économiques et favoriser ainsi un développement autocentré.

4. Réenclaver l'économie dans l'ensemble social

Réinsérer l'économie dans l'ensemble social exige à la fois une démarche intellectuelle et une pratique. Cela suppose évidemment une critique fondamentale du capitalisme, non seulement comme système économique, mais aussi parce qu'il [56] impose sa logique à la société civile, au système culturel, aux masse-médias et même à l'organisation du système politique. Pour approfondir une analyse il s'agit donc de tenir compte de tous les aspects de la réalité.

Les *aspects économiques* sont généralement bien documentés et une relecture des données est généralement possible. Ce qui est vrai pour l'ensemble des situations, l'est aussi pour les marchés régionaux. Qu'il suffise de rappeler les différences de lectures selon que l'on utilise les paramètres du FMI première monture ou ceux adoptés à partir de 1993. La différence est encore plus grande si l'on considère la série des indicateurs adoptée par le PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement) et qui joignent aux données économiques des critères sociaux.

Les *effets politiques* de ces regroupements ne sont pas toujours mis en valeur. On a déjà signalé pour l'Union Européenne, ce qu'on a appelé le déficit démocratique, c'est-à-dire l'absence de mécanismes de contrôle sur les politiques économiques. En effet, les regroupements régionaux exigent un élargissement des structures politiques. C'est généralement un processus qui est plus lent que l'aménagement des structures économiques et par conséquent le champ est laissé libre à la logique du marché, c'est-à-dire en réalité à celle de rapports sociaux entre forts et faibles, pratiquement sans contrepoids significatifs.

Cela nous amène à poser le problème des *aspects sociaux*. Alors que la bourgeoisie est bien intégrée sur un plan international, il n'en est pas de même au niveau des organisations ouvrières. En effet, la classe sociale détentrice du capital dispose aujourd'hui des bases matérielles de son organisation mondiale. Il s'agit essentiellement des systèmes de

communication, de l'information et des outils informatiques. Cela permet des prises de décision très rapides, en fonction des intérêts de cette même classe. Un des exemples les plus frappants est la spéculation sur les monnaies, qui se fait non seulement en un temps très court, mais sans contrepartie juridique. Cela coûte très cher aux États qui doivent défendre leur monnaie. Il s'agit d'un des mécanismes qui permettent au capital financier de dominer la logique du fonctionnement économique mondial.

Par contre, les travailleurs sont forts démunis face aux réalités nouvelles. Il en est de même dans le cas des regroupements économiques régionaux. L'exemple de l'Europe est particulièrement frappant à cet égard, même si c'est la région où [57] les syndicats sont probablement les mieux outillés. Que dire alors des organisations des travailleurs dans des regroupements régionaux, tels l'ASEAN, le Pacte Andin, le Marché Commun centro-américain ?

D'une certaine façon l'histoire se répète à une échelle qui dépasse aujourd'hui l'État-nation, celui-ci ne répondant plus comme au XIX^{ème} siècle aux besoins de l'accumulation capitaliste.

III. Quels paramètres pour quel type de croissance ?

[Retour à la table des matières](#)

La question fondamentale est évidemment de type qualitatif. Il ne suffit pas d'avoir pour objectif une croissance positive des indicateurs macro-économiques. A ce compte là, la dictature du Général Pinochet au Chili fut un bienfait à célébrer universellement et un modèle à suivre dans l'ensemble des pays de l'Amérique latine. Voilà pourquoi un certain nombre de réflexions sont nécessaires sur cet aspect du problème.

1. Régionalisme et mondialisation

Les particularités régionales se situent dans le cadre général de la mondialisation de l'économie. Elles n'échappent donc pas aux logiques, aux politiques, à la culture de ce type d'économie, pas plus qu'à ses contradictions. Les regroupements nationaux s'inscrivent donc dans une logique qui d'une certaine façon les dépasse. Il faut donc utiliser une pensée dialectique, qui ne simplifie pas les choses et qui ne tombe pas dans le volontarisme linéaire de la pensée capitaliste ou dans celui d'une pensée de gauche substituant le dogmatisme à l'analyse.

En effet, tout regroupement signifie en soi une intégration progressive de l'humanité dans des projets d'unité, ce qui exige de nouvelles bases matérielles. Il n'en est pas moins vrai que les paramètres contemporains canalisent ces efforts dans un sens bien précis, dont les objectifs sont fixés par l'économie dominante. A ce moment, les régionalisations font partie d'un projet idéologique, qui se présente sous des dehors techniques ou économiques, formulés comme des évidences.

Par ailleurs, une pensée dialectique est nécessaire également parce que les particularités ne sont pas supprimées par des projets de régionalisation. Même le projet néo-libéral ne peut s'imposer sans passer par des transactions avec les formes préexistantes de sociétés. Le capitalisme allemand est exactement le même que le capitalisme français. La rencontre de la logique néo-libérale avec l'Afrique, n'a pas [58] les mêmes effets et les mêmes modalités de réalisation qu'en Amérique latine ou dans le Monde Arabe, dont les rapports sociaux en est de même dans le passage actuel des pays qui se réclamaient du socialisme à l'économie capitaliste de marché.

Tout cela se répercute aussi sur les efforts de régionalisation. En effet, si l'on ne tient pas compte des particularités sociales et culturelles, il est difficile d'accéder au niveau de l'action, sinon par des impositions extérieures de niveau macro-économique, qui provoquent des bouleversements sociaux et culturels pour lesquels la seule solution envisagée est de type répressif. Par ailleurs, on se heurte également à des réactions non prévues, qui peuvent former des obstacles sérieux aux efforts d'intégration.

De ce point de vue il serait souhaitable que s'établisse une plus grande collaboration entre économistes et sociologues pour l'analyse des problèmes et pour leurs solutions.

2. La nécessité d'un autre paramètre

Étant donné la logique que nous avons établie dès le départ en posant les problèmes économiques en termes de rapports sociaux, il s'agit de se demander en quoi les efforts de régionalisation peuvent transformer de tels rapports, à l'intérieur d'une zone précise, des sociétés particulières et sur un plan international.

L'objectif sera donc de réintégrer l'économie dans l'ensemble du système global aux différents niveaux. Le paramètre à ce moment consiste, comme l'a rappelé souvent Samir Amin, en une croissance autocentrée, démocratique et nous ajouterions culturellement portée par les populations. Le concept d'autocentrisme ne signifie évidemment pas autarcie, mais bien une réponse aux besoins concrets des populations et plus particulièrement des moins favorisées. L'aspect démocratique est lié au contrôle politique de l'économie, de même qu'au fonctionnement de la production locale. Finalement, la dimension culturelle se réfère aux formes existantes de l'organisation des sociétés, qui ont modelé les comportements collectifs, ceux-ci ou bien pouvant servir de base à des formes nouvelles d'organisation de l'économie ou bien devant se transformer pour répondre aux besoins réels des populations.

Certains diront qu'il s'agit d'une utopie. Il n'est pas illégitime de s'exprimer dans ces termes si l'on donne à ce mot le sens d'un objectif à long terme, n'existant pas encore, mais vers lequel il faut constamment tendre. De toute façon il s'agit d'un [59] paramètre totalement différent de celui qui prédomine aujourd'hui dans le modèle libéral.

IV. Conclusion pour l'action

1. Un principe d'action

[Retour à la table des matières](#)

L'acteur social a besoin d'orientations pour son action. Nous avons déjà parlé précédemment du paramètre. Nous avons aussi souligné l'importance d'une vision dialectique. Par rapport à un principe d'action économique, il est important de constater que la régionalisation est un processus désirable pour une société solidaire, qui est à la fois à encourager dans certaines de ses formes et de ses mécanismes et à combattre dans la logique de sa mise en œuvre, dans les rapports de force réellement établis et dans les effets sociaux de certaines des réalisations. C'est donc une réalité ambivalente.

2. Le développement d'une conscience sociale

Des regroupements régionaux, comme celui de l'Europe ou de l'Amérique centrale, par exemple, ont besoin pour s'orienter dans un sens valable, du développement d'une conscience sociale, non seulement à l'intérieur des organisations politiques, mais également à la base. Ainsi, au sein des coopératives agricoles du Nicaragua, la question du Marché Commun centro-américain fit-elle l'objet de discussions entre les paysans eux-mêmes, certains conscients des aspects positifs d'un tel phénomène et d'autres plus avertis des dangers que cela représente pour l'économie locale.

Dans le même ordre d'idée, il s'agit d'établir une démocratisation de l'information, avec des analyses en terme de rapports sociaux. Sinon, le risque est que se développent des clichés, simplifiant outre mesure la réalité des regroupements. L'expérience des référendums concernant l'Union Européenne en fait foi. Il s'agira à cet effet de collaborer avec toutes les institutions capables d'influencer les comportements, notamment avec les instances morales ou religieuses. Quant aux moyens de communication de masse, ils peuvent aussi bien contribuer au développement d'une conscience réelle, de même qu'à son

obscurcissement. Une analyse de la manière dont la politique agricole commune de la CEE (PAC) est représentée dans les moyens de communication de masse, permet de percevoir toute l'ambivalence de cette médiation.

[60]

3. Une présence des forces populaires

Une faiblesse des forces populaires face aux moyens dont dispose la bourgeoisie dans les regroupements économiques régionaux et internationaux, est évidemment patente. D'où la nécessité de profiter de toutes les occasions pour renforcer les positions des milieux populaires. Il existe diverses manières de le faire, par exemple, en assurant leur présence dans tous les forums organisés sur le sujet, mais également en exigeant une présence institutionnelle des organisations populaires au sein même des régionalisations. Il s'agit évidemment des syndicats ouvriers, mais également d'autres mouvements sociaux, tels que les mouvements écologistes, ethniques, communaux, coopératifs, ONG, etc., afin d'arriver progressivement à une intégration régionale des peuples et pas seulement des économies.

À cet effet, il faut véritablement investir les institutions, même si elles sont construites sur des bases insatisfaisantes voire négatives. D'un point de vue sociologique, il est important de savoir deux choses. Tout d'abord les institutions ne sont pas des blocs d'acier, mais plutôt des fromages de gruyère. Il faut donc en découvrir les trous et agir au sein de ces derniers. Par ailleurs, les institutions supra et inter étatiques ou sectorielles, ont généralement la possibilité d'aller au-delà des positions qui formeraient le commun dénominateur de leurs membres. C'est un fait social bien connu et qui est dû notamment au fait que les fonctionnaires d'institutions de ce genre sont généralement plus libres dans la conception et l'élaboration de certaines politiques, que les représentants directs des gouvernements ou des entreprises.

Tout cela permet d'établir ainsi peu à peu les bases d'une solidarité entre les organisations populaires des différentes régions et de préparer peut-être aussi les formes d'une solidarité nouvelle entre organisations populaires du Nord et du Sud.

4. Le développement des espaces non-marchands et des espaces publics

Comme la plupart des regroupements se font en fonction de préoccupations strictement économiques, c'est sur des aspects concrets des deux secteurs non-marchands et publics que des initiatives peuvent porter, permettant de renverser progressivement les logiques et de réintégrer l'économie dans l'ensemble social.

[61]

5. La libre-circulation des travailleurs

Le problème de libre-circulation des travailleurs est un élément important des nouveaux regroupements régionaux. En général, on organise la libre-circulation des biens et des capitaux, mais pas celle des travailleurs. Il se peut que d'un point de vue de la théorie économique, cette libre-circulation doive être promue à l'égal des autres facteurs de la production. Cependant, on ne peut faire fi des conséquences sociales et culturelles, souvent dramatiques, des phénomènes de migration. Par conséquent, le travailleur ne peut pas être traité de la même façon que les autres éléments de la production. Il s'agit de facteurs humains qui doivent être pris en considération dans leur ensemble, pour ne pas déboucher sur des destructions culturelles, sur l'intolérance et souvent sur un prix considérable à payer par les générations qui suivent.

6. Une action multiple à divers niveaux

La mise en route de marché régionaux constitue donc un défi pour les forces progressistes. L'action doit être menée à un quadruple niveau. Aux plans économique, social, politique et culturel.

L'Europe de ce point de vue est un cas dont il est possible de tirer un certain nombre de leçons. Il est clair que l'intégration économique

n'entraîne pas automatiquement une intégration des autres niveaux, sociaux, politiques et culturels.

Il est probablement correct d'avoir pensé que la première chose à mettre en route était l'intégration de l'économie, mais il n'y a pas de position plus anti-humaniste que de croire que la logique économique résoudra toutes les contradictions. Tout au plus, le politique suivra-t-il, en tant que garantie juridique des rapports économiques à la macro-dimension, mais la logique de l'économie de marché est porteuse de profondes destructions et de nombreuses réductions, que seuls des mouvements sociaux et une organisation politique solide, peuvent forcer à se mettre au service des hommes.

A cet effet, il est important de forger globalement une autre culture que celle de l'homme défini par son travail. Même si ce n'est plus la mode, il faut bien parler d'un nouvel humanisme. Il est possible d'introduire un regard neuf au niveau régional, car toute innovation dans un domaine permet plus facilement d'en introduire dans d'autres. Tout cela peut se réaliser en respectant le paramètre analytique dont nous avons parlé et qui a pour perspective la création de nouveaux rapports sociaux.

[62]

V. L'Union Européenne porte-t-elle un enseignement pour le Sud ?

[Retour à la table des matières](#)

La réponse est évidemment complexe. Nous pouvons dire non et oui. Non, parce que les situations sont toutes spécifiques : ce qui se passe en Europe n'est pas directement comparable avec la situation de l'Amérique centrale, des Caraïbes ou encore celle de l'ASEAN. Mais le non est encore plus péremptoire, s'il s'agit de la construction d'un nouvel impérialisme. De nombreux articles récents, en Asie, en Amérique latine et en Afrique parlent de la *forteresse Europe*. C'est aussi un aspect de la réalité que nous ne pouvons passer sous silence.

Enfin, il n'est pas acceptable non plus de présenter l'Union Européenne comme un *modèle*, ce qui équivaldrait à tomber dans un

messianisme culturel, proposant ou imposant nos solutions au reste du monde.

Par contre, il y a aussi un oui. Bien entendu un oui à l'intérieur d'une vision critique. Il est certain que les mécanismes de négociation qui ont abouti à mettre sur les rails l'Union Européenne sont intéressants à étudier de près pour des négociations ayant des objectifs relativement semblables ailleurs.

Les formes juridiques qu'ont prises certains organismes de la communauté, tels le Parlement Européen ou la Cour Européenne de Justice, sont également porteurs de significations qui dépassent les frontières de l'Europe. Le développement d'un droit européen, même s'il est embryonnaire dans bien des secteurs, signifie un effort juridique particulièrement novateur.

Les progrès accomplis pour arriver à une régionalisation à d'autres niveaux que l'économie pure et simple, peuvent aussi être une référence pour les autres régions du monde : en particulier, les essais de coordinations syndicales.

Cependant, le rapport entre l'Union Européenne et les autres regroupements régionaux, ne peut être à sens unique. Il y a pour l'Europe beaucoup à apprendre des autres. On discute par exemple à perte de vue, sur le droit de vote des étrangers en Europe et l'on salue comme une innovation historique, la possibilité pour des ressortissants de la communauté de voter au niveau municipal, dans d'autres pays. Or, c'est une formule qui existe dans plusieurs pays d'Amérique latine, depuis bien des décennies. L'ASEAN, bien qu'elle ait stagné pendant pas mal d'années, représente aussi un effort original, dont certains aspects pourraient inspirer des politiques européennes. En Afrique, les pays de la Ligne de Front, ont fait preuve [63] d'une solidarité régionale qui aurait pu inspirer certaines politiques communes, notamment vis-à-vis de la Yougoslavie.

L'Union Européenne a le mérite d'exister depuis plusieurs décennies. Elle peut être par conséquent une référence. Mais pas plus qu'aucune autre initiative de ce genre dans le reste du monde, elle ne peut être un *modèle*.

[64]

[65]

Le défi de la mondialisation pour le Sud

Chapitre V

LES PAYS ASIATIQUES NOUVELLEMENT INDUSTRIALISÉS SONT-ILS UN MODÈLE POUR LE SUD ? ⁵

Ce texte a été rédigé plus de quatre ans avant que n'éclate la « crise asiatique ». Il permet de comprendre ces rétroactes de cette crise provoquée par l'éclatement de la "bulle financière", de plus en plus détachée de l'économie réelle et rendant ces pays vulnérables à la spéculation sur les monnaies.

[Retour à la table des matières](#)

À cette étape de notre réflexion, il est bon de s'arrêter sur un cas abondamment cité, à la fois comme un modèle de croissance et un paramètre du développement libéral. Avant d'aborder l'analyse des quatre dragons (Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour), il est bon cependant de rappeler quelques données de base concernant l'Asie et de prendre connaissance de la vision de la Banque Asiatique de Développement, qui prône le néo-libéralisme, comme paradigme de développement et de réduction de la pauvreté.

⁵ Texte rédigé pour la réunion du Forum de Sao Paulo, Managua, 1993

I. Les Pays Nouvellement Industrialisés (PNI)

[Retour à la table des matières](#)

1. Les indicateurs de croissance économique de l'Asie

Produit intérieur brut selon les diverses régions (variation annuelle en pourcentage)				
	1988	1989	1990	1991
- Asie en développement	9,3	5,4	5,9	6,3
- PNI	9,4	6,4	6,2	6,8
- Asie du Sud-Est	8,0	7,8	7,2	7,3
- Asie du Sud	8,5	4,4	5,3	5,2
- Chine (Rép. pop. de)	10,9	4,0	5,5	6,5
- Pacifique Sud	2,5	2,9	-0,8	2,6

Source : Banque Asiatique de Développement, 1992.

[66]

Dans son ensemble l'Asie connaît un taux de croissance plus élevé que l'Afrique (-2% en 1990) et que l'Amérique latine (0,6% en 1990), mais cela recouvre des situations très différentes. Au cours des dernières années les taux de croissance des PNI n'ont pas dépassé de beaucoup ceux de l'Asie dans son ensemble, lorsqu'on considère les pourcentages, c'est-à-dire sans tenir compte du fait que les bases du calcul (chiffres absolus) sont très éloignées les unes des autres.

2. La vision de la Banque Asiatique de Développement

Dans son étude prospective annuelle de 1992 sur les tendances économiques de la région, la Banque Asiatique de Développement estime que « *la croissance élevée, le marché libre et les stratégies économiques orientées vers les marchés extérieurs, ont été les moyens*

les plus efficaces pour réduire la pauvreté ». Par contre, toujours selon la Banque Asiatique de Développement, « *les réformes agraires et les services sociaux subsidiés sont souvent inefficaces ou même empirent les choses* ». Ce rapport fait écho à celui de la Banque Mondiale de 1991, sur le Développement mondial.

Cela signifie que les gouvernements devraient laisser l'économie fonctionner librement et s'occuper uniquement des fonctions que seul les États peuvent remplir, telles la défense, l'éducation et les services essentiels. C'est aussi, selon la Banque Asiatique de Développement, la meilleure façon de réduire la pauvreté rurale, qui est la première dans les pays asiatiques. Contrairement à ce que l'on pense, dit le rapport, il n'y a pas de contradiction entre la promotion de la croissance économique et les mesures destinées à combattre la pauvreté : chaque pour-cent de croissance per capita va de pair avec une diminution d'1,1% de la pauvreté par tête d'habitant.

L'Asie compte les deux-tiers des 630 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et les trois-quarts du 1,1 milliard de pauvres (la moitié en Inde). Des milliards de dollars ont été dépensés dans des programmes de développement rural intégré, des réformes agraires, des projets de crédit, mais, selon la Banque Asiatique de Développement, un climat économique libéral exerce un effet indirect, mais finalement beaucoup plus efficace pour lutter contre la pauvreté. Elle ajoute que certaines mesures sociales servant de bouée de sauvetage, tels des programmes de santé, sont très efficaces pour alléger les situations d'extrême pauvreté. Mais ils sont coûteux et ne peuvent être maintenus qu'à la condition d'une croissance économique rapide.

[67]

Selon le rapport, les réformes agraires de l'Inde et des Philippines ont réduit l'efficacité de la production, sans diminuer les distances sociales. Il faut donc, dit la Banque Asiatique de Développement, que les gouvernements revoient leurs politiques de subside des fertilisants, des pesticides ou du matériel agricole, qui souvent bénéficient plutôt ceux qui sont déjà privilégiés. Il en est de même des politiques de santé ou d'habitat, qui avantagent souvent les non-pauvres et qui sont généralement de qualité inférieure.

Implicitement au moins, le rapport présente les PNI (pays nouvellement industrialisés) ou les *quatre dragons* (Corée du Sud,

Taiwan, Hong Kong, Singapour), comme des références obligées, sinon des modèles, pour les pays en développement, d'autant plus que deux autres pays asiatiques sont déjà sur la bonne voie, la Malaisie et la Thaïlande.

Un tel discours est fréquent aussi en Afrique, dans le monde arabe et en Amérique latine. D'où l'intérêt d'examiner de plus près la genèse, les structures socio-économiques et politiques de ces pays, que la théorie néo-libérale érige en paramètres du développement.

II. Les « Quatre Dragons » ou les PNI asiatiques

[Retour à la table des matières](#)

Les analyses économiques concernant les PNI de l'Asie ne manquent pas. Toutes soulignent le succès exceptionnel de leurs économies et de celles des pays d'Asie qui semblent en suivre le modèle, tels la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie et dans une moindre mesure les Philippines. « *Les économistes*, écrit Henri F. Henner, *faisant une recension du livre de Marcus Noland sur la question, y voient une confirmation éclatante de leurs prescriptions en faveur de l'ouverture des économies et de l'exploitation des avantages comparatifs permettant à chaque nation d'utiliser ses ressources productives de la manière la plus efficace, afin d'aboutir à des taux de croissance économique élevés et au développement* » [Henri F. Henner, 1991 ; Marcus Noland, 1990], Les chiffres suivants le démontrent. Le tableau est repris à M. Noland, et nous donnons aussi à titre de comparaison ceux des Philippines et du Japon.

[68]

Revenu par tête d'habitant, part du commerce mondial et relation entre PIB et exportations dans les PNI asiatiques						
Pays	Revenu/tête (base USD 1980)		Part du commerce mondial		Exports/PIB %	
	1963	1988	1963	1988	1963	1988
PNI (les 4)	974	5.162	1,9	7,7	-	63,7
- Corée du Sud	747	4.094	0,2	2,0	4,8	42,0
- Taiwan	980	4.607	0,2	2,0	17,8	57,0
- Hong Kong	2.247	11.952	0,7	2,3	78,6	136,0
- Singapour	1.770	11.693	0,8	1,5	151,4	210,5
À titre de comparaison						
- Philippines	965	1.460	0,4	0,3	16,5	27,2
- Japon	2.931	10.568	3,8	8,0	10,9	13,2

Les quatre dragons représentent une proportion à peu près égale à celle de la France ou à celle du Japon dans le commerce mondial. Au cours des vingt cinq dernières années, ils ont plus que doublé leur part dans la production mondiale et quadruplé celle dans le commerce extérieur. Sur la base des tendances actuelles, leur part relative, dit H.F. Henner, devrait être la plus forte du monde en l'an 2000.

La croissance économique a été stimulée par les exportations. Leur spécialisation internationale, selon le même auteur, est fondée sur leur avantage comparatif (forte disponibilité de main d'œuvre au départ). Les revenus tirés de l'exportation ont réduit la nécessité du financement extérieur. Au début ils ont misé sur l'exportation de produits d'industrie de technologie moyenne ou faible (textiles), puis ils sont passés à celle de produits manufacturés à plus haute valeur ajoutée. D'après M. Noland, la croissance des revenus a réduit les inégalités, grâce à une augmentation des salaires, liée à la forte croissance de la demande de main d'œuvre des industries d'exportation, tandis que l'accumulation du

capital permettait de concurrencer avec un succès croissant, les producteurs européens et américains.

[69]

Jetons aussi un coup d'œil sur l'évolution du GNP entre 1960 et 1990.

Croissance du GNP dans les PNI asiatiques : 1965-1990							
	65-80	80-85	1986	1987	1988	1989	1990
- Corée du Sud	9,5	7,9	12,5	12,0	12,1	9,0	7,0
- Taiwan	9,6	6,5	9,6	11,0	7,1	6,5	7,0
- Hong Kong	8,5	5,9	8,5	13,5	7,5	6,0	7,0
- Singapour	10,2	6,5	1,9	8,8	11,0	8,2	7,0

Source : The Far East and Australasia, 1990, Europa Publications, Londres, 1990.

La croissance est spectaculaire au cours de ces quelques trente années, même si l'on a l'impression que la dernière période marque un peu le pas.

De là à proposer ces quatre pays comme modèles de développement économique pour le reste des pays du Sud, il n'y a qu'un pas que plus d'un franchissent. C'est pourquoi, il est utile d'étudier de plus près les conditions du démarrage, tant internes qu'externes, les choix opérés, le rôle de l'État, les coûts sociaux et politiques et les évolutions récentes.

1. La genèse de la croissance des PNI asiatiques

La première question à se poser est celle de l'origine du phénomène de croissance économique des PNI. Trop souvent l'oubli des genèses conduit à des simplifications dans les jugements. Nous reprenons à Richard Robinson, l'essentiel de l'analyse [Richard Robinson, 1989]. Selon cet auteur les facteurs suivants doivent être relevés.

1. Les conditions prévalant à l'entrée dans l'ère postcoloniale des quatre pays concernés furent favorables à l'industrialisation. En Corée et à Taiwan, les Japonais avaient installé des bases industrielles sérieuses, le début d'un système éducatif développé, une force de travail qualifiée et une tradition d'administration d'État centralisée et de planification. Quant à Hong Kong et Singapour, ils furent des centres stratégiques du commerce et de la finance britannique, doués d'infrastructures bancaires et commerciales, d'un appareil d'État efficace et d'une classe moyenne éduquée.

[70]

2. Durant la première période de l'ère postcoloniale, il y eut dans chacun d'entre eux, une injection substantielle de capital. En Corée du Sud et à Taiwan, durant la période d'industries de substitution aux importations, les prêts et l'aide des États-Unis financèrent respectivement dans chacun de ces deux pays, 70% et 85% des importations et à 80% et 38% de la formation du capital domestique. A Hong Kong, l'afflux de capital venant de Shanghai jeta les bases de l'industrialisation. A Singapour, l'industrialisation fut appuyée par des apports étrangers qui couvrirent jusque dans les années 1980, 70% des investissements.
3. Pour la Corée du Sud et Taiwan, c'est la production de biens de substitutions qui durant la décennie de 1950, fut à l'origine de la croissance. Hong Kong et Singapour avaient une population trop faible pour poursuivre une telle orientation. La politique des deux premiers fut basée sur des protections tarifaires et des monopoles ou des concessions d'État.
4. Au moment où les stratégies de substitution commencèrent à perdre de leur efficacité, fin des années 50 et début des 60, de nouvelles opportunités apparurent, du fait des bas salaires. Ce fut l'essor de la production pour l'exportation : le textile, l'assemblage électronique, le plastique, le ciment..., activités industrielles que les pays occidentaux et le Japon transplantaient vers les pays du Sud. Les quatre PNI asiatiques étaient bien placés pour entamer cette transformation, grâce à leur structure existante et ils purent ainsi continuer leur processus d'accumulation.

5. L'État joua un rôle considérable dans le processus d'industrialisation. A Taiwan, les investissements publics directs s'élevaient à 62% des apports nationaux en 1958 et à 50% en 1980. En Corée du Sud, durant les années 60, cruciales pour le changement de structure de production, ils se chiffrèrent à 30% durant toute la période. A Singapour, en 1960, le chiffre était de 29,8% et en 1985, de 30,7%. Malgré les recommandations du FMI, ce type d'intervention continua en Corée du Sud et à Taiwan, bien au delà de la période de transition. Il faut y ajouter un rôle très actif de l'État dans la sélection des tarifs douaniers, l'encouragement des cartels, la construction d'infrastructures, l'octroi de crédits pour l'exportation et la répression exercée contre les organisations ouvrières.
6. Un dernier facteur, selon R. Robinson, fut le fait que l'État dans ces pays ne fut pas contrôlé par les classes sociales désireuses de conserver leurs privilèges. En Corée du Sud et à Taiwan, l'oligarchie rurale fut amenée à investir dans l'industrialisation, par des réformes agraires destinées à faire entrer l'agriculture [71] dans une logique capitaliste. Au moment où il fallut passer des activités de substitution à une industrie d'exportation, un coup d'État militaire en Corée du Sud et des mesures de contrôle de l'économie à Taiwan, empêchèrent qu'une alliance entre la bureaucratie d'État et les néo-capitalistes, ne fasse obstacle aux changements. D'ailleurs une bonne partie de ces derniers s'engagèrent dans la nouvelle orientation de la production. Contrairement à l'Amérique latine, la période de l'économie de substitution ne fut pas accompagnée par des régimes populistes et des mouvements ouvriers organisés. Les régimes autoritaires de ces deux pays ne le permirent pas.

À Hong Kong et à Singapour, villes-État, il n'y avait pas de classe oligarchique rurale et le caractère réduit du marché intérieur n'avait pas permis de développer une politique de substitution. En effet, la population de ces deux États était respectivement en 1982 de 3 et de 5 millions d'habitants, tandis que Taiwan comptait à la même époque 17 millions et la Corée du Sud, 39 millions. À Singapour en particulier, l'État fut le seul architecte de la politique d'exportation, avec la collaboration du capital étranger. À Hong Kong, c'est une classe

capitaliste locale qui s'engagea dans les exportations, avec un très sérieux accompagnement de l'État colonial.

2. Les structures économiques

Certaines précisions permettront de mieux comprendre encore les données économiques du succès, que certains n'hésitent pas à présenter comme le Waterloo des théories marxistes et en particulier des catégories de *périphérie*, de *dépendance*, d'*exploitation* [S.B. Linder, 1989].

Valeur des exportations des PNI asiatiques - 1965 et 1985 (en millions de dollars)		
	1965	1985
- Corée du Sud	104	27.669
- Taiwan	129	23.363
- Hong Kong	995	27.540
- Singapour	338	13.317
À titre de comparaison		
- Chine	-	13.380
- Philippines	43	2.534

[72]

Géographiquement, ces pays sont relativement petits en comparaisons avec leurs voisins asiatiques, ce qui pour certains constitue un avantage pour la poursuite d'une politique économique cohérente, notamment grâce au moindre coût des infrastructures. Certains disent que leur situation géographique les privilégie, mais de nombreux autres pays ne se trouvent-ils pas bien placés eux aussi, le long des mers ou proches d'économies industriellement développées, sans atteindre un tel niveau d'exportations ? Il y a donc d'autres explications à trouver.

Nous avons déjà indiqué que les conditions de départ avaient été assez favorables, du moins plus que dans de nombreux autres pays en développement. Le degré d'urbanisation était élevé. Sans parler évidemment de Hong Kong et de Singapour, la Corée avait un pourcentage de population urbaine de 28% en 1950 et Taiwan de 58%. Par ailleurs les taux d'alphabétisation étaient aussi importants : en 1960, 70% à Hong Kong, 71% en Corée du Sud, 54% à Taiwan. À titre de comparaison, il était de 28% en Inde et de 15% au Pakistan [Banque Mondiale, 1979]. Il faut y ajouter que l'on se trouve dans une zone de forte concentration de minorités chinoises, ayant une longue tradition d'activités marchandes. C'était le cas de Taiwan, Hong Kong et Singapour.

Au moment où se développent les économies des quatre *dragons* (ou *tigres*), l'économie mondiale et surtout celle des États-Unis est ouverte et en expansion. Il n'y a pas encore de concurrence de la part d'autres pays du Tiers-Monde. Ils peuvent donc profiter largement de leur avantage relatif dû à une main d'œuvre à bon marché. C'est seulement dans les années 80 qu'elle se renchérit, sous l'effet des mouvements sociaux. La production s'orientera alors plus vers des produits à plus grande valeur ajoutée, laissant d'autres pays en développement s'orienter vers les exportations de produits à haute intensité de travail.

Pour pouvoir maintenir cet avantage relatif le plus longtemps possible, une législation du travail très dure fut imposée et la répression s'exerça sur les organisations ouvrières. Les journées de travail officielles étaient très longues. En 1980 le temps de travail s'élevait à 59 h. par semaine en Corée du Sud et 51 h. à Taiwan (contre 35 h. en Inde) [Peter Nolan, 1989, 57].

Tout cela fut possible grâce à une intervention constante de l'État, dont nous reparlerons plus loin, tendant à protéger le marché intérieur, à encourager l'exportation et à empêcher et réprimer les mouvements sociaux. Il faut y ajouter une aide extérieure massive au départ, due à la position géo-politique de ces pays au [73] moment où débute la guerre froide (qui dans la région éclata d'ailleurs en guerres chaudes : la Corée, le Vietnam).

Dans la dernière période, celle de la production de biens d'exportation, il y eut une relative importance accordée à la *recherche et développement*. 6,2 personne par 1.000 travailleurs à Taiwan, 5,2

en Corée du Sud, 4,8 à Singapour, contre 6,0 en Inde, 0,3 en Indonésie et 0,2 en Thaïlande [*Far East Economic Review*, 1992], mais rien de comparable cependant avec le Japon, l'Allemagne ou les États-Unis. Ainsi, la dépendance vis-à-vis du Japon est-elle devenue considérable, tant pour les capitaux, que pour la fourniture de biens intermédiaires et la technologie.

Ajoutons, à titre secondaire, que ces pays attirent beaucoup de touristes, notamment par leur politique de zones libres d'accises. Ainsi, les revenus du tourisme représentaient en 1991, 10,1% du GNP de Singapour, 7,7% de celui de Hong Kong, 2,0% de celui de Taiwan et 1,7% de celui de la Corée du Sud. En Inde à la même époque, cela représentait 0,6%.

Voyons à présent plus en détail comment ces politiques économiques se déroulèrent dans chacun des quatre pays, ce qui permettra d'en mieux connaître les mécanismes, qui évidemment prennent des aspects différents selon les spécificités de chacun d'entre eux.

1) La Corée du Sud

La Corée a connu deux périodes bien différentes, celle des industries de substitution et celle de l'industrie d'exportation. Chaque fois cela fut accompagné par une politique d'État. La rupture entre ces deux périodes fut marquée par un coup d'État militaire.

Durant la première période s'établit une liaison étroite entre la bureaucratie et les entrepreneurs pour réaliser une industrialisation de substitution. Les petites et moyennes entreprises jouèrent un rôle important jusque dans les années 50, notamment dans le textile, l'exploitation du bois et des minerais [John Lie, 1991, 70]. Il y eut de sérieuses résistances de la part de ces entreprises, mais aussi des plus grandes, au moment de passer à la deuxième phase du développement économique et l'État intervint pour les y forcer. Il en résulta une concentration des activités de production. En 1980, les 10 principales grandes entreprises (chaebol), contribuaient à 70% du GNP, ce qui influença grandement le développement d'un autoritarisme économique [John Lie, 1991, 71]. La production se concentra dans l'électronique, la

[74] sidérurgie, la pétrochimie, le textile, l'armement et plus tard les voitures automobiles et l'audio-visuel.

Entre 1960 et 1980, le nombre d'ingénieurs fut multiplié par 10 et celui des managers par 2,5. Quant à la technologie, elle fut obtenue de l'extérieur, avec une aide considérable [John Lie, 1991, 68]. Durant la deuxième période la dépendance du Japon s'accrut, malgré les premières résistances nationales à l'influence, même économique de ce pays, qui avait colonisé la Corée pendant plus de 50 années. Ainsi, 59% des brevets entre 1962 et 1980 étaient japonais et ce sont des compagnies japonaises qui prirent en main une grande partie de la gestion des exportations. Quant aux investissements extérieurs du Japon, quand il fallut trouver une main d'œuvre à meilleur marché, ils dirigèrent assez naturellement vers les anciennes colonies (Corée et Taiwan).

L'économie coréenne parvint à absorber le coût de la crise pétrolière de 1972/73, de même que la récession mondiale de 1980. Le pays a réussi également à payer sa dette, qui était de 47 milliards de dollars en 1985, de 30 milliards en 1988 et nulle en 1992, date à laquelle la Corée devient créditrice [Alexander Irwan, 1989, 409]. Placée devant les résistances protectionnistes des États-Unis, la Corée du Sud garde son surplus commercial avec ce pays dans les limites de 7 à 9 milliards de dollars [Alexander Irwan, 1989, 409]. En 1987, sous la pression du FMI, le won fut réévalué de 9%. À partir de 1988, les revendications ouvrières font monter les salaires et peu à peu l'avantage relatif initial s'effrite. D'où la recherche d'investissements vers l'extérieur, notamment aux Philippines.

Quant à l'agriculture, elle fait l'objet de transformations, surtout dirigées par l'État. La réforme agraire, destinée à éliminer l'oligarchie traditionnelle fut rapidement menée, mais sans assurer un équilibre avec le développement industriel, provoquant instabilité, inflation, inégalité de revenus, frictions sociales [Michael T. Skully, 1988, 576].

2) *Taiwan*

Taiwan connaît une histoire assez parallèle à celle de la Corée. Elle aussi fut une colonie japonaise à partir de 1885. En 1949, avec la victoire de la Chine communiste, un grand nombre d'entrepreneurs du continent émigrent à Taiwan, avec une partie au moins de leur capital. [75] En tout quelques 2 millions de Chinois du continent s'installent dans l'île dont ils prendront en main les destinées, économiquement et politiquement.

Entre 1946 et 1952, les anciennes industries détruites par la guerre sont remises en route. Les industries textile et chimique sont renforcées et protégées et travaillent surtout pour le marché intérieur, mais le système entre en crise dès 1954. À partir de 1958, l'accent est mis sur l'exportation. Le taux de croissance industrielle connût une croissance rapide (entre 1961 et 1973, 17% annuellement), avec des hauts et des bas dans les années suivantes, en fonction des taux d'inflation [Ramon H. Myers, 1990, 316],

Entre 1951 et 1965, l'aide américaine finance 26% de la formation du capital et jusqu'en 1967, la priorité est donnée au capital étranger, provenant des Chinois d'Outre-mer et du Japon. Après cette date, ce sont les revenus de l'exportation qui financent le développement local.

En 1986, le textile comptait pour 1/5 des exportations, dépassé seulement par l'électronique et les machines-outils [Ramon H. Myers, 1990, 317], En 1960, les industries légères formaient 60% de la contribution industrielle dans le produit national brut. En 1977, il s'agissait de 48%. La nouvelle industrie qui se développa après 1965 et qui était fortement concentrée et orientée vers l'exportation, se spécialisa dans les équipements optiques, les plastiques, les articles d'électricité, les produits chimiques, la confection, la micro-électronique. Dans les années 80, on commença la production de voitures et un accord fut conclu avec les constructeurs Japonais en 1982. En 1992, des négociations étaient en cours avec les industries aéronautiques américaines pour un partage de production. Par ailleurs un conflit éclata avec les États-Unis à propos d'une question de propriété intellectuelle, notamment sur la production d'ordinateurs. Le manque à gagner était évalué par les Américains à 350 millions de dollars annuellement [*Far East Economic Review*, 1992],

C'est en 1964 que le premier surplus d'exportation fut dégagé et il culmina entre 1971 et 1973. En 1974, la crise pétrolière provoqua un sérieux déficit, qui fut progressivement résorbé. Les États-Unis comptaient pour 47% des exportations en 1986 et en 1988, le surplus avec ce pays se chiffrait à 10,4 milliards de dollars, ce qui amena le gouvernement de Taiwan à prendre des mesures pour le réduire et parmi elles plusieurs réévaluations du dollar taïwanais. Quant aux investissements étrangers, ils furent importants : entre 1952 et 1988, 8.531,5 milliards de dollars, [76] dont un quart dans l'électronique et les produits électriques [Ramon H. Myers, 1990, 316],

Avec l'augmentation du prix de la main d'œuvre, les responsables économiques se sont mis à rechercher de nouveaux marchés, notamment en Chine continentale et aussi à exporter des capitaux. Dès la fin des années 80, une main d'œuvre étrangère fut recrutée, notamment en Thaïlande, ce qui en 1992 provoqua même un conflit entre les gouvernements des deux pays à propos des niveaux de salaire.

Entre 1949 et 1953, une première phase de réforme agraire compensa largement les anciens propriétaires, qui furent encouragés à investir dans l'industrie.

Entre 1975 et 1982, une deuxième phase réorganisa les fermes irriguées en fonction de la mécanisation, ce qui toucha les 2/3 des exploitations. En 1987, 80.000 fermiers reçurent une formation nouvelle et furent subsidiés pour acheter des terres, afin de constituer de plus larges unités de production.

3) Hong Kong

En 1949, quand l'entièreté de la Chine devient communiste, un grand nombre de réfugiés débarquent à Hong Kong. Parmi eux il y a des entrepreneurs et des hommes d'affaire en provenance de Shanghai, notamment dans le domaine des textiles et de la confection. Avant cela, l'installation de la colonie britannique depuis 1843, suite à la guerre de l'opium (pour protéger les marchands anglais de drogue), le territoire se développa comme port, lieu de chantiers navals et surtout comme centre commercial et bancaire. Il existait donc une importante infrastructure et une tradition d'activités économiques.

L'industrie qui se développe est surtout textile, dans la continuité de ce qui existait précédemment. Cette dernière représente encore aujourd'hui environ 40% de l'ensemble. On note aussi l'électronique, les jouets, les montres, les plastiques [Christopher Howe et Fank H. King, 1990, 361], Environ 90% de la production est exportée. Les réexportations de produits en provenance de Chine occupent une grande place, notamment pour les textiles, la confection et l'électronique bon marché. Face à cette situation, il n'est guère étonnant que Hong Kong soit le second port de conteneur du monde [Christopher Howe et Fank H. King, 1990, 361]. À partir de 1986, les États-Unis intervinrent pour faire réduire le déficit de la balance commerciale, ce qui mena à la recherche d'autres marchés. L'intense production industrielle créa des problèmes écologiques sérieux et dès 1988, Hong Kong [77] exportait ses industries les plus polluantes vers l'est de la Chine, notamment la production des circuits pour ordinateurs [*Far East Economic Review*, 1992].

L'agriculture est évidemment marginale et pour cela les prix sont influencés par le coût du riz provenant de Chine. Un autre facteur qui influença la conjoncture fut les fluctuations du dollar américain, avec lequel la monnaie de Hong Kong avait été liée.

Le succès économique de Hong Kong a été largement bâti sur le travail à bon marché. Entre 1950 et 1980, une immigration clandestine constante permit de fournir une main d'œuvre peu revendicatrice. A partir de cette date, l'industrie commença à manquer de bras. Il en résulta notamment une croissance des salaires. Entre 1985 et 1988, ceux-ci augmentèrent de 20% [Christopher Howe et Fank H. King, 1990, 361].

4) *Singapour*

Singapour, comme centre d'activités commerciales, fut fondée en 1826 par la Compagnie anglaise de l'Asie de l'Est. Dès le début la ville fut un port franc, qui se développa selon la plus belle tradition du *laissez-faire* du capitalisme britannique, ce qui attira des marchands et des résidents de l'ensemble de l'Asie, avec cependant une prédominance de Chinois. En 1867, la ville devint colonie de la couronne, ce qui

accéléra sa fonction commerciale entre Gibraltar et l'Extrême Orient. Au début du 20^{ème} siècle, les Chinois composaient les 3/4 de la population. En 1927, 360.000 d'entre eux débarquaient à Singapour. Après la première guerre mondiale la colonie devint une base militaire et navale anglaise. C'est en 1965 que Singapour se sépara de la Malaisie pour devenir une nation indépendante [C. Mary Tumbell, 1990].

Le développement industriel connût trois périodes : de 1960 à 1968, où se développa une industrie de substitution relativement modeste et où l'on donna priorité au capital étranger ; de 1968 à 1979, période caractérisée par une industrie d'exportation basée sur la composante travail et à partir de 1979, une industrie exportatrice à forte composante technique et de capital. La production s'orienta vers les machines-outils, l'imprimerie, l'électronique, les ordinateurs, les appareils de télévision et de radio, les équipements de télécommunication. En même temps s'accroissaient les activités portuaires et aéroportuaires, les chantiers navals, les transports et les assurances.

[78]

Malgré un développement spectaculaire, qui vit les exportations se multiplier par 12 entre 1960 et 1980 (avec une partie importante de réexportations), le pays connût plusieurs récessions, notamment en 1985 et 1986, dues à une trop grande dépendance de techniques et de capital venant de l'extérieur. Il en résulta une politique d'austérité qui se porta en bonne partie sur un blocage des salaires. Les exportations se sont dirigées surtout vers les États-Unis et ensuite vers l'Asie et l'Union Européenne. Il faut dire que les deux guerres de Corée et du Vietnam donnèrent une sérieuse impulsion aux activités économiques de Singapour. A partir des années 80, les surplus produits par les exportations devinrent très importants.

Le mouvement ouvrier fort actif entre 1960 et 1968, fut d'abord réprimé et ensuite absorbé dans une institution de gestion d'État. Il y eut des périodes de chômage : 2% en 1957 et 66% en 1966. A partir de 1980, la main d'œuvre se mit à manquer, en partie suite aux politiques démographiques des décennies précédentes et en 1984, il y avait déjà 150.000 travailleurs étrangers [LindaLow, 1990, 915], Les salaires augmentèrent à partir de 1972, limant progressivement certains des avantages relatifs antérieurs et en 1988, il y eut une réévaluation de la monnaie [LindaLow, 1990,915-917],

3. *Le rôle de l'État*

La comparaison entre les politiques suivies par les quatre pays concernés permet de dégager, au sein des différences, quelques lignes de fond. Il est d'autant plus important de les souligner qu'une certaine relecture des faits semble impliquer que seules les lois du marché ont présidé au développement économique des quatre dragons, alors qu'en réalité, dans une moindre mesure à Hong Kong au moins au départ, l'État a joué un rôle considérable. Dans le Bulletin de la Banque Asiatique de Développement, le Professeur George Rosen économiste de l'Université d'Illinois, déclare que « *le grand succès des programmes d'industrialisation de Singapour, de la République de Corée et de Taïpeh-Chine, dans les années 1970 et 1980 constitue un argument puissant en faveur d'un rôle actif du gouvernement dans le développement* » [Banque Asiatique de Développement, 1992, 5], Parmi les grands principes suivis on peut noter les suivants : (1) des interventions directes et indirectes dans le développement industriel ; (2) l'établissement de tarifs de protection vis-à-vis des marchés extérieurs, surtout durant la période du développement d'industries de substitution ; (3) la promotion à l'exportation, par des mesures fiscales, de crédit et d'investissement dans *la [79] recherche et le développement*, (4) un encouragement aux investissements extérieurs par le biais de mesures fiscales, tant que l'accumulation locale n'était pas suffisante ; (5) d'importants financements des infrastructures, de la formation scolaire et de politiques sociales (habitat par exemple) et (6) une action constante sur le marché du travail, par une répression du mouvement syndical.

À cela il faut ajouter durant la période du décollage, de puissantes aides extérieures provenant des États-Unis, équivalentes à une sorte de plan Marshall et dont les aspects géo-politiques, liés à la guerre froide n'étaient point absents. Par ailleurs, jusqu'à la fin des années 70, le marché américain était resté ouvert et ce n'est que progressivement qu'il s'est protégé vis-à-vis des exportations asiatiques.

Afin de concrétiser ces observations, nous allons à nouveau parcourir rapidement les quatre pays concernés.

1) *La Corée du Sud*

La Corée du Sud est le pays où l'État a joué le rôle le plus déterminant dans les diverses étapes du développement économique. Il fut de deux ordres. D'abord une intervention organisée pour synchroniser les activités économiques sous la direction de l'État et ensuite créer les conditions financières favorables aux activités ciblées. À cet effet deux mécanismes furent utilisés à partir du moment où l'on s'orienta vers les exportations : d'une part la fixation par les firmes, avec approbation de l'État, des objectifs des exportations et ensuite réunion mensuelle pour la promotion du commerce extérieur, sous la responsabilité directe du Président de la République [Alexander Irwan, 1989,410].

On peut suivre Alice Amsden dans son ouvrage : *Asia's next Giant*, lorsqu'elle résume de la manière suivante les orientations de l'État coréen au travers des deux grandes périodes de son intervention. L'État a toujours été fort. Il contrôle les institutions financières et le mouvement des capitaux. Il intervient dans la structure industrielle et sur les prix. Il décide les politiques économiques et les *chaebols* (les grands consortiums) exécutent [Alice Amsden, cité par John Lie, 1991,67]. Mais il faut quelque peu préciser tout cela.

Sous la présidence de Singman Rhee, après la guerre de Corée et jusqu'en 1961, la politique industrielle est basée sur les petites et moyennes entreprises, qui reconstruisent le pays et sur quelques grands qui commencent à poindre. La bureaucratie d'État fut étroitement mêlée à l'activité économique. Il en résulta un [80] haut niveau de corruption. Les nombreux scandales qui éclatèrent alors, servirent de détonateur à une opposition, où les Églises chrétiennes, protestantes en particulier, jouèrent un rôle important.

Avec le coup d'État du général Park, en 1961, c'est une nouvelle étape qui se dessine. On mise d'abord sur les industries de substitution aux importations. Les entrepreneurs corrompus sont emprisonnés, mais ils sont libérés à condition d'entrer dans les vues de l'État et d'investir dans ce type d'industries [Alexander Irwan, 1989, 410] . Une politique de protection est entamée. En 1970, sur 1.312 produits de base, 524 sont

soumis à des mesures de restriction et 73 sont interdits à l'importation [Peter Nolan, 1989,58],

La méthode du président Park n'est pas de promouvoir des industries d'État, mais d'agir indirectement sur le processus de production. Il essaye de détruire les obstacles à une politique d'exportation formés par la bureaucratie du régime précédent. Ainsi, il fait diminuer les coûts de certains services pour les exportateurs, instaure une réduction de 50% des impôts directs sur les gains d'exportation, accélère les amortissements, accorde un accès privilégié au crédit à court ou à moyen terme, exempte ou diminue la taxe à l'importation de biens et de capitaux nécessaires à ce type de production, exempte des impôts indirects les biens intermédiaires [Peter Nolan, 1989, 58]. Ce faisant, il avantage nettement les grandes entreprises multisectorielles (chaebol). Entre 1962 et 1970, les taux d'intérêts sont fixés à 6,9%, alors que l'inflation se chiffre à 12,57% et que les intérêts au marché libre s'élèvent à 49,8% [Alexander Irwan, 1989, 412]. Il n'hésite d'ailleurs pas à faire s'écrouler les entreprises qui n'entrent pas dans le modèle [Alexander Irwan, 1989, 411]. Plus récemment, le gouvernement instaura un Institut de Recherche, qui travaille sur la production aéronautique, les puces pour les mémoires d'ordinateurs et certaines hautes technologies [Michèle Schmiedgelow, 1989,29].

L'aide extérieure a été aussi très importante. Dans les années 1950 et au début des années 1960, celle en provenance des États-Unis couvrait 50% des revenus du gouvernement. Entre 1945 et 1978, la Corée du Sud reçoit de cette dernière source plus de 6 milliards de dollars, soit pratiquement l'équivalent du total de l'aide aux pays africains pendant la même période [C. Hamilton, 1983, 53-54], Les 80% des exportations sont financées par les États-Unis [Walden Bello et Stéphanie Rosenfeld, 434], La formation à l'extérieur d'ingénieurs et de managers se fait avec l'aide de l'État.

[81]

Il faut y ajouter le rôle de la guerre du Vietnam. En 1967, celle-ci contribua pour 4% au GNP et s'inscrivit pour 58,2% des exportations. Elle contribua nettement au décollage de la politique exportatrice et certains n'hésitèrent pas à parler de *life for sale* (de vies à vendre), les avantages économiques venant compenser la présence de 50.000 hommes aux côtés des Américains au Vietnam [John Lie, 1991,71].

Une telle politique économique s'accompagne d'une dictature militaire, qui prit des formes diverses, mais qui se légitima par son efficacité économique. C'est aussi l'État qui déterminait la législation du travail. Il fallait maintenir les salaires bas, pour que l'accumulation primitive se réalise rapidement. La répression et l'intimidation furent les armes les plus fréquemment utilisées. Aussi, en 1980, on ne comptait que 11% d'ouvriers syndiqués [Walden Bello et Stéphanie Rosenfeld, 435]. Les grèves, tout comme la pratique du *closed shop* étaient interdites. Alice Amsden, qui cependant est une admiratrice des résultats obtenus, n'hésite pas à dire que le responsable des relations de travail dans le secteur d'État était l'Agence Coréenne Centrale d'intelligence (KCIA) [Alice Amsden, in par W. Bello y S. Rosenfeld, 438].

En effet les salaires furent maintenus très bas pendant longtemps et les semaines de travail étaient très longues. Quant à la main d'oeuvre féminine, nombreuse dans le textile et l'électronique, elle était surexploitée. En 1980, alors que le minimum nécessaire était estimé à 270.000 wons pour une famille de 5 personnes, 31% des ouvriers gagnaient moins de 70.000 wons, 56% moins de 100.000 et 86% moins de 200.000 [Alice Amsden, in W. Bello y S. Rosenfeld, 439].

Et cependant il y eut des grèves, sans parler des nombreuses manifestations d'étudiants. On en releva en 1961, 1975, 1977, 1980. L'année 1984 fut celle d'une répression violente. En 1987 une grève importante aboutit à un relèvement de 20% des salaires. Entre 1987 et 1990, il y eut 7.000 grèves, soit 6,5 par jour. L'opposition politique qui contribua aussi à des changements sociaux, commença du temps du président Singman Rhee. Elle fut surtout menée par les étudiants et aboutit entre autres à favoriser le développement d'une bourgeoisie nationale.

En 1987, les manifestations réclamaient surtout la démocratie et elles rassemblèrent de nombreux éléments des classes moyennes, auxquelles se joignit la majorité de la bourgeoisie nationale, désireuse d'assurer la stabilité de l'accumulation et consciente que plus de démocratie en était la condition. Les [82] syndicats réclamaient des augmentations de salaires et des journées de travail moins longues. Les paysans, menés par deux organisations chrétiennes, l'une protestante et l'autre catholique, demandaient une suppression de leurs dettes, la cessation des importations de produits agricoles à bon marché,

l'expropriation des propriétaires absents. Tout cela aboutit en 1987, à la formation du Mouvement pour la Démocratisation et l'Unification [Alexander Irwan, 1989,425-426].

Toutes ces luttes et les victimes qui en ont résulté, relativisent la *trickle down theory*, chère notamment à la Banque Asiatique de Développement et selon laquelle si les riches s'enrichissent, il en retombera bien un jour quelque chose sur les pauvres. Loin d'être un processus quasi naturel, la dialectique est bien différente. Les acquis relatifs des classes populaires furent le fruit de durs combats sociaux.

2) *Taiwan*

Le processus à Taiwan est quelque peu différent, mais assez parallèle. Les mécanismes que l'on peut relever dans la pratique de l'État, sont en résumé les suivants.

1. Avantages aux investissements étrangers qui s'orientent vers les secteurs définis par l'État.
2. Encouragements aux capitaux domestiques pour les mêmes secteurs, par des diminutions d'impôts et des avantages sur les amortissements.
3. Investissements d'État dans les secteurs prioritaires : raffineries de pétrole, aluminium, engrais chimiques, acier, métaux non-ferreux. En 1970, cela représentait 23% de la production industrielle et 31% de la formation du capital fixe [Peter Nolan, 1989, 56].
4. Protection de certains secteurs par le biais de taxes. Début des années 1970, cela portait sur 30% des produits manufacturés. À la moitié de cette décennie, 500 produits étaient contrôlés de cette manière. On imposa aussi un pourcentage de composants locaux pour certains produits importés. De nombreux items (vêtements par exemple) furent bannis de l'importation, quand ils étaient en provenance de concurrents immédiats : Corée du Sud, Japon, Hong Kong.

5. Promotion de l'exportation, par le crédit accordé à des intérêts très bas par la Banque de Taiwan, exemption de la taxe sur le revenu pour les exportateurs (équivalent à 2% de la valeur des exportations), assurances payées par l'État, subsides de l'État aux industries mettant de nouveaux produits sur les marchés extérieurs [Peter Nolan, 1989, 58].

L'aide étrangère joua un rôle important dans la première phase de l'accumulation. Ainsi, entre 1951 et 1965, celle des États-Unis s'éleva à 1.465,4 millions de dollars et finança 26% de la formation du capital.

À Taiwan également la législation du travail fut adaptée à la politique économique. Jusqu'à la fin des années 1980, la loi martiale interdisait automatiquement toute grève et toute négociation collective de travail. Les syndicats étaient contrôlés par le parti au pouvoir, le Kuomitang [Peter Nolan, 1989, 56]. Cela permit pendant longtemps de maintenir de bas salaires et de longues journées de travail.

3) *Hong Kong*

L'État à Hong Kong intervint moins directement dans l'économie. Par contre la politique britannique du Welfare State d'après la seconde guerre mondiale, semble avoir exercé une certaine influence sur les mesures prises dans la colonie. L'administration coloniale se concentra surtout sur la création d'un climat favorable à l'expansion économique. Peu à peu cependant les interventions devinrent plus précises et directes, surtout après le début des années 1980.

Les mécanismes furent assez classiques : la protection de secteurs déterminés par l'État, l'encouragement aux capitaux extérieurs dans des secteurs définis, la sous-évaluation de la monnaie, le contrôle sévère du crédit et de gros investissements dans les infrastructures (de moins de 10% du revenu domestique brut au début des années 50 à 18/19% au début des années 1980). C'est à la fin de cette décennie que les interventions se firent plus insistantes, face à la concurrence des autres PNI et à la politique protectionniste des États-Unis. L'État investit surtout dans *la recherche et développement*, notamment par le biais du *Hong Kong Productivity Council*, l'installation d'un Centre de micro-

chips et d'un laboratoire de communication digitale. L'État finance aussi des consultations parmi les entreprises à succès, afin d'étudier les nouvelles technologies et il apporte un appui aux services [Michèle Schmiedgelow, 1989, 56].

[84]

Contrairement aux autres PNI, Hong Kong n'utilisa pas en premier lieu la réévaluation de sa monnaie, comme mécanisme de réponse aux pressions extérieures, mais bien la liaison du dollar de Hong Kong avec le dollar américain.

La répression sur les travailleurs n'a pas été aussi forte que dans les autres PNI, en grande partie parce que dans la première période, le marché du travail a pu compter sur un afflux constant de réfugiés de la Chine continentale, qui offraient une main d'œuvre non-syndiquée, docile et travailleuse. Les lois syndicales étaient formulées de façon telle que peu de travailleurs pouvaient réellement se syndiquer. Cela n'empêcha pas certains mouvements de protestation de se produire, qui eurent pour conséquence une élévation du niveau des salaires à partir des années 1980.

L'activité politique fut très réduite entre les années 1952 et 1980, du fait de la situation coloniale. Les négociations avec la Chine pour le retour de Hong Kong à la mère patrie en 1997, causèrent certaines malaises, mais après l'accord de 1984, accordant des privilèges économiques et politiques à la ville, un regain d'activités économiques et notamment de la construction, se produisit.

4) Singapour

À Singapour, la politique gouvernementale fut très active sur le plan économique, dès le premier plan d'industrialisation de 1961. Elle se caractérisa par les mesures suivantes : la protection d'industries choisies, notamment en 1967 et en 1980, dates-clés des différents choix de développement économique, par des mesures fiscales et de crédit, par la promotion des exportations et du tourisme, par des avantages donnés aux investissements de certaines multinationales, par des investissements importants de l'État dans les télécommunications, dans l'ensemble des infrastructures et dans l'éducation, en subsidiant en

particulier la formation de techniciens et enfin par une politique salariale concertées avec les industries à haute valeur ajoutée [Peter Nolan, 1989, 56], Plus récemment, le gouvernement finança le développement de nouveaux produits en encourageant les secteurs de haute technologie et les activités à haute intensité de capital et accorda aussi une assistance aux petites et moyennes entreprises [Linda Low, 1990,916].

Sur le plan du travail, après une courte période d'activités syndicales intenses et de nombreuses grèves, les organisations ouvrières furent enfermées dans un cadre juridique très serré, qui à la fois les intégrait dans le mécanisme des décisions pour la fixation des salaires, mais en même temps limitait considérablement leur marge de manœuvre. Ce fut la fin de leur belligérance et le début de mesures répressives [85] contre les éléments les plus actifs du mouvement ouvrier, y compris celui lié aux Églises chrétiennes. Le Parti Communiste fut déclaré hors la loi.

En 1968, une législation du travail fut édictée, qui donnait une grande flexibilité aux entrepreneurs pour l'engagement ou le licenciement des travailleurs [US Department of States, cité par Michèle Schmiedgelow, 1989, 26]. Jointe à l'immigration importante qui suivit l'après-guerre, cette législation permit de conserver de bas salaires pendant de nombreuses années. Les périodes de récessions furent accompagnées par des mesures d'austérité qui touchèrent particulièrement les travailleurs.

4. Le facteur culturel

Certains se sont demandés si le facteur culturel et particulièrement l'influence du confucianisme n'avait pas joué un rôle central sur le développement des PNI asiatiques. La coïncidence géographique entre ces régions et la zone de pénétration de la culture confucéenne fit naître l'hypothèse d'une relation de cause à effet. Un auteur tel que Peter Burger, le sociologue américain, privilégie à ce point le rôle de la culture dans les processus sociaux qu'il n'hésite pas à dire que le modèle des quatre dragons est inexportable, en fonction de ses liens avec l'éthique confucéenne [Peter Burger, cité par Tu Wei-ming, 1990,59].

Il est évidemment indéniable que le confucianisme soit le système culturel prédominant en Asie de l'Est. Il faut donc s'interroger sur les contenus qui pourraient influencer les comportements économiques et politiques des populations.

Deux principes fondamentaux orientent la pensée confucéenne. Le premier est l'idée que l'individu fait partie d'un ensemble et que ce dernier a la prédominance [Yoo Tae Gun, 1992, 5-23]. Le second est le principe hiérarchique du père sur le fils, de l'homme sur la femme, du supérieur sur l'inférieur, dans le cadre d'ailleurs de la distinction traditionnelle chinoise entre le yin et le yan, deux éléments subordonnés, mais nécessairement complémentaires.

Il est évident que ces principes peuvent avoir un effet sur le comportement économique et sur l'éthique du travail, tout comme le puritanisme d'ailleurs, bien décrit par Max Weber. Mais encore faut-il vérifier cela empiriquement. En effet, comme partout ailleurs, il y a plusieurs manières de vivre le confucianisme, celle des classes élevées (confucianisme des élites) ou celle du peuple, avec les syncrétismes de toute philosophie ou religion populaire.

[86]

Traduit dans le concret ces principes débouchent sur les valeurs suivantes : stabilité familiale ; solidarité de groupe et effort consensuel ; épargne et éthique du travail ; réciprocité entre tenants du pouvoir et administrés, transformant une relation de pouvoir en communauté morale, mais qui fonde aussi un esprit de protestation en cas de rupture. Il faut néanmoins signaler que cela peut favoriser la gérontocratie, l'autoritarisme et la domination masculine [Tu Weiming, 1990,67].

Cependant, il semble bien qu'il faille adopter une position plus dialectique. Tout d'abord, le confucianisme est né dans une société déterminée et les valeurs qu'il propose sont en liaison avec une situation historique qu'il faut connaître pour en expliquer les logiques. Mais cela concerne surtout le passé. Ensuite, il faut se demander si d'autres facteurs ne sont pas intervenus pour orienter les valeurs culturelles. C'est le cas, par exemple, de la longue tradition mercantile des Chinois.

Enfin, il est évident que dans la période contemporaine, les comportements économiques ne peuvent pas être expliqués uniquement

par une référence au passé, en privilégiant un élément culturel. La logique de l'accumulation capitaliste et les comportements qu'elle induit se retrouvent dans l'ensemble du monde aujourd'hui. Une telle logique contredit certains aspects des valeurs confucéennes, comme nous avons pu le constater tout au cours de cet exposé, mais elle les utilise aussi, quand elles peuvent servir. Il suffit de se référer aux discours de certains dirigeants politiques, notamment à Singapour. Le capitalisme est un phénomène d'origine allogène, mais il reçut en Asie de l'Est une réponse spécifique inscrite dans la culture et donc aussi dans le confucianisme. Ce dernier fut un élément important de la réponse locale, mais éventuellement substituable par d'autres systèmes de valeur dans d'autres sociétés. Cependant, son rôle montre bien que l'on ne peut poser le problème de la *modernisation* exclusivement en termes occidentaux.

5. Les PNI d'Asie, modèles pour le développement du Sud ?

Pour arriver à se faire un jugement sur cette question, il est nécessaire de procéder en deux étapes ; d'abord analyser brièvement le type de développement qu'ils présentent et ensuite poser la question du modèle pour le Sud.

1) La formule de développement adoptée par les PNI asiatiques et sa crise actuelle

Selon Peter Nolan [Peter Nolan, 1989, 59-61], l'expérience des PNI asiatiques montre que le capitalisme est un puissant moteur de croissance économique, ce qui, [87] dit-il, correspond avec l'analyse du marxisme classique. Mais il ajoute que le pur marché libre du capitalisme du laissez-faire est une illusion, car le développement des PNI a été caractérisé par une forte intervention de l'État et, l'on peut y ajouter, par une aide extérieure considérable, due à des considérations d'ordre géopolitique. Il s'est agi en fait d'un État non-dogmatique, s'adaptant aux circonstances de manière bien plus souple que dans les pays socialistes, mais qui n'évita point l'écueil de l'autoritarisme. C'est

le pragmatisme qui guida la politique [Michèle Schmiedgelow, 1989, 11-12],

Cependant de tels jugements, adéquats sur le plan de l'observation, ne soulignent pas suffisamment que les objectifs économiques et le pragmatisme politique étaient au service d'un projet de développement inspiré exclusivement des logiques de l'accumulation capitaliste, c'est-à-dire lié à des objectifs à relativement court terme, à une conception de l'homme comme moyen de production et à la soumission de toutes les décisions à la croissance économique au sens strict. Sur cette base, la formule fut un succès. Cependant, en utilisant la même logique fondamentale, on peut constater avec Walden Bello et Stéphanie Rosenfeld [W. Bello y S. Rosenfeld, 431-461], que le système est entré en crise à partir des années 1980 et que la nouvelle phase d'adaptation n'a pas trouvé sa solution. En voici les composantes principales.

1. Un nouvel environnement international a été créé par la politique protectionniste des États-Unis et de l'Union Européenne. Il est donc devenu plus difficile d'exporter, d'où une recherche de nouveaux débouchés ailleurs, dans les anciens pays socialistes, en Amérique centrale et du Sud.
2. On assiste à une fuite de capitaux à la recherche de régions à bas salaires. Ces derniers tendent en effet à augmenter. A titre d'exemple, en 1989, le salaire horaire dans le textile était à Taiwan de 3,56 dollars, en Corée du Sud, de 2,87, en Chine de 0,40 et en Indonésie de 0,23. Cela va de pair d'ailleurs avec l'importation d'une main d'œuvre étrangère. Par ailleurs, au lieu de s'investir dans la haute technologie, les capitaux préfèrent des investissements spéculatifs. La *recherche et le développement* n'atteint pas les niveaux des autres pays industriels. Il faut ajouter une fuite des cerveaux : à Taiwan, sur les 7.000 étudiants à l'extérieur chaque année, seuls 1.600 reviennent au pays. On estime que des 10.000 doctorants aux États-Unis, 85% sont restés dans ce pays.

[88]

3. La dépendance des composants en provenance de l'extérieur pour les fabrications de techniques avancées (télévision,

ordinateurs, voitures) est très élevée : de 30 à 85%, en majorité du Japon et des États-Unis.

4. La classe ouvrière est devenue revendicative et n'hésite plus à recourir à la grève. En même temps, la crise sociale s'aggrave, avec une accentuation des différences sociales et même de la pauvreté : 30% à Singapour ; 60% des habitants de Séoul vivent dans des logements insalubres
5. L'agriculture se trouve en difficulté et le secteur non-rizicole s'écroule sous les importations de produits agricoles à meilleur marché des États-Unis.
6. Une impasse écologique a été créée. À Séoul, 67% des pluies possèdent le plus haut degré de dioxyde sulfurique du monde. Une grande partie de l'eau n'est plus potable dans le pays et il faudra, entre 1990 et 1996, consacrer 5 milliards de dollars pour rétablir une situation normale. A Taiwan, 20% des terres agricoles sont polluées par les déchets industriels et 30% du riz est contaminé.

Il apparaît donc bien, selon cette analyse, que la crise soit sérieuse. Les mêmes auteurs proposent des solutions. Ils estiment qu'il faudrait réorienter complètement la politique économique, en la centrant sur le marché domestique, qui devrait être stimulé par une augmentation des salaires, une recomposition de l'agriculture et une lutte contre les dégradations écologiques. Il s'agirait aussi de revoir la politique exportatrice et de se concentrer sur des secteurs spécifiques, notamment l'exportation de biens intermédiaires et celle de produits moins sophistiqués (dans le domaine de l'informatique par exemple), vers les pays en développement. Des associations régionales avec les autres pays d'Asie pourraient déboucher sur une division des tâches. Enfin, aspect essentiel selon Walden Bello et Stéphanie Rosenfeld, seul l'établissement d'une véritable démocratie pourra faire sortir ces pays de la crise.

2) Modèle de développement pour le Sud ?

Les PNI sont montés en épingle par les grandes institutions financières internationales. « *En Asie, en Afrique et en Amérique latine, le FMI et la Banque Mondiale gèrent actuellement plus de 30 prêts d'ajustement structurel qui, en partie au moins, sont destinés à créer les conditions d'un passage couronné de succès à la 'niccité'* » [W. Bello y S. Rosenfeld, 431-461].

[89]

Sans doute, affirment W. Bello et S. Rosenfeld, peut-on tirer des leçons utiles de l'expérience des PNI asiatiques, mais pas dans le sens indiqué par la Banque Mondiale et le FMI, c'est-à-dire de créer une industrie d'exportation vers les pays industrialisés, au prix d'énormes sacrifices internes. Voici ce que selon les mêmes auteurs, on peut apprendre de leur expérience.

1. C'est d'abord l'importance des réformes agraires. Elles ont joué un rôle clé à Taiwan et en Corée du Sud, en éliminant une classe oligarchique et réactionnaire et en libérant des ressources pour le développement.
2. C'est ensuite le rôle de l'État, comme agent de développement économique, à condition de s'assurer une certaine autonomie vis-à-vis des intérêts économiques particuliers.
3. C'est enfin la nécessité d'un processus démocratique. Certains, comme Samuel Huntington, affirment que le développement ne peut se réaliser que par des élites autoritaires [Samuel Huntington, cité par Walden Bello et Stéphanie Rosenfeld, 460]. Cependant disent les auteurs précités, aussi bien dans les PNI que dans les pays de l'Est européen, « *les coûts se sont accumulés, principalement sous la forme d'un sentiment d'aliénation parmi les travailleurs et d'autres groupes sociaux, qui avaient l'impression d'être renversés par la locomotive de la croissance rapide qu'ils n'avaient pas le pouvoir d'arrêter. Les destructions de l'environnement aussi bien dans les PNI qu'en Europe de l'Est, furent en partie le produit d'un développement autoritaire, car il n'y avait pas de canaux capables de répercuter les réactions des bases concernant l'incidence écologique des diverses politiques* » [Walden Bello y Stéphanie Rosenfeld, 460].

4. Nous y ajouterons une quatrième dimension, qui est celle de la définition même du développement. En effet, ce dernier ne peut être considéré comme l'équivalent de la simple croissance économique, ce qui sous-tend presque tous les écrits admiratifs des succès des PNI. Il ne suffit pas non plus qu'il intègre la lutte contre la pauvreté, comme le font aujourd'hui la Banque Mondiale ou la Banque Asiatique de Développement, essayant d'éteindre l'incendie qu'elles ont elles-mêmes allumé. La préoccupation d'une meilleure répartition des biens matériels et culturels, tout comme celle de l'épanouissement des personnes sont des éléments constitutifs du développement. Leur prise en compte aura également pour effet de critiquer la fausse modernisation qui accompagne le développement capitaliste.

[90]

Il est donc clair que le modèle des PNI asiatiques ne peut servir que de référence critique aux pays du Sud. Même à l'intérieur de la logique qui fut la leur, seule une minorité pourrait suivre cette voie. Le prix social et politique que ces derniers devront payer, risque d'être lourd, comme en témoignent le cas chilien ou les récents troubles en Thaïlande. Plutôt qu'une croissance économique basée sur l'exportation, c'est un développement autocentré qui devrait être poursuivi, avec l'encouragement de l'État. Quant aux formes démocratiques, tellement prônées par le discours occidental actuel, l'expérience montre qu'elles ne sont certainement pas le fruit automatique du néolibéralisme économique. La lutte contre la pauvreté, pour sa part, s'avère un palliatif, tant que l'intégration à l'intérieur d'un ordre économique mondial dominé par les intérêts occidentaux, oriente les décisions et tant que le poids des *réajustements structurels* pèsera surtout sur les classes subalternes, accroissant par le fait même les distances sociales.

[91]

Le défi de la mondialisation pour le Sud

Chapitre VI

LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE LA CRISE DU SOCIALISME ET LES ALTERNATIVES AU CAPITALISME ⁶

[Retour à la table des matières](#)

Crise du socialisme et alternatives au capitalisme sont deux réalités que confrontent les sociétés du Sud au plus profond de leur existence. Elles ont assisté en spectatrices à la chute du socialisme historique dans l'Est européen. Elles subissent plus que jamais les effets de la victoire du *marché total*. Les modèles qui inspiraient plus ou moins profondément les mouvements sociaux du *tiers-monde* se sont écroulés. L'ouverture au marché de sociétés qui se veulent toujours socialistes, débouche sur des contradictions plus ou moins accentuées entre les pratiques économiques, leurs conséquences sociales et le discours normatif du pouvoir politique.

Le contrepoids qui existait sur le plan international à l'impérialisme débridé a disparu. La majorité des organisations internationales (Conseil de Sécurité notamment) est instrumentalisée par les puissances économiques mondiales. Les regroupements régionaux sont mis au service de la logique capitaliste. Quant aux organisations financières

⁶ Editorial d'*Alternatives Sud*, vol. I (1994), n° 4.

internationales (FMI, Banque Mondiale, Organisation Internationale du Commerce), elles sont aujourd'hui les outils privilégiés de la mondialisation du marché dans la perspective néo-libérale.

Tout cela apparaît à une grande part de l'opinion occidentale comme allant de soi. C'est la voie logique, rationnelle, mieux encore morale, puisqu'elle s'accompagne des hymnes à la démocratie, à la liberté, à la défense des droits de l'homme. La distinction entre un capitalisme sauvage, dont il faut évidemment condamner les abus et une économie de marché, qui sous sa forme dite *rhénane*, mériterait au capitalisme la qualification de *civilisé*, s'introduit même au sein de l'éthique sociale des instances religieuses.

[92]

I. Le néo-libéralisme dans le Sud

[Retour à la table des matières](#)

Dans le Sud, les milieux populaires subissent plus que jamais l'impact de la victoire du *marché total* et ils appréhendent la catastrophe qu'elle signifie. Or, c'est la même logique économique mercantile qui préside aux décisions économiques, celle qui au Nord, comme au Sud, pousse à la dérégulation des marchés, à la disparition des protections sociales et légales des groupes les plus faibles, à l'introduction de la rentabilité comme critère universel d'organisation sociale. Qui plus est, ce sont souvent les mêmes acteurs économiques, entreprises transnationales, banques ou compagnies d'assurance, qui agissent de manière *civilisée* au Nord et *sauvage* au Sud.

Certes, les inégalités sociales ou les injustices humaines ne datent pas de l'introduction du capitalisme. Il ne fait pas de doute que l'histoire de chaque société modèle les structures sociales de ces dernières et la manière dont elles s'articulent avec la mondialisation économique contemporaine. Ainsi, les groupes dominants traditionnels ont eu généralement plus facile que les autres à s'intégrer dans les structures nouvelles.

Dans le Tamilnadu en Inde, les Brahmanes contrôlent le système bancaire et les moyens de communication de masse, tandis que dans le

Nord, les anciennes familles marchandes d'origine persane, les Birla et les Tata, sont devenus les grands capitaines de l'industrie. En Amérique centrale, ce sont des familles d'éleveurs latifundistes de l'époque coloniale, qui ont formé le noyau de la nouvelle bourgeoisie compradore (intermédiaire avec les intérêts étrangers). Au Rwanda, les Tutsis ont un moment joui des bonnes grâces du pouvoir colonial et sont entrés ainsi, moins dans un rapport économique que dans un rapport politique, à l'intérieur du nouveau système de pouvoir.

Ce ne fut point un mécanisme automatique, car la lutte sociale entre les anciennes oligarchies et les nouvelles bourgeoisies se manifeste encore aujourd'hui.

Les réformes agraires destinées à faire de la terre un capital et donc de mettre au cœur de leur appropriation le concept de rentabilité, sont toujours aussi combattues par les anciennes élites dont le statut était construit sur l'extension des terres, plutôt que sur leur productivité. C'est le cas au Brésil ou en Colombie, avec les grands propriétaires terriens qui font échec aux législations terriennes. Au Pakistan le même phénomène permet d'expliquer les luttes politiques pour la domination de l'État. Aux Philippines, les producteurs de sucre de l'île de Negros, préfèrent garder [93] leurs terres en jachère, avec des péons qui crèvent de faim, plutôt que de vendre la moindre parcelle.

Inévitablement, le Sud est entré dans l'ère du capitalisme mondial, même si des régions entières de l'Afrique, de l'Amérique latine et même de l'Asie, ne se caractérisent pas par un rapport direct capital/travail englobant l'ensemble de la population travaillante. C'est indirectement que cette dernière est intégrée dans le système. On pourrait même dire qu'il y a bien peu de chance que cette *armée de réserve*, selon l'expression de Marx, passe un jour dans *l'active*. En effet, à part les lieux de délocalisation industrielle ou de services, le processus actuel de l'accumulation capitaliste ne conduit pas à son insertion dans la production.

D'une part le progrès technique et l'accroissement concomitant des forces productives font du capital constant un élément croissant du processus de production et exigent la concentration. De l'autre, les mécanismes indirects de l'extraction d'une plus-value se multiplient : impôts sur la consommation et non sur la propriété, diminution des dépenses sociales des États destinée entre autres à mieux assurer le

service de la dette, contrôle extérieur des prix des matières premières et des produits agricoles d'exportation.

Tout en manifestant les signes d'une *transition*, où le travail est soumis au capital de manière formelle et non réelle, c'est-à-dire indirecte, une telle situation contredit le concept lui-même. Elle n'apparaît pas transitoire, sinon permanente. La population du secteur appelé parfois informel n'est donc pas non plus une *armée de réserve*, même si certaines de ses fonctions sont semblables : peser sur le coût de la force de travail, rendre l'organisation des travailleurs plus compliquée, forcer la grande masse à entrer dans des stratégies de survie qui favorisent l'individualisme.

Le projet néo-libéral, tel qu'il se répand aujourd'hui dans le Sud, non seulement ne résout point le problème de l'emploi, sauf pour une minorité, mais il oriente les productions vers l'extérieur, plutôt que vers les besoins immédiats et par l'ouverture des marchés, il anéantit une part importante des efforts productifs locaux. Il accentue les distances sociales entre un petit nombre de riches et une immense pauvreté. Il bloque et même diminue la satisfaction des besoins sociaux, surtout dans le domaine de l'éducation et de la santé. Bref, il produit l'exclusion sur une échelle gigantesque.

[94]

II. Le marché, un rapport social

[Retour à la table des matières](#)

Il est en effet important de se rappeler que le marché est un rapport social et qu'il n'est pas la simple rencontre de partenaires égaux. La logique capitaliste elle-même exige que le fort gagne et qu'il s'engage dans un processus à la fois de croissance exclusive des autres et extracteur de plus-value. Certains, dans la ligne d'un capitalisme utopique ou messianique, prétendent que l'accroissement des forces productives, c'est-à-dire les découvertes scientifiques et leurs applications techniques, parviendront à résoudre un jour les problèmes de l'humanité. Si l'on a été capable d'envoyer un homme sur la lune et un robot explorateur de la planète Mars, pourquoi la révolution verte ne résoudrait-elle pas le problème de la faim ?

Pourquoi n'arrivera-t-on pas à vaincre la mortalité infantile et à rendre l'éducation universelle en utilisant les satellites ?

C'est oublier précisément l'existence des rapports sociaux. Aucun changement dans l'état des forces productives ne s'est réalisé dans un vide social. L'histoire de l'humanité est celle des efforts des groupes élitiques pour s'appropriier les bénéfices des améliorations matérielles. A dire vrai, rien de plus efficace n'a été inventé jusqu'ici à cet effet, que le système capitaliste. C'est une réussite spectaculaire. Mais quel en a été le coût humain ?

III. Le coût humain du capitalisme

[Retour à la table des matières](#)

Aucun système social n'a été aussi onéreux en vies humaines que le capitalisme et la mémoire de l'Occident est bien courte à ce sujet. Quel a été le prix de la conquête des Amériques ? On l'a rappelé à maintes reprises à l'occasion du 500^{ème} anniversaire. Se souvient-t-on de l'esclavage africain, qui outre une saignée de 40 à 60 millions d'individus, selon les estimations, a détruit des sociétés entières ou les a bloqué dans leur évolution ? Sait-on encore que la colonisation indienne a provoqué des millions de morts parmi les populations locales et que l'introduction du capitalisme occidental en Chine au 19^{ème} siècle a entraîné des dizaines de millions de victimes, entre la guerre de l'opium et la révolte de Tai Ping ? Il faut y ajouter les deux grandes guerres mondiales et les pénibles conséquences des décolonisations, sans parler des guerres contre l'anti-capitalisme, comme au Vietnam ou en Angola. Y opposer le nombre des victimes du socialisme soviétique n'est qu'une pauvre parade à cet égard.

Or, il ne s'agit pas seulement d'histoire. Aujourd'hui encore l'extermination de vies humaines se poursuit. C'est ce que Franz Hinkelammert souligne dans sa [95] contribution à ce cahier, lorsqu'il oppose la rationalité fragmentaire de la loi du marché et la rationalité reproductrice (de la nature et de la vie humaine), qui ne relève pas du calcul et n'entre donc pas dans la logique pure du capitalisme.

L'exemple du développement anarchique des mégapoles du Tiers-Monde est cité par Jorge Fuentes. São Paulo, qui fut durant un temps le

symbole du *miracle brésilien*, avec ses 17 millions d'habitants, ressemble plus à un prototype de l'échec de la modernité. Pollution constante, due au mélange de l'industrie et de l'habitat et à la dominance non-contrôlée de l'automobile ; destruction humaine des quelques deux cent mille sans abris, dont des milliers logent à même les trottoirs ; esthétique urbaine inexistante, à part quelques immeubles individuels, bref musée public de l'horreur ; richesses éclaboussantes côtoyant la misère abjecte ; appareil policier bien organisé pour contenir l'ensemble et vie politique dominée par la corruption. Mais la liste est longue, de Bombay à Bangkok, de Kinshasa au Caire, de Mexico à Lima, de Calcutta à Karachi, de Manille à Djakarta.

L'image de la coupe de champagne est peut-être la plus évocatrice des rapports sociaux capitalistes. Elle est basée sur les chiffres du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD). La coupe elle-même est constituée par les 20% les plus riches de la population mondiale qui absorbent 82.7% des revenus mondiaux.

Au fur et à mesure que l'on descend vers le pied, en prenant chaque fois les 20% suivants, le graphique s'amenuise, devenant filiforme. Les deuxièmes 20% reçoivent 11.7% des revenus ; les troisièmes, 2,3%, les quatrièmes, 1.9% et finalement les 20% les plus pauvres absorbent 1.4% des revenus mondiaux. Serait-ce l'effet d'un phénomène naturel ? Est-ce lié aux capacités individuelles des êtres humains ? A moins que ce soit dû au fait que certains travaillent et que les autres sont des paresseux ? Non, il s'agit bien de l'effet de rapports sociaux qui donnent aux uns des possibilités de consommation et d'accumulation, qui sont refusées aux autres.

IV. La résistance et les luttes sociales

[Retour à la table des matières](#)

Nous disions que l'histoire est faite de l'extraction de la plus-value par les élites, mais il faut immédiatement ajouter qu'elle est aussi constituée des luttes des groupes ou des classes sociales subalternes qui revendiquent leur droit à leur existence, leur dignité, leur capacité d'être des acteurs sociaux. D'où les innombrables révoltes, depuis

l'insurrection des esclaves jusqu'aux guerres de libération nationale, en passant par les révolutions sociales des temps modernes.

[96]

Bien des mouvements religieux ont été eux aussi des protestations sociales, comme ce fut le cas des messianismes de l'Asie de l'Est avant l'ère chrétienne, de ceux qui ont parsemé l'Europe au moment du passage du mode de production féodal à l'organisation mercantile, des messianismes brésiliens du début du 20^{ème} siècle lors de l'introduction du capitalisme agraire, des millénarismes et des Églises indépendantes africaines, surtout en Afrique du Sud.

Les grandes traditions religieuses elles-mêmes sont l'expression d'un sursaut de l'homme contre l'injustice sociale. Le bouddhisme détruit symboliquement la puissance discriminatoire des castes, en dissociant le salut, du passage obligatoire par la perfection brahmanique. Le prophétisme judaïque fut un rappel constant des droits des êtres humains contre les inégalités d'un pouvoir tributaire. L'identification de Jésus-Christ aux pauvres et aux opprimés, le mit en contradiction avec le triple pouvoir du Temple : économique, politique et religieux. Le prophète Mahomed revendiqua le droit des nomades contre les marchands.

Toute résistance sociale, pour être efficace, doit nécessairement s'appuyer sur une appréhension réaliste des rapports sociaux de chaque société. La nouveauté du capitalisme est d'avoir substitué dans son système de représentation du réel, les rapports effectifs par des rapports abstraits : le marché, le capital, l'accumulation. Il est beaucoup plus difficile de percevoir les mécanismes de son fonctionnement et de déterminer quels sont les groupes objectivement antagonistes. La mondialisation du processus ajoute un obstacle supplémentaire. D'où le besoin dans le Sud d'analyses pertinentes, liées à des mouvements sociaux capables d'accéder à la macro-dimension de la société.

V. La peur de l'Occident

[Retour à la table des matières](#)

Aujourd'hui l'Occident commence à s'inquiéter. Deux phénomènes sont obvia. Il y a d'abord la destruction de l'environnement. Les chiffres sont effrayants et plusieurs processus irréversibles. Dans certains domaines les ravages écologiques commencent même à obérer les taux d'accumulation. Jusqu'à présent la fuite en avant provoquée par les gains à court terme de la logique capitaliste avait réussi à voiler le phénomène. Il existait toujours quelque part en Malaisie, en Papouasie, au Guatemala ou en Amazonie, une forêt à exploiter. Il y avait moyen de délocaliser la pollution en envoyant les déchets en Amérique centrale ou en Afrique ou en implantant les usines polluantes aux Philippines ou à Porto Rico. Cela devient de plus en plus difficile.

[97]

Par ailleurs, la destruction de l'homme, autre fruit de la logique économique dominante, ne se fait plus aussi facilement non plus. Elle provoque des réactions sociales, comme à Chiapas, des drames humains, comme au Rwanda, des mouvements politico-religieux, comme en Algérie, des organisations populaires à large pouvoir de convocation politique, tel le Parti des Travailleurs au Brésil. Bref, face aux nombreux foyers de résistance, voire de troubles, dans le Sud, il n'est plus possible de rester aveugle. Aussi voit-on la Banque Mondiale accourir avec ses programmes de lutte contre la pauvreté. De nouveaux concepts de politique internationale apparaissent, comme le droit d'ingérence. Des organisations aussi généreuses que politiquement ambiguës occupent un des moyens de communication.

Alors que dans le cas des rapports à la nature, on est forcé de résoudre les problèmes réels, même si cela doit freiner la logique du profit, dans celui des rapports sociaux, le système capitaliste essaye de pallier à des effets, tout en conservant intacte la reproduction des mêmes rapports. Le néo-libéralisme triomphant se détruirait lui-même s'il adoptait une autre logique. Ira-t-il jusqu'à une autre forme d'anéantissement en préférant nier ses contradictions plutôt que d'abandonner sa logique ?

VI. La question des alternatives

[Retour à la table des matières](#)

Face à ces situations, il y a dans le Sud une double interrogation. Que signifie l'échec du socialisme de l'Est européen et quelles leçons en tirer ? Quel sens donner au messianisme du marché et à son imposition par les organisations financières internationales et par les États occidentaux ? Les deux réflexions débouchent sur la question des alternatives. Il est donc logique que le Sud s'interroge non seulement sur les solutions concrètes qui le concernent directement, mais aussi sur la globalité et qu'il interpelle le système mondial.

D'où les trois contributions de F. Hinkelammert, J. Fuentes et A. Vanaik. Les positions peuvent paraître radicales pour un lecteur occidental, mais elles répondent au caractère dramatique des situations. Tous tirent les leçons de la crise du socialisme historique et chacun réfute l'idée que le néo-libéralisme soit une alternative valable, même s'il se présente comme le *jugement dernier*. La gauche européenne est interpellée à ce sujet par Samir Amin. Elle n'a pas intégré dans sa réflexion et dans ses pratiques le rapport avec le Sud. Elle s'est laissé aveugler par les sirènes du *capitalisme humanisé*. C'est une de ses grandes faiblesses, mais aussi un défi pour l'avenir. Quelles sont les forces qui en Occident peuvent lutter contre le [98] *marché total* ? Quant à la critique du rapport de la Banque Mondiale concernant les infrastructures, publiée en fin de ce cahier, elle s'inscrit dans une prise de position d'un groupe d'organisations populaires d'Amérique latine.

La grande question reste évidemment celle des alternatives. S'il n'existe plus de *modèle*, est-ce à dire qu'il faille rejeter toute démarche théorique et tomber dans le pragmatisme fragmenté du postmodernisme ? Est-ce l'accumulation des *petites choses*, qui permettra au Sud de sortir de son marasme ? Faut-il pour autant rejeter toute action progressive ne signifiant pas la révolution totale ? Voilà les enjeux et des pistes sont tracées dans les diverses contributions publiées à la suite de cet éditorial.

Si Cuba reconnaît que la rigidité du modèle soviétique a été un des obstacles au développement de sa voie vers le socialisme, cela ne remet nullement en question l'indispensable refus des sociétés du Sud de la

dépendance vis-à-vis des économies dominantes du monde capitaliste. Cette dernière impose non seulement un modèle extraverti de développement économique, mais aussi des rapports sociaux internes qui à la fois renforcent les inégalités et l'identité d'intérêts des élites locales avec les pouvoirs extérieurs. Le premier principe de l'alternative est donc un développement auto-centré.

Même si une pensée cohérente n'est pas encore établie dans son ensemble, il existe une production intellectuelle croissante dans ce domaine, qui passe inévitablement d'abord par une critique du passé et du présent, mais qui débouche progressivement sur l'avenir. Or, pour une telle démarche, il est important d'être en référence concrète et permanente avec les sociétés du Sud. Sur le plan de l'action, il existe aussi des propositions alternatives concrètes. Voilà pourquoi nous reproduisons le document du Premier Congrès Latino-américain des Organisations Paysannes. Avec les autres prises de positions déjà publiées précédemment, celle du Forum de São Paulo (*Alternatives Sud*, n° 1) ou celle des Mouvements populaires de l'Asie (*Alternatives Sud*, n° 2), cet ensemble de propositions concrètes prouve qu'il est possible de faire autrement.

D'autres lieux d'espoir existent également, que ce soit l'Afrique du Sud avec Nelson Mandela ou le programme de gouvernement du Parti des Travailleurs au Brésil. Mais aucune solution ne s'imposera par elle-même. Partout il faudra faire face aux forces destructrices du système économique dominant et à son opposition à toute alternative et partout il faudra se défendre contre le simple pragmatisme qui s'avère la meilleure voie vers une récupération en dernière instance de tous les efforts de changement social.

[99]

Le défi de la mondialisation pour le Sud

Chapitre VII

L'INCIDENCE DE LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE SUR L'ÉTAT-NATION ⁷

L'État est une question centrale pour le développement des pays du Sud, mais elle se pose différemment selon les régions et les pays. On assiste aujourd'hui à des phénomènes contradictoires. D'une part, en Afrique surtout, l'État-Nation est difficile à se construire et à se consolider ou même il se trouve en pleine déliquescence et d'autre part il subit les assauts du néo-libéralisme, pour lequel l'État c'est l'ennemi. Il est donc nécessaire pour toute analyse de le remettre à la fois au sein de son contexte local et dans une perspective mondiale.

I. L'État-Nation et son contexte historique

[Retour à la table des matières](#)

L'État-Nation est né de la centralisation administrative exigée par la phase mercantile du capitalisme et renforcée par la nécessité d'adapter les formes politiques aux exigences des marchés dans la phase industrielle. La mondialisation contemporaine de l'économie a pour effet de réduire l'efficacité des États-Nations. Cela se manifeste de deux

⁷ Editorial d'*Alternatives Sud*, vol. II (1995), n° 2.

manières différentes. Tout d'abord les décisions économiques se prennent à des niveaux inaccessibles pour eux, alors que les régulations internationales ne sont guère organisées. Ensuite, le courant néo-libéral, aujourd'hui dominant, les dépouille de certaines fonctions et leur retire leurs moyens d'intervention par le biais des privatisations, des dérégulations, ou des Programmes d'Ajustements Structurels (PAS). C'est là le contexte international de leur existence.

En lui-même l'État est une institution résultant de rapports sociaux c'est-à-dire de groupes humains en interaction mutuelle pour la poursuite d'objectifs collectifs dans les champs économiques et politiques. D exerce un rôle dans leur reproduction ou leur transformation, en créant les conditions et les cadres juridiques nécessaires à cet effet. Il peut aussi engendrer des nouveaux rapports sociaux, ce qui fut le projet des États socialistes. Privatisations et dérégulations doivent donc être replacées dans le cadre théorique de la construction ou de la reproduction des rapports sociaux exigés par le modèle capitaliste d'accumulation.

[100]

Par ailleurs, le champ politique, dont l'État est l'acteur principal, apparaît aussi comme le lieu de la citoyenneté, c'est-à-dire de l'égalité entre les citoyens, ce qui est une autre dimension du problème. Elle peut être formelle ou réelle, mais de toute façon, l'État moderne en apparaît comme le garant. D'où les contradictions entre les inégalités sociales créées par le système économique et l'aspiration à la citoyenneté existant dans le chef des individus et des groupes, qui attendent de l'État l'exercice d'un pouvoir cautionnant l'égalité des droits civiques. Le non-respect de cette dernière est à l'origine au sein de la société civile, de nombreux mouvements sociaux contemporains, notamment ceux de la *nouvelle génération* (*Alternatives Sud*, 1994/4). L'État apparaît alors comme l'adversaire.

Durant la période de régulation keynésienne ou de l'État-providence dans les sociétés industrialisées et celle de *l'ère de Bandoung* (Samir Amin), dans les nations du Tiers-Monde, l'État garant du système fordiste d'une part et des régimes plus ou moins populistes de l'autre, apparut comme une protection vis-à-vis des groupes et des classes sociales subalternes. Dans les pays socialistes, il se développa non seulement comme maître de la production, mais aussi comme

régulateur de la distribution du produit social et comme garant du droit universel au travail. Or, ces trois modèles sont entrés en crise (voir *Alternatives Sud*, 1994/1 et 1994/3).

L'État apparaît ainsi de moins en moins comme un garant des intérêts des classes subalternes et de plus en plus comme au service d'un projet économique néo-libéral, aussi bien à l'intérieur des sociétés nationales que sur le plan international, avec l'appui des institutions de Bretton Woods (Banque Mondiale, FMI, OMC). Voilà pourquoi la notion de citoyenneté sociale a été introduite dans le vocabulaire des sciences politiques [B. Lautier, 1994], En effet, la citoyenneté politique reste très formelle quand à côté du droit de vote et de celui à l'éligibilité, n'ont pas été créées les conditions sociales éliminant l'exclusion et les inégalités discriminantes [J. Sanchez Parga, 1995].

Il est utile aussi de rappeler que l'État fonctionne selon les mécanismes sociaux de l'institutionnalisation, c'est-à-dire la création d'intérêts particuliers en fonction des rôles et des statuts internes, la lourdeur des processus de décision ou la qualité plus ou moins grande des agents qui le font fonctionner. Il entre aussi en rapport avec d'autres institutions et notamment avec le secteur économique, ce qui entraîne éventuellement un danger de corruption. Tout cela fait que l'État donne souvent une image négative de lui-même.

[101]

Dans des périodes de transition, vers ce que l'on appelle la *modernité*, l'État est considéré comme jouant un rôle d'accélérateur. Cela le place au centre de crises politico-culturelles, face aux groupes qui dans ce processus perdent leur identité ou se trouvent en marge du processus, quand ils ne sont pas exclus et même parfois éliminés physiquement. L'État apparaît alors comme l'organe responsable et il fait l'objet d'attaques ou de tentatives de prises de pouvoir de la part de groupes revendiquant à la fois leur identité et un retour à des formes de pouvoir plus traditionnelles. Ceci nous amène à poursuivre la réflexion de façon plus précise.

II. L'État dans la logique néo-libérale contemporaine

[Retour à la table des matières](#)

Que ce soit au Nord ou au Sud, la logique néo-libérale est la même. Il faut aujourd'hui moins d'État, ce dernier formant obstacle à l'efficacité du système de marché, freinant le processus d'accumulation ou mettant des entraves à la libre circulation des biens et des capitaux. D'où les mesures en faveur de la privatisation, non seulement des activités productives, mais parfois de la fonction publique elle-même. D'où aussi les initiatives adoptées pour déréguler la fonction économique et enfin les politiques d'austérité afin de réduire les dépenses publiques et qui se répercutent généralement sur les budgets sociaux. Conjointement à cette véritable *diabolisation* de l'État, on note que les entreprises, surtout transnationales, occupent une part grandissante de l'espace public et que l'État est dépouillé d'une partie importante de son rôle régulateur

L'Amérique latine en particulier fait office de bon élève dans ce processus. Qu'il suffise de citer le Chili, le Mexique, l'Argentine et le Brésil. Mais il y a aussi d'autres exemples ailleurs, rien moins que l'Inde en Asie ou encore le Ghana, le Kenya ou le Malawi en Afrique.

Il est étonnant de constater que souvent l'économie libérale réclame au contraire plus d'intervention de l'État, en contradiction avec sa propre théorie. Il y a d'abord ce paradoxe constant de son histoire où l'on attend de l'État qu'il assure les conditions générales de rentabilité et de reproduction du capital : services publics (infrastructures, transports, communications), éducation élitique, santé publique pour la reproduction de la force de travail, prise en charge de la marginalité sociale quand elle devient un danger, etc.

Aujourd'hui il s'agit tout spécialement de consolider, au plan local, les conditions de reproduction du capital mondialisé : dérégulations pour l'ouverture des marchés, facilités accordées aux délocalisations et encouragement aux avantages [102] comparatifs, garantie des flux spéculatifs. Bref, malgré les apparences, l'État-Nation est toujours supposé acteur. Mais il y a plus encore. Au moment des crises de la périphérie (Mexique, Singapour), tout comme du Centre (Caisses

d'épargne aux États-Unis), on demande aux États plus de régulation, afin d'éviter les catastrophes ou de collectiviser les pertes. Ils sont ainsi soumis aux impératifs du marché et à sa logique et l'on assiste à ce que certains appellent leur *privatisation*, c'est-à-dire leur colonisation par les intérêts privés. Il est évident que les États les plus faibles sont les moins capables de résister à la pression, même quand dans le cas de gouvernements socio-démocrates ou socialistes.

Or, c'est à ce moment que l'on redécouvre les thèses de Hegel. En effet, pour ce dernier, les États démocrates libéraux issus des révolutions française et américaine signifient bien la *fin de l'histoire*, car selon le commentaire de Francis Fukuyama, il s'est établi un « *consefêus universel sur la légitimité et la viabilité de la démocratie libérale* ». Sans doute, dira-t-il, un tel consensus n'est-il ni automatique, ni universel, mais il est aujourd'hui plus vaste qu'à aucun moment de l'histoire. Il est donc irréversible [F. Fukuyama, 1990]. De là à conclure à l'identification entre système démocratique et économie libérale il n'y a qu'un pas. Le refus d'analyser le marché en termes de rapports sociaux empêche de percevoir la contradiction entre la théorie et les pratiques du libéralisme. Elle conduit même certains économistes néo-classiques à remettre en cause les politiques contemporaines, notamment celles des organismes financiers internationaux et à prôner plus de régulation de la part de l'État.

III. L'État et la croissance des nouveaux pays industrialisés de l'Asie de l'Est, modèle pour le développement ?

[Retour à la table des matières](#)

À part les tenants du libéralisme à tout prix, tels qu'on en rencontre encore parmi certains analystes de la Banque Mondiale, la plupart des auteurs attribuent à l'État un rôle clé dans la croissance des *dragons asiatiques*. Ainsi, par exemple, le passage d'une économie de substitution aux importations à une production pour l'exportation fut induit par l'État en Corée du Sud et à Taiwan. Les investissements publics furent décisifs pour le développement de Singapour. Dans les quatre pays concernés (plus Hong Kong), une panoplie de mécanismes

d'intervention directe ou indirecte fut utilisée par les États respectifs pour favoriser un modèle d'accumulation capitaliste et une insertion dynamique dans l'économie mondiale [D. Gellec et P. Balle, 1995].

[103]

Sans doute faut-il remettre ces performances dans leur contexte. Sans la guerre froide et l'exode des entrepreneurs de la Chine continentale, la masse d'investissements privés et publics, n'aurait pas été aussi importante. Sans une période d'ouverture des marchés occidentaux, aujourd'hui révolue, le rythme des exportations n'aurait pas été soutenable. Ces circonstances ne pourront être répétées pour les pays qui voudraient suivre la même voie.

Aujourd'hui, ceux qui essayent de s'en rapprocher, tels que la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie et dans une certaine mesure le Vietnam, devront chercher d'autres sources de financement. Ils les trouveront en partie chez les quatre *dragons* dont le modèle interne tend à s'essouffler et qui cherchent à placer à l'extérieur des capitaux de meilleur rendement. Ils devront aussi s'orienter vers d'autres débouchés, notamment dans la région asiatique de l'Est et du Sud-Est. Il est peu probable cependant que sans une économie auto-centrée, ils pourront créer un modèle de développement intégrant l'ensemble de leurs populations.

À cela il faut ajouter que les conditions politiques et sociales qui accompagnèrent la croissance des quatre *dragons* furent loin de constituer des paramètres enviables. Les dictatures et les régimes autoritaires se succédèrent durant des décennies et les droits civiques et sociaux furent déniés aux citoyens et aux travailleurs, au point de sacrifier une ou deux générations avant qu'un effet de répartition relative se fasse sentir, suite aux pressions populaires et aux revendications démocratiques. Le rôle de l'État et sa capacité d'orienter une croissance économique, même dans le cadre du capitalisme reste une leçon valable.

Or, apparemment, cela contredit la doctrine néo-libérale dont les *dragons* asiatiques sont censés révéler l'efficacité et qui fait l'objet encore aujourd'hui d'une intense promotion dans nombre de pays d'Amérique latine ou d'Afrique.

Il en résulte que l'État n'est pas nécessairement synonyme d'incompétence et d'inefficacité, de bureaucratie et de corruption, même si ces caractéristiques sont le fruit presque inévitable de toute institutionnalisation, affectant aussi d'ailleurs les grands complexes privés. La question réside donc dans les conditions à réunir pour que le service public soit compétent et efficace et que la qualité des interventions de l'État soit garantie. De nombreux facteurs interviennent, depuis les traditions d'une administration responsable jusqu'aux rémunérations des fonctionnaires, en passant par les mécanismes internes de contrôle et de changement.

Il n'en reste pas moins que les conceptions de l'État en présence restent antagonistes. Si un certain nombre des tenants de l'économie de marché acceptent et [104] souhaitent même un rôle de régulation pour l'État, c'est dans la perspective d'introduire des mécanismes de protection pour le fonctionnement du marché lui-même et ainsi de pouvoir corriger les déviations ou les abus qui pourraient mettre son existence en péril. L'État joue alors un rôle d'auxiliaire, comme le cas des nouveaux pays industrialisés de l'Asie l'a clairement démontré. En effet, il n'y est guère intervenu pour gérer les aspects sociaux de la croissance, assurer la protection des classes subalternes ou garantir la démocratie. Les divergences d'opinion se limitent au choix des secteurs et au degré de l'intervention économique, au choix des mécanismes et à l'efficacité des mesures.

Par contre, pour les autres, même ceux qui ont abandonné le dogme opposé de l'*État total*, c'est-à-dire propriétaire exclusif des moyens de production, unique décideur de l'organisation du procès de travail et distributeur du produit social, l'État possède au contraire un rôle moteur dans la conduite d'une croissance économique.

Celle-ci ne peut être exclusivement commandée par des impératifs d'accumulation et doit prendre en compte au sein même de la création des richesses et pas seulement comme conséquence, le bien-être social et culturel de l'ensemble des populations concernées.

L'entreprise ne peut accomplir une telle tâche, même quand elle se dimensionne à l'échelle mondiale. À titre d'exemple, qu'il suffise de rappeler que dans les pays socialistes, le fait de lui attribuer la charge du plein-emploi, un des aspects d'une société de bien-être, lui a souvent fait perdre sa productivité, avec toutes les conséquences économiques,

sociales et psychologiques qui en résultèrent [X. Mifeng, 1995, 43-55], Quant au marché, de par sa logique même, il ne peut répondre à cette problématique plus globale. Ce qui n'est pas solvable n'entre pas dans sa logique. Poussée à l'extrême (le *marché total*), cette dernière tend à identifier le solvable avec l'unique réel, le reste étant en dehors de son champ et par conséquent inexistant.

Un cas concret peut illustrer au moins partiellement ce propos. L'Inde des années soixante-dix était le huitième pays industrialisé du monde, disposant d'une technologie avancée, d'entreprises performantes et rentables et d'un capital national important. En même temps plus de la moitié de sa population vivait en dessous de la ligne de pauvreté et au moins un quart dans un état de misère profonde. Il était plus rentable, en effet, pour le capital indien de produire des biens de consommation sophistiqués pour les 15% de sa population capable de les acheter et qui représentait un marché de près de cent millions de personnes, que d'écouler des biens de consommation de masse à très faible niveau de profit, destinés à la majorité des [105] êtres humains peuplant le pays. La demande de ces derniers étant non-solvable, ils n'existaient pas en tant qu'acteurs économiques.

Il faut donc une autre instance aux divers niveaux de l'organisation de l'économie, de la nation jusqu'au plan mondial, pour la réintégrer au sein d'objectifs qui la dépassent et la mettre au service du développement humain sans pour autant l'étouffer. C'était la grande idée de K. Polanyi, l'économiste hongro-américain du milieu de ce siècle, qui montrait que la caractéristique du capitalisme avait été de désenclaver l'économie de l'ensemble social et d'en faire un en soi, dont les règles de fonctionnement avaient envahi toutes les fonctions de la société. Au lieu de la mettre au service de l'économie, il faut, disait-il, trouver les moyens de réenclaver celle-ci, pour l'orienter vers des objectifs plus globaux dépassant ses impératifs particuliers. Il en concluait, lui qui n'était pas marxiste et qui dénonçait les abus des sociétés de l'Est, à la supériorité morale du socialisme sur le capitalisme [K. Polanyi etc. Arensberg, 1975].

Malgré les différences au plan des principes, il semble aujourd'hui possible de trouver à un niveau pragmatique, des points de convergence entre les deux orientations. Il s'agit des mécanismes de régulation, qui pour les uns sont un moyen d'éviter les crises, sinon l'écroulement du système économique capitaliste, comme certains signes avant-coureurs

pouvaient le faire craindre (crise mexicaine, par exemple) et pour les autres un pas vers la construction d'une autre logique, celle qui s'inspire du socialisme. La voix de nombreux penseurs du Sud va dans le sens de cette dernière, car ils se sentent particulièrement concernés par la survie de leurs peuples.

IV. La vulnérabilité des nouveaux États et les conditions de leur construction

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on parle de l'État et de ses fonctions régulatrices, cela suppose d'abord qu'il existe et qu'il possède une certaine consistance. Or, dans un certain nombre de régions du monde, l'État comme institution n'est qu'une caricature de lui-même, quand il ne s'est pas auto-détruit (Somalie). Au mieux est-il monopolisé par des élites patrimoniales, coupées des intérêts réels de leurs peuples. Il s'agit généralement d'héritages artificiels du colonialisme, d'un État importé, calqué sur le modèle occidental et n'ayant pas intégré, tout en la transformant, la culture politique du passé [C. Jaffrelot, 1994].

[106]

Ces États, formellement laïcs, nationalistes, centralisés et démocratiques, sont souvent en fait dominés par des clans, des castes, des groupes d'intérêt nationaux ou étrangers. Se combinant avec la logique implacable du marché, ils sont incapables de résoudre les problèmes sociaux : la ruine des campagnes, l'exode rural, l'urbanisation sauvage, le manque d'attention sanitaire face aux nouveaux problèmes, les besoins d'éducation.

Et en sus, ils sont soumis aux impératifs des Programmes d'Ajustements Structurels, qui, pour redresser des situations d'ordre macro-économique, dont personne ne nie la nécessité, détruisent le faible tissu de protection sociale existant et accroissent la pauvreté. D'où une perte de crédibilité de l'État et la naissance de mouvements protestataires, qui dans les régions islamiques à la tradition de luttes sociales inspirées par la religion, se traduit par le réveil de ce qu'on appelle aujourd'hui, l'intégrisme musulman.

La construction d'un État moderne et son maintien revêtent donc des exigences nombreuses. L'évolution des formes constitutionnelles des nations européennes, par exemple démontre la complexité du problème. La place des minorités, la définition des identités, la citoyenneté, tout cela remet aujourd'hui en question l'État jacobin, non seulement dans les périphéries, mais aussi au centre, dans les sociétés du Nord [B. Lautier, 1994]. L'État n'est donc pas un mythe, mais une construction sociale. Il dépend donc des acteurs en présence, de la conception qu'ils ont de l'homme et de sa dimension collective, des aspirations qu'ils portent et surtout des instruments d'action dont ils disposent en fonction de leurs positions sociales. Certains en effet sont exclus, ceux qu'on appelle le *quart-monde*, expression aujourd'hui appliquée aussi à des régions au-delà des États-Nations ou même à un continent tel que l'Afrique.

Les logiques qui procèdent à la construction de l'État ne sont pas nécessairement présentes à la conscience des acteurs. Au même titre que la langue, qui se construit socialement, sans que les individus soient obligatoirement conscients des règles strictes de grammaire ou de syntaxe, les formes collectives d'organisation du *secteur public*, pour employer un concept moderne, s'élaborent en fonction des contraintes historiques de lieu et de temps au sein de sociétés concrètes. Une fois construites, les structures politiques constituent à leur tour un cadre qui oriente les comportements individuels et collectifs. La réalité est donc dialectique. Il faut en être conscient, si l'on veut que les êtres humains deviennent des acteurs efficaces de la transformation de leur environnement social et donc de la construction et du fonctionnement de l'État.

[107]

V. La légitimité de l'État

[Retour à la table des matières](#)

À plusieurs reprises nous avons fait allusion au problème de la légitimité de l'État. Elle se base évidemment sur sa capacité de répondre aux besoins collectifs. La crise relative de l'État-Nation suite à la mondialisation de l'économie, est une source de perte de légitimité. Dans les pays du centre, par exemple, les États, quelques soient, sont

bien embarrassés face au problème du chômage parce que celui-ci se pose à une autre dimension : les grandes régions économiques ou même l'univers. En effet, dans l'état actuel des logiques et de la dynamique des technologies il y aura toujours des manières plus performantes de produire des biens et des services en diminuant la part du travail. Dans celles de l'accumulation, il y aura toujours des lieux offrant de meilleures conditions de compétitivité. D'où la perte de crédibilité de l'État, même géré par des socio-démocrates, pour la solution du problème de l'emploi et par voie de conséquence, l'apparition de ce qu'on appelle pudiquement un vote protestataire. Nous avons aussi parlé des États patrimoniaux de certains pays du Sud et de leur incapacité de répondre aux besoins de leur population. Établir la crédibilité des États, c'est donc créer des conditions d'efficacité, face à des besoins sociaux précis.

D'où la question des formes de légitimité, que l'Occident tend à identifier avec celles qu'il a lui-même expérimentées et qu'il appelle la démocratie. Certes, son histoire politique comporte-t-elle de nombreux enseignements et personne ne contestera la supériorité de la démocratie sur l'autoritarisme ou la dictature. Mais outre le fait que le même Occident se soit parfaitement accommodé des dictatures quand il s'agissait de faire pénétrer la logique du marché (l'histoire encore récente de l'Amérique latine, de l'Afrique du Sud, du Zaïre ou de l'Indonésie l'illustre abondamment), le concept de démocratie reste restreint. Il se limite à la démocratie représentative, assurée par des élections périodiques, mais il n'intègre pas la notion de démocratie participative et exclut de ses perspectives le champ économique.

Il existe donc d'autres formes de légitimité, non seulement ignorées par l'État occidental, mais souvent rejetées par lui de manière explicite, parce qu'elles remettent en question une de ses fonctions fondamentales, celle de garantir l'existence et la reproduction des rapports marchands et la possibilité de l'accumulation capitaliste. Il s'agit en l'occurrence de deux formes précises : la légitimité révolutionnaire et celle obtenue par la création de formes de démocratie économique. Pour la première, il faut croire que la mémoire est courte, car elle présida aux destinées de la France comme à celles des États-Unis. Dans ce dernier pays, les premières élections attendirent bien des années et les dirigeants historiques [108] de la révolution restèrent au

pouvoir jusqu'à leur mort, très solidement légitimés par leur action politique.

Par ailleurs, la pluralité des partis est aussi une exigence de la démocratie occidentale, ce qui théoriquement est défendable, mais dans la pratique peut se présenter autrement. Certaines alternances ne contiennent que des différences très ténues, toujours conditionnées par le respect du rapport social fondamental de soumission du travail au capital. Dans certains pays, la succession au pouvoir de partis dominés par une seule et même classe sociale a pour principale fonction de permettre à diverses sections de celle-ci de s'approprier l'État, sans que jamais les classes populaires ne puissent véritablement accéder au pouvoir. C'est le cas typique du clientélisme latino-américain, qui est loin d'avoir disparu [P. Gonzalez Casanova, 1992, 43]. Par contre, dans le cas de Cuba, régime caractérisé conjoncturellement par un parti unique, les mécanismes de participation populaire organisés depuis 1986 au niveau des municipalités et progressivement étendus à l'échelon national, assurent à l'État une légitimité, certes loin d'être parfaite, mais plus solide en tout cas que dans la plupart des *démocraties contrôlées* du reste du continent.

Quant à la légitimité fondée sur une démocratie économique, elle est souvent difficile à comprendre pour ceux qui vivent dans des pays où démocratie et champ politique se recouvrent exclusivement. Il suffit de penser à l'appui dont jouissait l'État sandiniste au Nicaragua auprès des coopératives agricoles, formées au départ des anciens paysans sans terre et qui regroupaient environ un tiers des producteurs ruraux. Une part au moins de cet appui provint de la possibilité acquise de devenir des acteurs économiques et d'assumer démocratiquement des responsabilités dans le procès de production [F. Houtart et G. Lemercinier, 1992].

Bref, poser la question de l'État soulève un grand nombre de questions. L'expérience des sociétés dans lesquelles l'État-Nation est né est très importante, mais elle ne peut être séparée de son rôle de garant du système économique capitaliste et donc de la logique de ce dernier, qui confina la démocratie dans le champ politique et la subordonna aux impératifs de son modèle d'accumulation. C'est précisément cet état de chose qui doit être transformé. L'État démocratique instauré par les révolutions bourgeoises est sans doute nécessaire et il représente un progrès dans l'organisation des sociétés, mais en lui-même, il ne peut

signifier l'ultime étape du processus historique de l'humanité. Contrairement à la perspective hégélienne, s'il est autre chose qu'une idée, il est une réalité construite au sein de rapports sociaux entre groupes inégalement situés dans le champ économique, social, culturel et finalement politique. Comme toute institution, il peut acquérir une [109] certaine autonomie lui permettant d'établir des protections sociales, mais dans l'État occidental cette dernière est souvent limitée aux domaines stricts de la citoyenneté politique et de la sécurité sociale, soit à tout ce qui ne remet pas en question son rôle de caution du système économique. Repenser la fonction de l'État revient alors à reposer aussi le problème de la logique du fonctionnement de l'économie.

Les alternatives actuelles passent par la mobilisation de la société civile. Le cas des zapatistes au Chiapas est révélateur à ce sujet. Elles s'orientent aussi dans une double direction, d'une part l'organisation d'espaces de liberté face à la mondialisation de l'économie, en regroupant des États dans des ensembles régionaux et d'autre part en renforçant les États-Nations, par une meilleure définition de leurs fonctions régulatrices et une adaptation de leurs structures aux circonstances historiques locales, ce qui exige entre autres, la décentralisation démocratique des pouvoirs.

[110]

Le défi de la mondialisation pour le Sud

Chapitre VIII

LA CITOYENNETÉ ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX FACE À LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE - LE CAS DE L'AMÉRIQUE LATINE ⁸

I. La citoyenneté sociale

[Retour à la table des matières](#)

L'élargissement du concept de citoyenneté aux conditions sociales de sa réalisation est particulièrement adapté aux situations latino-américaines et les travaux de Bruno Lautier ont été à ce sujet particulièrement importants. C'est dire que je me situe tout à fait dans sa perspective pour aborder ce sujet. Cela me permet de le faire sous un angle particulier.

Rappelons que selon Bruno Lautier, la démocratie formelle est loin d'aller de pair avec la citoyenneté sociale. Or, même si l'on s'en tient aux trois composantes classiques du concept de citoyenneté, le mode d'appartenance à un ensemble national, la capacité d'influer sur l'espace public et l'ensemble des droits et devoirs [Bruno Lautier, 1994], la

⁸ Exposé au Colloque International sur la *Citoyenneté Sociale en Amérique latine*, organisé par le Centre d'Etudes Latino-Américain de l'institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, le 5 mai 1995.

question des rapports sociaux intervient immédiatement. Pas moyen de réduire le réel social à une somme d'individus. Toute société se caractérise en effet par un entrelacement de groupes sociaux dont le poids respectif n'est pas égal. L'appropriation des ressources matérielles, l'utilisation des services et l'orientation des échanges, l'emprise sur les institutions, l'hégémonie idéologique sont des pratiques socialement construites qui placent individus et collectivités dans des positions différenciées face à l'accession à la citoyenneté.

D'où les dimensions institutionnelles et conflictuelles du problème. La citoyenneté se conquiert au sein de luttes qui dépassent tout en incluant les acquis politiques, que ce soit le suffrage universel ou les Droits de l'Homme. Or nous vivons une conjoncture où l'individu est théoriquement exalté, alors que les majorités voient s'amenuiser ou même se fermer, en Amérique latine comme ailleurs, les accès aux avantages et aux droits sociaux, où l'idéologie de la main invisible du marché censée réguler les échanges est remise en valeur, où la [111] culpabilisation de ceux qui réagissent ou se révoltent contre un édifice aussi admirablement construit devient une idée reçue et difficilement contestable.

Dans son texte sur Citoyenneté et Politiques d'Ajustements, Bruno Lautier fait allusion à « *la différence entre les visions et les représentations de la citoyenneté en Europe et en Amérique latine* » [Bruno Lautier, 1994, 2] et introduit par conséquent, une dimension culturelle à la question. Quant à Guy Hermet, il va dans le même sens en parlant du *substrat anthropologique de la citoyenneté* [Guy Hermet, 1994].

Dans l'esprit de ces auteurs, il ne s'agit pas d'une perspective culturaliste, qui introduirait dans la genèse des différences un facteur purement idéal. Il est important en effet, tout en reconnaissant le poids des idées et des représentations, de les situer dans le contexte général des rapports sociaux. C'est ce que nous essayerons de faire en abordant respectivement le comportement électoral des classes subalternes dans trois pays latino-américains et les représentations sociales au Nicaragua.

Comme l'a très bien exprimé Maurice Godelier, l'idéal est une part du réel [M.

Godelier, 1984]. Il entre dans toute construction sociale comme composante nécessaire. Il n'existe pas de rapports sociaux sans représentations, ce qui est d'ailleurs la condition même de la possibilité de les changer. Mais il n'y a pas non plus de représentations en dehors de rapports sociaux, même si les médiations sont parfois subtiles. Les représentations induisent des comportements, formant un obstacle pour certains ou au contraire un stimulant pour d'autres. Lorsqu'elles concernent directement les sociétés, elles se forment en fonction de l'angle de vision possible des groupes en présence. Une question cruciale alors est celle de la capacité de se représenter le macro-niveau social.

Et cela entre directement en rapport avec la citoyenneté. En effet, si cette dernière est conçue plus largement que dans sa dimension formelle et politique, elle inclut par définition une possibilité pour les groupes et les individus d'être des acteurs. Or comment peut-on être acteur dans des domaines appartenant à la macro-dimension des sociétés, si les perceptions se situent exclusivement ou presque à la micro-dimension ? D'où la nécessité pour l'exercice de la citoyenneté sociale, mais aussi de la citoyenneté politique, d'un accès à cette dimension. C'est ce que le pédagogue brésilien Paulo Freire avait bien compris, en lançant ses programmes d'alphabétisation, qui débouchaient non seulement sur un savoir formel, mais sur une *conscientisation*.

[112]

Quand nous parlons de la macro-dimension, cela concerne le type de rapports sociaux qui fondent la logique des constructions sociales. Il ne s'agit donc pas en l'occurrence d'un concept physique : ce qui est grand, par opposition à ce qui serait petit, ce qui est éloigné par rapport à ce qui est proche, même si dans la réalité empirique des représentations et des pratiques sociales, les deux peuvent se recouvrir. Le contenu du concept est donc différent selon les sociétés. Dans les sociétés lignagères, c'est le rapport de parenté qui assume l'ensemble des autres rapports et qui forme donc la macro-dimension. Dans les sociétés tributaires ou féodales, c'est le rapport politique qui est dominant et qui organise la base matérielle des collectivités humaines, tandis que dans les sociétés caractérisées par l'économie capitaliste, le rapport économique désenclavé des autres fonctions impose sa logique propre, celle de la marchandise, à l'ensemble du fonctionnement social

et finalement au politique. La conscience de la macro-dimension implique donc, dans les divers cas, un minimum de capacité d'analyse.

Or sa visibilité est diverse selon les situations, car elle conserve toujours un caractère non-directement visible, puisqu'il s'agit d'une logique. Cependant, il va sans dire que l'adéquation aux règles de la parenté est plus proche du quotidien vécu que le fonctionnement des sociétés industrielles ou *postindustrielles* contemporaines, relié par une longue série de médiations à la logique de l'accumulation.

Ces considérations peuvent être illustrées par une référence concrète. Les réactions contre l'organisation féodale des sociétés européennes au moment de la transition vers le capitalisme mercantile d'abord et industriel ensuite, furent de deux ordres. Il y eut d'une part les jacqueries ou les mouvements religieux de protestation sociale, qui réagissaient contre les effets des transformations. Ils n'eurent guère d'influence sur le cours de l'histoire. Par contre, l'organisation mercantile et politique des bourgeoisies urbaines eut une action directe sur les logiques fondamentales et donc à l'échelle de la macro-dimension, ce qui à terme fit basculer le système. On pourrait en dire autant des mouvements sociaux qui ont émergé dans les sociétés contemporaines. C'est à la lumière de ces considérations que nous pouvons aborder la question des représentations dans la constitution de la citoyenneté sociale en Amérique latine.

[113]

1. Les comportements électoraux des groupes populaires dans trois pays latino-américains : Nicaragua, Salvador, Brésil

L'exercice de la citoyenneté suppose dans des situations de pluralisme politique et d'appartenance volontaire, l'existence d'une conscience sociale, elle même forgée, comme nous l'avons rappelé, dans un contexte économique et social précis, qui offre plus ou moins de possibilités à son éveil. Cela signifie évidemment un dépassement du caractère individuel de la citoyenneté politique (un être humain, une voix), par ailleurs incontournable, pour y inclure les groupes sociaux, qu'ils soient construits sur des appartenances ethniques ou de classes.

Nous partirons dans ce premier point de l'observation de faits politiques : le résultat des élections dans trois pays différents de l'Amérique latine. Au Nicaragua, après une lutte sanglante contre une dictature ayant monopolisé les ressources du pays, le régime sandiniste transforma certains rapports sociaux au sein de l'économie et fit émerger les intérêts populaires à l'intérieur du champ politique. Les élections de 1990 eurent lieu dans un contexte peu favorable, qui avait provoqué un épuisement du projet original, entre autres, à cause de la guerre entretenue par les États-Unis et des politiques économiques monétaristes menées à l'intérieur du pays à partir de 1988.

La coalition de l'opposition réunie dans l'UNO, comportait sans doute certaines composantes populaires exigeant des avantages sociaux, mais son programme était fondamentalement orienté par le rétablissement de la prédominance des classes sociales ayant traditionnellement exercé le pouvoir politique en fonction de leur position économique. Or, le choix populaire se porta majoritairement sur l'opposition, puisque le Front Sandiniste n'obtint que 43% des suffrages. Les facteurs qui jouèrent principalement, outre une réforme agraire qui avait négligé les petits paysans propriétaires, ayant d'ailleurs fourni à la *Contra* le principal de ses effectifs, furent le désir de mettre fin à la guerre et à l'austérité consummatoire.

Or, qui pouvait offrir les meilleures chances dans ces deux domaines, sinon la formation politique qui s'affirmait proche des États-Unis et des sources occidentales d'aide au développement ? La conscience populaire se divisa, une majorité cependant faisant pencher la balance en faveur d'une coalition politique qui de manière explicite allait à l'encontre des intérêts des classes populaires.

Si nous prenons le cas des élections au Salvador, nous constatons qu'après dix années de lutte armée, appuyée par la majorité des groupes populaires, le FMLN en [114] sortit largement minoritaire. Or, il se présentait aux élections, face à des forces politiques organisées par la bourgeoisie dans ses diverses composantes et présentant des programmes contraires aux revendications populaires aussi bien rurales qu'urbaines. Le traumatisme de la violence, qui avait surtout atteint les populations paysannes et celles des quartiers pauvres des villes, avait considérablement marqué les comportements. Une fois encore, la campagne électorale des forces de droite s'était appuyée sur les mêmes

arguments : la fin de la violence (attribuée exclusivement à la guérilla) et les bénéfices économiques immédiats.

Au Brésil, les élections de 1994 opposaient nettement un parti et un candidat du peuple, à une coalition de partis du centre et de la droite, au programme calqué sur les politiques du FMI et de la Banque Mondiale et donc peu favorables aux intérêts populaires. Pendant plusieurs mois, les sondages favorisèrent Luis Inacio da Silva (Lula). À partir du premier juillet, jour de l'entrée en vigueur du plan de réforme monétaire, les tendances se renversèrent et le résultat final fut la victoire de la coalition. Les classes populaires avaient été littéralement écrasées par l'hyper inflation qui avait réduit considérablement leur pouvoir d'achat. Le fait de la juguler (à court ou à moyen terme pour le moins), apparaissait comme une délivrance et la propagande électorale pouvait aisément se servir de cet argument en affirmant que le candidat Luis Henrique Cardoso, l'auteur du plan, avait évidemment le plus de chances de la faire réussir à long terme.

Bref, dans les trois cas, nous constatons que les groupes populaires votent, librement et démocratiquement, en faveur de formations politiques, qui loin de représenter leurs intérêts fondamentaux, annoncent même ouvertement des programmes qui leur sont contradictoires. Et cependant de tels comportements politiques ne manquent pas de rationalité. Dans les trois cas, ils répondent à des intérêts immédiats, apparaissant comme vitaux pour des groupes qui ont fait l'expérience de leur vulnérabilité. Il y a donc conflit entre deux formes de rationalité.

Comme il existe des groupes qui ont voté pour les partis populaires, cela signifie qu'il existe donc deux types de conscience politique, dont les contours, il est vrai, peuvent être flous.

En effet, le premier s'appuie sur les intérêts immédiats, ce qui constitue la majorité. Le second, au contraire est plus orienté, au moins dans son contenu objectif, par des intérêts à plus long terme. Certes, ne faut-il pas simplifier les choses et croire que les comportements électoraux obéissent à une sorte de dichotomie d'ordre rationnel, au sens cartésien du mot. Bien des éléments interviennent dans l'orientation des votes, partout où existe un système électoral qui [115] ne fonctionne pas exclusivement sur la base des logiques apparentes. Cela se vérifie même dans les sociétés industrielles occidentales

historiquement porteuses de la démocratie parlementaire et où, par exemple, le succès économique constituant une valeur centrale, les personnalités qui y sont associées peuvent devenir des collecteurs de voix particulièrement efficaces. On l'a vu en France ou en Italie.

Dans les sociétés du Sud, les formes sociales qui ont construit les sociétés précapitalistes orientent de manière très déterminante aujourd'hui encore les comportements collectifs. Qu'il suffise de citer quelques cas. On ne comprend rien à la politique de l'Inde ou à celle de Sri Lanka, si l'on ne prend en compte le non-dit des rapports de caste. Par ailleurs, l'expérience des communes vietnamiennes doit être comprise à la lumière des rapports entre les communautés locales et le pouvoir central des sociétés tributaires. En Amérique latine, pour prendre un autre exemple, d'autres réalités, traduites parfois en une véritable culture politique, jouent un rôle sous-jacent aux logiques formelles. On peut citer notamment le clientélisme, car pendant longtemps le partage du pouvoir a formé la voie d'accès privilégiée aux ressources économiques ou encore la légitimité du *dominium*, « manifestée, comme l'explique Guy Hermet, par la capacité exceptionnelle de celui qui parvient à conserver le pouvoir et qui se voit reconnu pour cette seule raison » [Guy Hermet, 1994, 346-347], Elle attribue à des leaders politiques un attrait singulier. Bref les réalités sont complexes et méritent des analyses approfondies.

Cependant, pour revenir aux cas que nous avons cités, il n'est pas interdit de penser qu'un des éléments intervenant dans les comportements électoraux est la difficulté pour les classes populaires en particulier, de se représenter la macro-dimension sociale. Elle est accentuée par le caractère précaire de la survie matérielle, qui force les individus à vivre au quotidien. Ce dernier forme la limite de l'horizon possible. Il faut une bonne dose de capacité analytique ou de confiance dans un mouvement ou dans un leader politique porteur d'une telle vision, pour orienter le vote au delà des préoccupations immédiates.

C'est ce problème que nous allons tâcher d'aborder dans la deuxième partie de cet exposé, au moyen d'enquêtes réalisées au Nicaragua. Elles ne touchaient pas directement le champ politique, mais bien celui des représentations en général et dans ce sens elles abordent le thème de la citoyenneté sociale.

[116]

2. Les représentations sociales des milieux populaires au Nicaragua

Nous utiliserons pour cette réflexion deux recherches effectuées au Nicaragua, l'une sur les représentations des ouvriers du sucre, réalisée en 1991 [F. Houtart et G.

Lemercinier, 1991] et l'autre sur les jeunes de milieu populaire réalisée à Managua en 1993 [F. Houtart et G. Lemercinier, 1993].

1) Les représentations sociales des ouvriers du sucre

La question qui provoqua cette recherche fut le comportement très contrasté des ouvriers des raffineries sucrières lors des réactions contre la privatisation des entreprises après la défaite des sandinistes. Le pourquoi de ces contradictions préoccupait en particulier certains milieux syndicaux. L'hypothèse de départ était qu'une des premières conditions pour une action qui aille au delà d'une simple protestation (qui agit sur les effets et non sur les logiques), était que les travailleurs aient une conscience de classe, ce qui est différent d'une simple conscience sociale qui peut éventuellement se limiter au premier aspect.

Or cela implique du point de vue de la vision du monde ou des représentations deux conditions. Tout d'abord il faut un minimum de connaissances sur le fonctionnement de la nature et de la société, c'est-à-dire ne pas les attribuer sans plus à l'action d'une force surnaturelle agissant d'en haut. Ensuite il faut une reconnaissance subjective de la possibilité pour les êtres humains d'être des acteurs dans la société, ce qui est un corollaire de ce qui précède.

Pour vérifier ces hypothèses une recherche fut entreprise afin de découvrir les modèles culturels des travailleurs. En voici les résultats principaux. Trois grandes catégories se détachèrent : ceux pour lesquels la représentation de la nature comme de la société était celle d'une dépendance totale vis-à-vis d'un Dieu, maître des mécanismes de leur

fonctionnement. Il en résultait une naturalisation des rapports sociaux et notamment des rapports de classe. Une deuxième série de travailleurs se représentaient les êtres humains comme des acteurs dans la société et donc capables d'influer sur le cours des événements. Mais deux opinions différentes s'inscrivaient dans cette logique, ceux qui tablaient sur une action purement individuelle et ceux qui au contraire se représentaient l'action humaine comme un agir collectif. Enfin une dernière catégorie mélangeait les indicateurs des deux précédentes, exprimant un univers culturel de transition. Voici comment ces travailleurs se répartissaient.

- Dépendance vis-à-vis de forces surnaturelles	43,0%
- L'homme comme acteur : individuel	25,4%
- social	24,3%
- Transition	7,0%

Par rapport à une intervention sociale dans les conditions objectives d'un rapport de classe, on peut penser que les travailleurs de la première catégorie, celle de la dépendance, peuvent sans aucun doute participer à une protestation sociale face à des situations intolérables, mais en se limitant aux effets, de même qu'ils peuvent aussi participer à un mouvement politique, mais sous une forme assez apparentée au clientélisme. Ce type de représentation devrait former un obstacle à la construction d'un mouvement ouvrier de longue durée destiné à contester les structures de la société et à créer les bases d'une nouvelle citoyenneté sociale. Nous tâcherons de le montrer au moins indirectement.

La deuxième catégorie centrée sur l'homme comme acteur individuel n'entre guère dans la perspective d'un mouvement social. Quant aux travailleurs caractérisés par la transition culturelle ils se rapprochent en fait de la première catégorie, celle de la dépendance. Par contre on peut penser que le groupe de ceux qui ont une vision de l'homme en tant qu'acteur social a le plus de chance de participer consciemment et activement à l'établissement d'une citoyenneté sociale au départ d'une action directement centrée sur les rapports sociaux existants.

L'analyse de ces données nous permet de préciser nos hypothèses. En effet, parmi les travailleurs partageant une *vision de dépendance*, nous retrouvons l'échelle suivante :

Ouvriers agricoles	62,8%
Ouvriers des services	38,0%
Ouvriers de la production	31,1%
Employés	25,8%

Ceux qui ont une vision de l'homme comme *acteur individuel* se répartissent

ainsi :

Employés	39,7%
Ouvriers de la production	18,0%
Ouvriers agricoles	17,2%
Ouvriers des services	16,0%

[118]

Enfin ceux qui ont une vision de *l'acteur collectif* présentent le profil suivant :

- Ouvriers (l'ensemble)	34,0%
- Employés	17,0%
- Ouvriers agricoles	15,0%

Que pouvons-nous conclure de ces précisions ? La position dans l'organisation du travail est un élément dont il faut tenir compte pour l'étude des représentations. Ainsi, les ouvriers agricoles, en fait souvent des paysans sans terre ou des propriétaires parcellaires, sont porteurs d'une culture que l'on pourrait qualifier de traditionnelle, se traduisant par une vision du monde de dépendance. Mais il faut noter que cette caractéristique culturelle n'est pas totalement absente des autres groupes. Parmi les employés c'est la vision de l'acteur individuel qui

prédomine et chez les ouvriers, la vision collective. C'est dire que les rapports sociaux influencent la construction des représentations.

Mais il faut aller plus loin. En effet, d'autres facteurs agissent également, qui rendent le phénomène plus complexe. Ainsi le niveau d'éducation joue-t-il sur le degré de vision de dépendance. Alors que ceux qui n'ont pas suivi d'écolage formel se retrouvent à près de 89% dans cette catégorie, la proportion décroît avec cette dernière : 53% pour ceux qui ont fait les primaires, 30% pour les secondaires et 10% pour les universitaires. La religion est aussi un facteur de différenciation : 63% pour les protestants, généralement des membres d'Églises pentecôtistes partagent la vision de dépendance, 47% pour les catholiques et 15% chez les sans-religion. Ces divers éléments ont des influences intercroisées, dont la logique peut être assez bien retracée.

Si la position dans les rapports sociaux, l'éducation ou la religion peuvent être considérés comme se trouvant en amont de la construction des représentations, c'est-à-dire comme des facteurs entrant dans leur genèse, sans perdre de vue le caractère dialectique de la réalité, certains comportements peuvent être plutôt attribués à une influence des modèles culturels, notamment les conduites électorales ou le choix des syndicats. Ainsi dans le cas des élections, la vision de dépendance est partagée par 55% des électeurs de l'UNO et par 35% de ceux du Front sandiniste. Cette dernière proportion est encore importante, ce qui nous faisait dire que le vote sandiniste pouvait s'apparenter au clientélisme, non pas dans le sens des anciens partis, mais par l'intuition d'une option populaire affectivement perçue et coïncidant avec les intérêts immédiats des travailleurs. Quant à l'UNO elle fonda sa campagne électorale sur un certain nombre de points d'appuis traditionnels, notamment la religion.

[119]

La vision d'acteur individuel était partagée par 32% des électeurs de l'UNO et par 16% de ceux du FSLN. Celle de l'acteur social répondait aux proportions suivantes : 37,8% des partisans du Front Sandiniste et 4,7% de ceux de l'UNO. Non seulement les électeurs du Front Sandiniste ont-ils une vision majoritaire de l'homme comme acteur : 54% (contre 36% à l'UNO), mais l'accent mis sur le social prévaut largement : 38% vis-à-vis de 16% qui privilégient l'individu, ce qui est exactement le contraire pour l'UNO.

Enfin l'appartenance syndicale révèle des logiques semblables. La vision de la dépendance est partagée par 50% des sympathisants de la CUS (syndicat fondé par les syndicats nord-américains après la deuxième guerre mondiale), 39% de ceux de la CTN (syndicats chrétiens) et 35% de ceux de la CST (syndicats sandinistes). Les proportions de la vision de l'homme comme acteur individuel sont respectivement de 50% pour la CUS, 24,5% pour la CTN et de 18% pour la CST, tandis que celles de l'homme comme acteur social sont de 0% pour la CUS, de 10% pour les syndicats chrétiens (CTN) et de 36% pour les syndicats sandinistes (CST). Rien de tout cela n'est purement mathématique, mais les convergences sont suffisantes pour qu'on y réfléchisse.

Nous ajouterons encore un élément constitutif de la conscience de classe, c'est-à-dire celui qui prend appui sur les rapports sociaux, en l'occurrence la représentation que les travailleurs se font de l'entreprise. Trois grandes conceptions se font jour : l'entreprise comme une grande famille, dont le patron est le père, ce qui est partagé par 37% d'entre eux ; l'entreprise comme lieu d'une collaboration de classes, ce qui est la définition de 39% des travailleurs et l'entreprise en tant que lieu où s'expriment des intérêts en opposition : 13%, le reste (11%) n'ayant pas d'opinion.

La représentation de rapports antagoniques se retrouve à 2% chez les employés, 6% parmi les ouvriers de service, 12% chez les ouvriers agricoles et 24% chez les ouvriers de la production. Quant à l'image de la grande famille, on la retrouve chez 54% des ouvriers de service, 41% des ouvriers de la production, 34% des employés et 28% des ouvriers agricoles. Il faut remarquer que ceux-ci sont moins intégrés dans la structure de l'entreprise que les autres catégories de travailleurs. Si l'on prend en compte l'appartenance politique, on constate que les partisans du Front Sandiniste se situent à 22,7% dans la conception de l'opposition des intérêts, contre 4,7% de ceux de l'UNO.

L'industrie sucrière étant dispersée dans le pays et localisée en régions rurales, n'est guère le lieu de création d'une conscience collective ouvrière forte. Ce sont [120] d'autres facteurs qui interviennent pour hisser la conscience hors de la micro-dimension, notamment l'éducation ou l'appartenance institutionnelle syndicale ou politique. Il en résulte pour la majorité des travailleurs une personnalisation des rapports sociaux, qui fait de la représentation de

l'entreprise industrielle une transposition de *l'hacienda* traditionnelle et la remplace dans l'imaginaire du paternalisme qui caractérisait cette dernière. Par ailleurs, si les travailleurs vivent de l'usine, la plus grande part de leur reproduction sociale est assurée par la *comarca* rurale, dont la vision du monde reste celle d'une structure sociale verticale et d'une sacralisation de l'univers, ce qui tend à naturaliser les rapports sociaux. On constate par conséquent, l'utilité des formes précapitalistes de culture pour l'organisation capitaliste de l'économie. C'est dire que la conquête de la citoyenneté sociale passe par la transformation des représentations.

2) *Les représentations sociales des jeunes des quartiers populaires de Managua*

En 1993, alors que le projet néo-libéral de restauration économique est bien entamé au Nicaragua, provoquant notamment un chômage urbain estimé à plus de 50% de la main d'œuvre disponible, il était intéressant de relever quels étaient les représentations sociales des jeunes entre 18 et 25 ans et appartenant à des milieux populaires. Parmi eux 22,5% avaient un emploi et 77,5% étaient sans travail ou aux études, ce qui constitue souvent une forme de suppléer à cette situation.

Suivant les catégories de l'étude précédentes, 31,5% se situaient dans un modèle culturel de *dépendance*, quelque peu différent de celui des populations rurales, car l'interprétation religieuse des phénomènes naturels tend à disparaître, alors que la vision verticale d'un ordre social voulu par Dieu continue à subsister. Cette lecture de l'univers était associée à un rejet du projet sandiniste de société.

Ceux qui exprimaient une perception de l'être humain comme *acteur individuel*, représentaient 15% des jeunes. Pour eux l'avenir doit être assuré par eux-mêmes, sans référence à une action collective et en excluant de fait la conscience de la macro-dimension. Enfin, la catégorie de ceux qui privilégient dans leur représentation du social, *l'acteur social*, constituaient 16,5% de l'ensemble. On perçoit chez ces derniers une critique des rapports sociaux existants et la persistance d'une référence au sandinisme comme système politique.

Les autres indicateurs retenus dans cette étude ont révélé le peu de participation des jeunes à la société civile, leur exclusion, pour la majorité, de l'économie [121] formelle, la mise en œuvre de stratégies de survie, face notamment à la difficulté de reproduction de la classe ouvrière, de replis sur la famille comme base économique et sociale, avec comme effet une individualisation du champ culturel. On y constate le caractère peu analytique de la vision du monde et l'élimination d'une rationalité socio-politique que nous avons rencontrée dans des enquêtes antérieures. La configuration du monde des représentations est ainsi capable de devenir une véritable arme politique pour ceux qui savent s'en servir. Elle est le fruit de la nouvelle situation politique et économique, mais elle forme aussi la base idéale de sa continuité.

Conclusions

On pourrait croire que nous sommes assez éloignés des dimensions institutionnelles et conflictuelles de la citoyenneté sociale. En fait, il n'en n'est rien, même si nous avons mis l'accent sur un aspect particulier. En effet, le lien entre les rapports sociaux et les représentations s'avère fondamental. Il est dialectique, la construction de ces rapports ne pouvant se réaliser sans une part idéale et leur réalité influençant la configuration des modèles culturels. Or, la citoyenneté sociale est le fruit d'une conquête, donc de luttes, dont les objectifs doivent être définis en fonction même de la réalité des rapports sociaux et non de représentations correspondant à des situations historiques aujourd'hui partiellement ou totalement inexistantes.

Ni les représentations de dépendance, qui ne font pas de l'être humain un acteur construisant la société, ni celles qui définissent sa capacité d'agir en fonction d'une référence purement individuelle, à la fois pour le projet et pour les moyens, ne peuvent former la part idéale de la conquête d'une citoyenneté sociale contemporaine. En effet ces types de modèles culturels sont généralement associés avec une incapacité de se représenter la macro-dimension des sociétés et donc elles sont à la fois le produit d'une réduction au micro-niveau de la vie quotidienne et la condition de la reproduction des structures existantes.

L'accès à la perception des rapports sociaux (macro-dimension) et la représentation de l'être humain comme acteur social, semblent bien être des prérequis à une action à long terme destinée à créer de nouvelles conditions de citoyenneté. Cela ne veut pas dire que nous tracions ici un cadre dogmatique d'interprétation du réel. Il s'agit au contraire d'une perspective théorique destinée à interroger la réalité sociale, tout en respectant sa complexité. En effet, on ne peut écarter le fait que des actions ponctuelles ne puissent directement ou indirectement [122] contribuer à changer les données de la citoyenneté sociale ou que des individus aux conceptions sacrales et verticales de la société ne puissent se joindre à des mouvements politiques ou sociaux dont les objectifs dépassent leur propre vision. Mais tant au niveau de la logique qu'à celui des constatations empiriques, il s'avère que les transformations et les conquêtes sociales exigent une représentation de la macro-dimension en tant que rapport social.

Nous avons fait quelques allusions seulement aux facteurs qui font basculer les représentations et nous n'avons pas l'intention de développer cet aspect. Mais il est bon de rappeler que les voies sont diverses. La transformation des rapports sociaux est probablement l'élément majeur, car il fonde la base sociale et matérielle de la reproduction des schèmes Culturels. Mais les appartenances institutionnelles agissent aussi, telles que, là syndicalisation ou le rattachement à un parti politique, avec toutes les différences qui peuvent exister entre les diverses formations. L'éducation, l'action des médias, la religion (pensons aux Communautés Ecclésiales de Base) peuvent être aussi des agents de transformation culturelle, mais à condition que le contenu de leur pédagogie conduise vers la perception de l'homme comme acteur social, ce qui, il faut le reconnaître, non seulement est assez exceptionnel, mais aussi très souvent réprimé par les pouvoirs en place.

La citoyenneté sociale est donc un concept dynamique, supposant une construction permanente qui face aux rapports sociaux existants est conflictuelle et où la part des représentations revêt un poids considérable.

II. Les mouvements sociaux en Amérique latine ⁹

[Retour à la table des matières](#)

Les Mouvements Sociaux apparaissent en Amérique latine, comme dans d'autres continents comme un défi fondamental. Sont-ils vraiment une alternative aux luttes sociales récentes définies comme des luttes de classe ? Auront-ils un effet sur la transformation réelle des sociétés ? Certains y voient la fin de la lutte des classes. D'autres, au contraire, y perçoivent leur élargissement face à de nouveaux enjeux, faisant émerger des consciences sociales, des acteurs et des organisations nouvelles. Pour d'autres encore l'effondrement des régimes socialistes et la désaffection vis-à-vis des partis politiques a ouvert aux Mouvements Sociaux de nouveaux espaces. Alors qu'en est-il ? Comment lire la réalité nouvelle ? La problématique n'est pas totalement inédite, mais elle prend en Amérique latine une valeur théorique et pratique importante.

[123]

1. Les mouvements sociaux et leur définition

Il existe de nombreuses définitions des Mouvements Sociaux et de leurs fonctions dans la société et elles dépendent beaucoup de l'angle de vision, pour ne pas dire du choix de société ou du type de lecture qu'on en fait.

Selon Daniel Camacho, les Mouvements Sociaux sont localisés dans la société civile, où ils constituent un processus dynamique (pas toujours structuré) pour la défense d'intérêts spécifiques de certains secteurs de la société [D. Camacho, 1993, 130-131]. Dans ce sens ils ont existé tout au long de l'histoire humaine, depuis la révolte de Spartacus jusqu'aux mouvements messianiques. Ce qui les caractérise aujourd'hui, c'est qu'ils répondent à des besoins nouveaux et que leur diversité est grande. Alain Touraine dira qu'ils sont « *l'action*

⁹ Editorial *Alternatives Sud*, vol. I (1994), n° 4.

conflictuelle d'acteurs ou de groupes sociaux luttant pour le contrôle des ressources qu'ils valorisent et celui des grandes orientations, des grands objectifs historiques de la société » [A. Touraine, 1988, 161]. Alberto Melucci ajoutera que pour qu'il y ait Mouvement Social, il faut que l'action collective provoque une rupture des limites de compatibilité du système dans lequel elle se situe [A. Melucci, 1989]. Quant à Gilberto Gimenez, il affirme que les mouvements sont « *toujours l'expression de conflits structurels du système social, mais cela n'exclut pas qu'ils ne puissent être activés ou révélés par des crises conjoncturelles* » [G. Gimenez, 1994,9],

Liés à *une rupture du lien de compatibilité sociale*, ils s'opposent au Marché ou à l'État, ou bien aux deux. Leur but est de présenter dans la sphère publique (c'est-à-dire le niveau où les problèmes affectant l'ensemble de la société sont abordés), soit les intérêts de classe de certains groupes spécifiques de la société, soit des valeurs de type plus universel. Leur degré d'organisation est divers, mais selon les précisions apportées par Alain Touraine, leurs trois composantes principales sont le principe d'identité, soit la définition de l'acteur par lui-même, le principe d'opposition, ou la définition de l'adversaire et le principe de totalité, c'est-à-dire au nom de quoi on se bat. Pour pouvoir les distinguer des autres réalités sociales, telles les associations ou les organisations non-gouvernementales, Michel Molitor signale les éléments suivants : la lutte est menée au nom d'une population concernée ; elle est organisée ; elle concerne un adversaire et son objectif est un problème social qui touche au devenir de l'ensemble de la société [M. Molitor, 1994, 13-14].

La première des typologies concernant le sujet distingue les mouvements liés à la lutte des classes, c'est-à-dire à l'exploitation directe du travail par le capital et les autres dont les objectifs sont à la fois plus limités (émancipation raciale ou des [124] femmes, par exemple) et font appel à des valeurs plus générales (droits de l'homme, par exemple). Les premiers se situent dans le champ économique du capitalisme où l'inégalité est la règle et les seconds dans celui du système politique, censé assurer l'égalité des droits pour tous.

Une deuxième typologie concerne les Mouvements Sociaux et les Mouvements Populaires. Les premiers, selon Leopoldo Mènera Ruiz, défendent des intérêts spécifiques vis-à-vis de l'État, mais répondent aussi bien aux intérêts des secteurs dominants que populaires. Par

contre les Mouvements Populaires sont constitués par des éléments du peuple, c'est-à-dire des secteurs de la société qui souffrent de la domination idéologique et de l'exploitation économique de la classe dominante [L. Mènera Ruiz, 1993 : 71].

En troisième lieu vient la distinction entre les anciens et les nouveaux mouvements. Les premiers sont qualifiés de défenseurs d'intérêts spécifiques ou particuliers (ouvriers, paysans, patrons) et qui agissent dans la sphère publique pour la réalisation de leurs intérêts propres. On les identifie souvent avec les syndicats et les partis politiques. Certains diront que leur but est la *colonisation* de l'État, plutôt que sa transformation. Les seconds, basés sur de nouvelles (ou anciennes) identités agissent par le recours à la résonance dans la sphère publique des valeurs dont ils sont les porteurs. Samir Amin dira que les premiers se meuvent dans la sphère de l'accumulation, tandis que les seconds se situent dans celle du développement, car il s'agit de mouvements interclassistes qui peuvent remettre en question le contenu du développement national ou international.

Enfin une dernière typologie est présentée par certains auteurs, faisant la différence entre les mouvements qui agissent dans la légalité ou ceux qui luttent pour une remise en question l'ordre économique et social caractérisé par l'hégémonie du marché. Ces derniers sont des mouvements alternatifs.

L'énumération de ces typologies montre la difficulté d'aborder le problème et leur faible contribution théorique. En abordant les diverses grilles de lecture du phénomène, nous pourrions progresser quelque peu. Nous n'insisterons pas sur l'approche fonctionnaliste, bien qu'elle ait été à l'origine, aux États-Unis, de l'intérêt de la sociologie pour les mouvements sociaux. Elle y voyait en effet un phénomène de conduites déviées d'acteurs marginaux (hippies, sectes) [Neil Smelser, 1963]. Les trois principales lectures contemporaines sont celles qui relèvent de la théorie marxiste, celle du post-marxisme et celle du post-modernisme, selon les catégories établies par deux auteurs américains [William K. Carroll et R.S. Ratner, 1994].

[125]

Le courant marxiste s'inspire en ce domaine de deux sources très différentes. La première est la pensée de Lénine, pour lequel la transformation radicale de la société capitaliste doit passer par la construction du pouvoir de la classe ouvrière, au départ d'une alliance de classes ouvriers-paysans, sous la conduite d'un parti d'avant-garde.

Il se méfie de la spontanéité des mouvements éparpillés, souvent peu consistants et si vulnérables à tout genre de récupération et estime que le moment révolutionnaire doit déboucher sur un État centre d'un pouvoir coercitif nécessaire au changement des structures [G. Labica et G. Bensussan, 1982].

A. Gramsci, pour sa part, constate que dans la société capitaliste contemporaine, il y a un mélange d'inégalités de classes, de libertés formelles et de droits électoraux. La domination de classe s'exerce aussi par une lutte idéologique et par des concessions matérielles. D'où le concept d'hégémonie qui, pour lui, signifie l'organisation du consensus. Le pouvoir est à la fois centralisé dans les appareils coercitifs de l'État et diffus dans d'autres lieux institutionnels, tels la famille, l'école, l'Église, les moyens de communications de masse. Si l'on veut changer la société, il ne suffit pas de prendre le pouvoir, il s'agit aussi de désorganiser le consensus. Gramsci voit alors dans les Mouvements Sociaux des agents possibles de contre-hégémonie, se basant sur une morale et une philosophie opposée à celle du capitalisme. Pour réussir il est cependant indispensable qu'une alliance se fasse entre le prolétariat (la classe ouvrière) et les diverses forces populaires [A. Gramsci, 1978],

Le nouveau courant de pensée est représenté par deux orientations, bien décrites par les auteurs cités [William K. Carroll et R.S. Ratner, 1994], Il s'agit d'une part des post-marxistes, avec principalement Ernesto Laclau et Chantal Mouffe et des post-modernes, avec Michel Foucault et Paul Patton. Pour les premiers, les divers Mouvements Sociaux, tout en proférant une pluralité de discours, se rassemblent autour d'une chaîne d'équivalences discursives exprimant le désir de démocratisation de la société. Leur tâche consiste à déconstruire les *textes hégémoniques*. La dimension de classe est certes importante, mais elle n'est pas stratégique [E. Laclau et C. Mouffe, 1987].

Pour les post-modernes, le concept même de contre-hégémonie utilisé par Gramsci signifie une nouvelle forme de la logique totalisante. Ils prônent le pluralisme radical des luttes anti-hégémoniques, qui n'exige aucune vision alternative et qui n'implique aucune centralité de la classe comme porteur de contestation, pas plus d'ailleurs que d'aucun autre élément de la société. C'est la fin des théories globales et du rôle explicatif des intellectuels. La pluralité des [126] mouvements est en soi une démarche anti-hégémonique [M. Foucault, 1966 et P. Patton, 1988].

2. La société civile

Le concept de société civile est central dans la problématique des Mouvements Sociaux. Il fallait donc se pencher sur les diverses conceptions qui la caractérisent. Le terme date déjà de Saint-Simon, au XVIII^e siècle, qui indiquait par là tout ce qui n'appartenait pas au pouvoir politique organisé, c'est-à-dire l'État. Hegel y voyait la médiation entre la forme sociale primaire, la famille et la forme la plus élevée, l'État.

Alexis de Tocqueville, au début du XIX^e, étudiant la société américaine, découvrait que la démocratie libérale était basée sur des associations libres, en fonction du principe de l'égalité et de la liberté d'opinion, se développant dans la sphère qui n'était pas contrôlée par l'État [A. de Tocqueville, 1987].

C'est Gramsci qui donna une vie nouvelle au concept, qu'il entendait comme l'ensemble des organismes publics non-gouvernementaux, groupes et mouvements exprimant les préoccupations et les droits populaires. Bien que comme l'ensemble des auteurs contemporains, il oppose la société civile à la double logique du Prince et du Marché, il désire surmonter une démarche purement descriptive, ou ce qu'il appelle une réification du social, typique de la modernité bourgeoise. C'est pourquoi il adopte une approche dialectique pour « *analyser et interpréter le processus social contradictoire, par lequel les intérêts existant au sein de la société civile résistent à l'invasion des intérêts économiques et affirment leur autonomie face à la cooptation à laquelle*

les agents de la société politique désirent le plus souvent les soumettre » [Julio de Santa Ana, 1994,7].

Une série de concepts proches sont utilisés par d'autres auteurs. Pierre Bourdieu parlera des lieux où la résistance s'organise contre la domination du capital culturel par le capital économique. Contrairement aux post-modernes, il y voit une tâche centrale pour les sciences sociales et pour les intellectuels. J. Habermas parle du *monde de la vie*, par opposition à celui des systèmes (Économie capitaliste et État). Ce concept signifie, selon ses termes, le réservoir de traditions et de contenus communs auxquels se nourrissent les membres d'un groupe social dans leur vie quotidienne. C'est le lieu des processus communicatifs culturels d'intégration sociale et de formation de la personnalité. Pour lui la dimension institutionnelle du *monde de la vie* constitue la société civile.

[127]

La société civile cependant ne peut être conçue comme une abstraction idéalisée. Elle est le lieu des luttes sociales, celui également du consensus, de la création des hégémonies ou des contre-hégémonies, de la réduction des conflits ou de leur éclatement. Voilà pourquoi il faut aborder le problème du lien entre Mouvements Sociaux et classes sociales.

3. Mouvements sociaux et classes sociales

L'émergence des mouvements sociaux contemporains, aussi bien dans les sociétés du socialisme réel (*Solidarnosc*), que dans les pays occidentaux (mouvements pacifistes, écologiques, féministes) et dans le Tiers-Monde (mouvements indigènes, des pauvres urbains, des mères de disparus) a permis à certains de parler de l'éclipse des classes. James Petras et Rosa Canadell écrivent à ce sujet : « *Beaucoup d'intellectuels latino-américains ont abandonné l'analyse fondée sur une optique de classes. Un courant se base sur la centralité des groupes sociaux avec priorité des identités culturelles sur la conscience de classe. Ils essayent de découvrir de nouveaux agents sociaux dans les Mouvements Sociaux, tout comme ils ont déplacé leur attention des préoccupations de changement social vers la transition à la démocratie*

libérale. Ils ont incorporé une partie du discours néo-libéral anti-étatiste à une lecture sélective de Gramsci à propos des relations entre État et société civile, cette dernière étant conçue comme une totalité, voilant ainsi l'existence en son sein de conflits de classes et de contradictions » [J. Petras et R. Canadell, 1992, 10].

Il est bien clair cependant que les Mouvements Sociaux ne surgissent pas seulement en fonction de luttes des classes. Ils sont le résultat d'une pluralité de situations [Daniel Camacho, 1993, 130], qui dépassent visiblement ce type de contradictions. Cependant, tout aussi visiblement, on ne peut totalement les éliminer. Qu'il suffise de rappeler le rôle de certaines bourgeoisies dans les mouvements sociaux, soit à leur service en tant qu'intellectuels, soit de manière ambiguë, en faisant prévaloir leurs intérêts de classe, même au sein de mouvements populaires. Il faut donc aller plus loin que l'immédiatement visible pour tenter une démarche analytique.

Dans les sociétés du Sud, comme l'Amérique latine, c'est une minorité de la population active qui est intégrée directement dans un rapport Capital/Travail. Là se situe un véritable rapport d'exploitation. Mais il existe d'autres formes de domination et d'exclusion sociale, dont la conscience donne naissance à des Mouvements Sociaux de type populaire. Le caractère incomplet du rapport [128] capitaliste ne signifie pas pour autant que le reste de l'activité productrice au sens large échappe à sa logique. Il ne s'agit pas de secteurs autonomes, archaïques, parallèles. Tous sont soumis indirectement au système économique du marché, par une infinité de liens. Leur existence même répond à une forme d'accumulation qui aujourd'hui n'a pas besoin d'intégrer l'ensemble du travail dans un rapport direct avec le capital.

Au contraire, le système économique a tout avantage à ce que cette *réserve* potentielle, mais qui ne sera jamais complètement intégrée, fasse pression sur le coût du travail et permette aussi à cet énorme secteur de la population de se reproduire socialement. Ces formes de soumission formelle (dans le sens de non-réel) [Maurice Godelier, 1987] ou indirecte au capital ont des effets importants sur la conscience sociale. Elles tendent généralement à promouvoir des formes de conscience plongeant leurs racines dans les sociétés précapitalistes, mais renouvelées ou même, recrées dans leur contenu et qui sont plus visibles que la structure réelle des classes [F. Houtart, 1986,329].

D'où l'origine de Mouvements Sociaux à ces niveaux de conscience. Mais ni les problèmes qui les suscitent, ni les mouvements eux-mêmes ne peuvent être isolés de leur contexte général. En effet la mondialisation actuelle de l'accumulation capitaliste provoque des modalités nouvelles de domination : elle a exigé par exemple la formation de régimes politiques autoritaires (dictatures ou démocraties contrôlées). Elle crée aussi, par le biais de la compétitivité, de nouvelles exclusions pouvant affecter des groupes particuliers. Ainsi des mouvements indigènes comme celui du Chiapas au Mexique (voir *Prise de position*) ne peuvent être isolés de ce contexte, si l'on veut comprendre leur raison d'être et leurs orientations d'action [André Aubry, 1994 et Jorge Castanas, 1994]. Il en est de même du mouvement *Lavalas* en Haïti.

Sans doute, ces *nouveaux* mouvements se situent-ils dans des lieux autres que la sphère visible de l'accumulation. Ils s'inscrivent souvent dans d'autres univers spatiaux et en fonction d'une logique résidentielle de résistance, mais ils ne sont pas étrangers à l'ensemble. Si le schéma réducteur d'un cadre productiviste pour l'explication des luttes sociales n'est guère adéquat, il n'est pas question pour les néo-gramsciens, d'abandonner l'idée de l'existence des classes. D'où la nécessité de relier les mouvements populaires à cette lutte qui reste centrale, sous peine de *les réduire à des expressions marginales de protestation* [W.K. Carroll et R.S. Ratner, 1994].

[129]

4. Le rapport avec les mouvements politiques

Les partis politiques forment un intermédiaire entre la société civile et l'État, « *un canal qui permet de transmettre les demandes qui émergent au sein de la société civile vers le système politique qui devrait se charger de les satisfaire* » [Jorge Bula, 1990, 144], Ils ont pour fonction de contribuer d'une part à une auto-rationalisation des intérêts particuliers, représentés par les Mouvements Sociaux et d'autre part à réguler la sélection des thèmes à traiter et des demandes sociales à satisfaire.

Le problème des relations entre les deux types d'instance est, comme le fait remarquer Pablo Gonzalez Casanova, l'instrumentalisation des mouvements par les partis, ce qui conduit à l'affaiblissement ou même à la disparition des premiers. Sans représentation politique, les mouvements risquent de manquer d'efficacité pour satisfaire à leurs demandes, mais pour que ces dernières restent d'actualité, ils doivent conserver leur autonomie, gage de leur survie.

5. L'avenir des mouvements sociaux en Amérique latine

Nombreux sont les observateurs qui indiquent une crise des Mouvements Sociaux en Amérique latine, du moins de ceux qui ont surgi au cours des trente dernières années. C'est ainsi que James Petras, étudiant le phénomène au Chili, note la bureaucratisation de certains d'entre eux, le rôle de tremplin qu'ils ont joué pour l'introduction de leurs dirigeants dans le champ politique de la nouvelle démocratie.

Au Brésil, on signale la perte de force sociale des Communautés Ecclésiales de Base, qui durant la dictature furent un des lieux de la résistance. Au Nicaragua, la chute du sandinisme est accompagnée par la généralisation de stratégies de survie, ce qui n'est guère propice aux mouvements populaires. Au Guatemala la violence de la contre-insurrection a nettement affaibli les mouvements révolutionnaires. Par contre au Chiapas ou en Équateur, les mouvements des Indiens ont pris un essor considérable et affectent l'ensemble des sociétés. Sur le plan latino-américain, le Mouvement Indigène, Noir et Populaire, s'est structuré [Giulio Girardi, 1994].

La théorie néo-gramscienne, analysant le capitalisme en tant que *totalité qui totalise*, car la structure dominante de la société contemporaine est bien celle du marché total et qui prend en compte l'importance des facteurs moraux et culturels dans la construction d'une contre-hégémonie, semble bien former la base la plus cohérente pour l'interprétation des mouvements et pour l'élaboration de leurs stratégies d'alliances [*Alternatives Sud*, vol. I (1994), n° 4],

[130]

Le défi de la mondialisation pour le Sud

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

Chapitre I

- 1991 AMIN Samir et al., *Le Grand Tumulte. Les mouvements sociaux dans l'économie mondiale*, Paris, La Découverte.
- BOFF Leonardo Cristianismo de libertação rumo ao século 21, *O Estado de São Paulo*, São Paulo.
- 1992 CHOSSUDOWSKY Michel, 870 million d'indiens sous la coupe du FMI, in *Le Monde Diplomatique.*, n° 457.
- HOUTART François, *Nicaragua à l'aube du 500^{ème} anniversaire : une marche difficile, mais sûre sur la voie néo-libérale*, Centre Tricontinental, Louvain-la-Neuve.
- 1993 AMIN Samir, *Mondialisation et Accumulation*, Paris, L'Harmattan.
- ASSMAN Hugo et HINKELAMMERT Franz, *L'Idolâtrie de Marché - Critique théologique de l'économie de marché*, Paris, Cerf.
- CAMINO Carlos, La solidarité européenne avec l'Amérique Latine à l'aube du XXI^e siècle, in Marquez-Pereira B., *L'Amérique latine : vers la démocratie ?*, Bruxelles, Ed. Complexe.
- CASANOVA Antoine & STREIFF Gérard, *Les Nations à la Une*, Paris, Ed. Sociales.

HOUTART François, Le Vietnam aujourd'hui : Projet social et réalités, *Bulletin de l'Association Belgique-Vietnam*, n° 60, (mars 1993), p. 1-2.

LENATN Patrick, *LE FMI*, Paris, La Découverte.

PNUD, *Rapport mondial sur le Développement humain 1993*, Paris, Economica.

REICH Robert, *L'économie mondialisée*, Paris, Dunod.

Chapitre III

1993 Bernard PETIT, L'Ajustement Structurel et la Position de la Communauté Européenne, *Revue Tiers-Monde*, T. XXXIV, n° 136 (oct.-déc.).

Fernando REIMERS et Luis TIBURCIO, *Éducation, Ajustement et Options de Reconstruction pour un Changement*, (préface de Federico Mayor), Paris, UNESCO.

[131]

C. UPENDRANADH, Structural Adjustment and Education - Issues related to Equity, *Economie and Political Weekly*, (30 octobre). 1994 Marcos ARRUDA, Stop Squeezing the Economy : an alternative approach to Structural Adjustment, *The Bulletin*, (Centre for our Common Future, Geneva), March.

Dévaluation du Franc de la Communauté Financière Africaine CFA, *Gresea*, n° 1, (mars).

Sanjoy GHOSE, The Effect of Structural Adjustment Policies on Women in India, *Echoes*, n° 5.

Xabier GOROSTIAGA, El ESAF y sus repercusiones en Nicaragua, Note, UCA, Managua.

Nicaragua : se abre el telon : cuatro escenarios posibles, *Envlo*, Managua, Xm, n° 148 (mai).

Maria Rosa RENZI, ,Qué es el ESAF ?, *El Observador Económico*, Managua, n° 29 (mai).

Chapitre IV

- 1985 MORICE A., À propos de l'« économie populaire spontanée ». Pour une vision socio-politique de la reproduction urbaine, *Politique Africaine*, n° 18 (juin).
- 1991 CHARMES J., Le secteur informel, nouvel enjeu des politiques de développement ?, *L'homme et la société*, n° 105-106 (juil.-déc.), 63-77.
- GAUD, M., Nouveaux regards sur l'économie informelle, *Afrique contemporaine*, n° 157 (1er trimestre).
- 1992 KRUUT D., La informalización de América latina : casos de Centroamérica y los paises Andinos, *Revista Centroamericana de Economía*, 13^e année, n° 39.
- POURCET G., La ville, l'informel et l'environnement, *Afrique Contemporaine*, n° 161 (spécial) (1er semestre), 178-187.
- 1993 BOUFFARTIGUE P., Métamorphoses de l'« armée industrielle », *La Revue*, 4^{ème} trim. (juillet, août, septembre).
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *Le Travail dans le Monde*.
- COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Croissance, [132] Compétitivité, Emploi. Les défis et les Pistes pour entrer dans le XXI^{ème} siècle (*Livre Blanc*), *Bulletin des Communautés Européennes*, Supplément 6.
- GUILLEMIN H. et MOULE M., La décomposition-recomposition du rapport salarial dans la crise : risques et enjeux, *Actuel Marx*, n° 13, (1er semestre).
- HOPE, K.R., The Subterranean Economy in Developing Societies. Evidences from Latin America and the Carribbean, *Journal of Development Studies*, Vol. IX.
- 1994 AHMED I., Technology and Feminization of work, *Economie and Political Weekly*, (April 30), WS 34-38.

ALALUF M., Le travail et ses contreparties, *Cahiers Marxistes*, (décembre), 196-200.

IWENS J.L., Des Clauses sociales, pour quoi faire ?, *L'Emploi dans le Nouvel Ordre Économique*, Bruxelles, Gresea.

MARQUES PEREIRA, J., Flexibilité du Travail et Développement au Mexique : les leçons du boom économique de la région frontalière des États-Unis, *L'emploi dans le Nouvel Ordre Économique*, Bruxelles, Gresea.

NAGARA B., Employment and Wages in Manufacturing Industries, *Economie and Political Weekly*, (January 22), 177-186.

NATIONS-UNIES, *Un Agenda pour le Développement*, Rapport du Secrétaire Général des Nations-Unies, Doc. A/48/935/6 mai.

PETRELLA R., Litanies de Sainte Compétitivité - Misère de l'Économisme, dangers de la mondialisation, *Le Monde Diplomatique*, n° 2 (février).

ROUBAUD F., Les innombrables définitions de l'informel, *Perspectives de Changement Nord-Sud*, Bruxelles, Gresea.

VENKATESWARAN S., A Childhood in Waste - Waste-picker children, *Social Action*, 44/3 (juillet).

YEPEZ DEL CASTILLOI., L'emploi précaire et le syndicalisme. La sous-traitance au Pérou, *L'Emploi au Sud*, Bruxelles, Louvain-la-Neuve, Approche, AGL, Gresea.

1995 BOISSONAT J., Sur le travail et le non-travail dans la société de demain, *Le Soir*, (15 janvier).

[133]

Chapitre V

1979 *Rapport sur le Développement*, Banque Mondiale, 1979, cité par P. Nolan, *op. cit.*, p. 51.

- 1983 HAMILTON C., East Asian « four little Tigers », *Journal of Contemporary Asia*, (1983), pp. 53-54.
- 1987 *Background Notes*, Washington, US Department of States, Bureau of Public Affairs, 1987, cité par M. Schmiedgelow, *op. cit.*, p. 26. 1988 SKULLY Michael T., à propos du livre de Harry T. Oshima, *Economie Growth in Monsoon Asia*, Tokyo, University of Tokyo Press, 1987, *The Journal of Asian Studies*, Vol. 47, Num. 3 (Août 1988), pp. 576. 1989 IRWAN Alexander, Business Patronage, Class Struggle and the Manufacturing Sector in South Korea, Indonesia and Thailand, *Journal of Contemporary Asia*, Vol. 19, Num. 4 (1989), p. 409.
- LINDER S. B., *The Pacific Century*, Londres, 1986, p. 54, cité par Peter Nolan, *Journal of Contemporary Asia*, Vol. 20, Num. 1 (1989), p. 45.
- ROBINSON Richard, Structures of Power and the industrialization Process in Southeast Asia, *Journal of Contemporary Asia*, Vol. 19, Num. 4 (1989), pp. 373-377.
- SCHMIEGELOW Michèle, *The Asian Nies : a universal model of action*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles (manuscrit), 1989, p. 29. 1990 BURGER Peter, cité par Tu Wei-ming, The Confucian Dimension in the East Asian Development Model, *Kasarinlan*, Vol. 4 (secundo quadrimestre de 1990), p. 59 HOWE Christopher et KING Fank H., Hong Kong Economy, *The Far East and Australasia 1990*, *op. cit.*, p. 361.
- LOW Linda, The Economy of Singapore, *The Fareast and Australasia 1990*, *op. cit.*, p. 915.
- MYERS Ramon H., Economy of Taiwan, *The Fareast and Australasia 1990*, Londres, Europa Publ., 1990, p. 316.
- TURNBELL C. Mary, History of Singapore, *The Fareast and Australasia 1990*, *op. cit.*, p. 910-911.
- [134]
- 1991 HENNER Henri F., *Le Bassin Pacifique : les 4 Dragons plus 4*, Analyses de la SEDEIS, Num. 81 (Mayo 1991), p. 27, que

comenta Marcus Noland, *Pacific Basin Developing Countries, Prospects for the Future*, Washington, Institute for International Economics, 1990.

LIE John, Rethinking the « Miracle » - Economie Growth and Political Struggle in South Korea (commentaire du livre de Alice Amsden, *Asia's next Giant*, New York, Oxford University Press, 1989), *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, Vol.XXIII, Num. 4 (1991), p. 70.

1992 *Bulletin*, Banque Asiatique de Développement, Num. 1 (1992), p. 5.

The Far East Economic Review, Vol. 155, Num. 6 (13 février 1992).

The Far East Economic Review, No. 155, Num. 19 (14 mai 1992).

YOO TAE GUN, Une analyse du néo-confucianisme, *Revue de Corée*, Vol. 23, Num. 2 (1992), p. 5-23. [s.d] - Walden Bello et Stéphanie Rosenfeld, *op. cit.*, p. 434 [s.d] - HUNTINGTON Samuel, *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press, cité par W. Bello y S. Rosenfeld, *op. cit.*, p. 460.

Chapitre VII

1975 POLANYI K. et ARENSBERG C., *Les systèmes économiques dans l'histoire et la théorie*, Paris, Larousse.

1990 FUKUYAMA F., Débat sur « La fin de l'Histoire », *Dialogue*, n° 89/3.

1992 GONZALEZ CASANOVA P., Crisis del Estado y lucha por la democracia en América latina, dans *Estado, Nuevo Orden económico y Democracia en América latina*, ALAS, La Havane, CEA et Caracas, Nueva Sociedad.

HOUTART F. et LEMERCINIER G., *El campesino como actor -Sociologia de una comarca de Nicaragua, El Comejen*, Managua, Ed. Nicarao.

- 1994 JAFFRELOT Ch., L'État et la Communautarisme, *Culture et conflits* (État et Communautarisme), n° 15/16, (automne-hiver).
- LAUTIER B., *Citoyenneté et Politique d'Ajustement - Quelques réflexions théoriques suscitées par l'Amérique latine*, Paris, GREITD-IEDES.
- [135]
- 1995 GELLEC D. et BALLE P., *Les nouvelles théories de la croissance*, Paris, La Découverte.
- MIFENG X., Comment résoudre l'excédent de main-d'œuvre dans les villes de Chine, *Alternatives Sud*, vol. H, n° 1.
- SANCHEZ PARGA J., *Lopublico y la ciudadanía en la construcción de la democracia*, Quito, ILDIS.

Chapitre VIII

- 1984 GODELIER M., *L'idéal et le matériel*, Paris, Fayard. 1991 HOUTART F. et LEMERCINIER G., *La conciencia social de los trabajadores del azúcar en Nicaragua*, Managua, Centra de Análisis Socio- Cultural (CASC), UCA.
- 1993 HOUTART F. et LEMERCINIER G., *Juventud Popular Urbana y Participación Social en Nicaragua*, Managua, Centra de Análisis Socio- Cultural (CASC), UCA.
- 1995 SANCHEZ PARGA J., *Lopublico y la ciudadanía en la construcción de la democracia*, Quito, ILDIS. [s.d] HERMET G., *Citoyenneté et nationalité en Amérique latine*, [s.d] LAUTIER B., *Citoyenneté et politiques d'ajustement - quelques réflexions théoriques suscitées par l'Amérique latine*, Paris, CREID-IEDES. 1963 SMELSER N., *Theory of Collective Behavior*, New York, MacMillan. 1966 FOUCAULT M., *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard. 1978 GRAMSCI A., *Cahiers de Prison*, Paris, Gallimard. 1982 LABICA G. et BENSOUSSAN G., *Dictionnaire Critique du Marxisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 650-659. 1983 MELUCCI A., *Mouvements sociaux*,

mouvements post-politiques, *Revue Internationale d'Action Communautaire*, (Automne), 10-50.

[136]

- 1984 TOURAINÉ A., Les mouvements sociaux : objet particulier au problème central de l'analyse sociologique, *Revue Française de Sociologie*, XXV-1 (janv.-mars).-
- 1986 HOUTART F., L'industrialisation du Tiers-Monde et ses effets sur la structure et la conscience de classe des travailleurs, *Nouvelles Rationalités Africaines*, vol. I, n° 2 (janv.), 325-356.
- 1987 de TOCQUEVILLE A., *Democracy in America*, New York, Random House.
- GODELIER M., L'analyse des processus de transition, *Revue Internationale des Sciences Sociales*, (nov.), 501-512.
- LACLAU E. et MOUFFE C., *Hegemonia y Estrategia Socialista*, Madrid, SigloXXI. PIZZORNO A., Considerazione sulle Teorie dei Movimenti Sociali, *Problemi del Socialismo*, n° 12, 11-28.
- 1988 PATTON P., Marxism and Beyond: Strategies of Reterritorialization, in NELSON C. et GROSSBERG L., *Marxism and Interpretation of Culture*, Chicago, Univ. of Illinois Press, 123-139.
- TOURAINÉ A., *La parole et le sang*, Paris, Odile Jacob.
- 1989 MELUCCI A., *Sistema politico, partiti e movimenti sociali*, Milan, Feltrinelli.
- 1990 BULA J., *Violence, Démocratie et Développement dans le Tiers-Monde*, Paris, L'Harmattan, UNESCO, Louvain-la-Neuve, Centre Tricontinental.
- CAMACHO D. et MENJIVAR R., *Los Movimientos Populares en América Latina*, Tokyo, New York, Paris, United Nations University Press.
- 1992 PETRAS J. et CANADELL R., Movimientos Sociales buscan al rumbo, *Punto Final*, (déc.), 10-11.

1993 CAMACHO D., Popular Movements, in GONZALEZ CASANOVA, Zarin *America Today*, Tokyo, New York, Paris, United Nations University Press, 127-177.

CARROL W.K. et RATNER R.S., Between Leninism and Radical Pluralism : Gramscian Reflections on Counter-Hegemony and the New Social Movements, *Critical Sociology*, vol. 20.2, 3-26.

[137]

MUNERA RUIZ L., De los Movimientos Sociales al Movimiento Popular, *Historia Critica* (Bogota), n° 7 (janv.-juin), 55-80. 1994 AUBRY A., La Société Civile au Mexique : qu'est-ce à dire ?, *Dial*, n° 1916 (oct.), 1-4/5.

CASTANEDA J., La guérilla et ses objectifs. La démocratisation au bout des fusils, *Revista Mexicana de Sociologia*, n° 16 (2ème sem.), 99-104.

DE SANTA ANA J., The Concept of Civil Society, *The Ecumenical Review*, vol. 46, n° 1 (janv.), 3-11.

GIMENEZ G., Los Movimientos Sociales. Problemas Teoricos Metodologicos, *Revista Mexicana de Sociologia*, LVI, n° 2, (avr.-juin).

MOLITOR M., *Sociologie des Mouvements Sociaux* (Syllabus), Louvain-la-Neuve, CIACO.

[138]

Le défi de la mondialisation pour le Sud

INDEX DES NOMS PROPRES

[Retour à la table des matières](#)

Afrique, 4, 8, 14, 21, 27, 29, 38, 45, 49, 50, 51, 53, 70, 75, 78, 81, 83, 84, 87
Afrique du Sud, 77, 80, 87
Afrique subsaharienne, 14
Agence Coréenne Centrale d'intelligence (KCIA), 64
Ahmed I., 23 ALENA, 15,38
Allemagne, 32,57
American Airlines, 8
Amérique centrale, .8, 41-43, 47, 49, 69, 75, 78 ;
Amérique du Nord, 6
Amérique du Sud 4
Amérique latine, 14, 21, 25, 27, 30, 40, 44, 45, 49, 51, 53, 56, 70, 75, 79, 83, 84, 87, 90, 92,94, 101,105, 106
Amin S., 4-6, 8, 9, 20, 27, 46, 79, 82, 102
Amsden A., 63,64
Angleterre, 23
Angola, 76
Arensberg C., 86
Argentine, 83
Arruda M., 11, 37
ASEAN, 45,49
Asie, 4, 12, 21, 27, 43, 49, 51-53,61, 68, 70, 75, 80, 83, 85
Asie de l'Est, 7, 21, 61, 67, 68, 77, 83

Asie du Sud, 51
Asie du Sud-Est, 5, 7, 42, 51
Assmann H., 17
Balle P., 84
Bandoung, 5, 13, 16, 20, 22, 27, 33, 82
Banque Asiatique de Développement, 51, 52, 62, 65, 71
Banque de Taiwan, 65
Banque Interaméricaine de Développement, 31, 32
Banque Lambert-Bruxelles, 12
Banque Mondiale, 1, 10, 12, 21, 24, 28-33, 36, 37, 43, 52, 57, 70, 71,
74, 78, 79, 82, 83, 93
Banques régionales de Développement, 33
Bello W., 64, 69-71
Bensussan G., 103
Bermudes, 8 BIRD, 28
Boff L., 13
Boissonat J., 19, 26
Bombay, 8
Bouffartigue P., 20, 23, 25
Bourdieu P., 104
Brésil, 23, 75, 80, 83, 92, 93, 106
Bretton Woods, 11, 21, 38, 82
Bula J., 106
Bureau International du Travail, 25
Burger P., 67
Californie, 7
Camacho D., 101, 105
Camdessus M., 4
Camino C., 8, 10-12
Campos R., 23
Canada, 6, 15, 38, 42
Canadell R., 104, 105
Caraïbes, 49
Cardoso L. H., 93
Carroll W.K., 102, 103, 106
Casanova A., 4, 8, 16
[139]
Castells M., 23
Charmes J., 24

Chiapas, 15, 78, 89, 105, 106
Chili, 21, 45, 83, 106
Chine continentale, 60, 66, 84
Chine, 4, 22, 25, 51, 56, 59, 60, 66, 69, 76, 84
Chossudovsky M., 10, 11
Cleveland, 6
Clinton B., 6
Colombie, 75
COMECON, 42
Commission de l'Union Européenne, 28
Commission des Communautés Européennes, 25
Conseil de Sécurité, 34
Corée, 55, 57-59, 61-63
Corée du Sud, 51-58, 62, 63, 65, 69, 70, 84
Costa Rica, 5
Cour Européenne de Justice, 49
CST, 97
CTN, 97
Cuba, 22, 32, 79, 88
CUS, 97
da Silva L.I., 93
Dakar, 11
Danemark, 6
de Santa Ana J., 104
de Tocqueville A., 104
Delaware, 6
Departamento Ecuménico de Investigaciones (DEI), 5
Équateur, 106
Est européen, 2, 5, 22, 29, 71, 74, 79
États-Unis, 2, 4, 6-8, 12, 13, 15, 21, 38, 40, 42, 43, 55, 57-66, 69, 70, 83, 88, 92, 102
Europe, 4, 6, 9, 15, 17, 22, 41-44, 47, 48, 49, 71, 77, 90
Europe centrale, 14
Europe de l'Est, 41
Europe de l'Ouest, 14
Europe occidentale, 35
Fiat Rock, 7
FMLN, 93

Fonds Monétaire International (FMI), 1, 4, 10, 12, 21, 28, 30-33, 44, 55, 58, 70, 74, 82, 93
Ford Probes, 7
Ford, 7
Forum de São Paulo, 44
Forum du Tiers-Monde, 11
Foucault M., 103
Founou Bernard, 36
France, 6, 88, 93
Freire P., 91
Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), 97
Fukuyama F., 83
GATT, 12, 33
Gaud M., 25
Gellec D., 84
Genève, 11
Ghana, 30, 83
Gibraltar, 61
Gimenez G., 101
Girardi G., 106
Godelier M., 91, 105
Golfe, 15
Gonzalez Casanova P., 5, 8, 9, 88, 106
Gramsci A., 103
Grande Bretagne, 6
Guatemala, 106
Guillemin H., 20, 22, 25
Habermas J., 104
[140]
Haïti, 2
Hamilton C., 64
Harvard, 6
Hayek F.K., 23
Hegel G.W.F., 83
Henner H.F., 53, 54
Hermet G., 90, 94
Hinckelamert F., 5, 17
Honduras, 6, 31
Hong Kong, 51-58, 60-62, 65, 66, 72, 84

Hong Kong Productivity Council, 66
Hope K.R., 23, 26
Houtart F., 11, 88, 94, 105
Howe C., 60, 61
Huntington S., 71
IBM, 6
ICVA, 11
Inde, 4, 10, 23, 31, 52, 57, 58, 75, 83, 85, 94
Indiana, 6
Indonésie, 23, 53, 57, 69, 84, 87
Irwan A., 58, 63, 64
Islam, 41
Italie, 6, 93
Iwens J.L., 21, 26
Jaffrelot C., 86
Japan, 4, 6, 7, 32, 43, 53, 55, 57-59, 65, 69
Kamal A., 12, 13
Kentucky, 7
Kenya, 83
Keynes J.M., 9, 11
King F.H., 60, 61
Kruijt D., 24, 25
Kuomitang, 65
Labica G., 103
Laclau E., 103
Lautier B., 82, 86, 90
Lemercinier G., 88, 94
Lenain, 12
Leuschel R., 12
Lie J., 58, 63, 64
Linder S.B., 56
Lomé, 15
Louisville, 7
Low L., 61, 62, 67
Lula, 93
Maastricht, 15
Malaisie, 52, 53, 61, 78, 84
Malawi, 83
Managua, 5, 94

Marché Commun centro-américain, 42, 45, 47
Marché Commun Européen, 40
Marques Pereira J., 21, 26
Marx K., 10, 20, 75
Mazda, 7
Méditerranée, 4
Melucci A., 101
Mexique, 6, 15, 26, 38, 42, 83, 105, 108
Michigan, 7
Mifeng X., 85
Mill S., 20
Molitor M., 102
Monde Arabe, 45
Morice A., 23
Mouffe C., 103
Moule M., 20, 22, 25
Mouvement Indigène, 106
Mouvement pour la Démocratisation et l'Unification, 64
Munera Ruiz L., 102
Myers R.H., 59,60
NAFTA, 42
Nagara B., 23
Nations-Unies, 9, 15, 26, 34, 38, 44, 77
New Jersey, 6
[141]
New York, 6
Nicaragua, 11, 14, 29, 31, 32, 88, 91, 92, 94, 98, 106
Nissan, 7
Nobel, 24
Nolan P., 57, 63,65, 67, 69
Noland M., 53, 54
Occident, 5, 87
Ohio, 7
OIT, 22, 25
Organisation Internationale du Commerce, 74
Organisation Mondiale du Commerce (OMC), 12, 33, 82
Overseas Development Council (ODC), Il Pacifique Sud, 51
Pacte Andin, 45
Pakistan, 12, 57, 75

Parlement Européen, 49
Patton P., 103
Pays Nouvellement Industrialisés (PNI), 21, 23, 51-56, 66-71
Peemans J.-Ph., 33
Petit B., 28
Petras J., 105
Petrella R., 26
Philippines, 52, 53, 56, 58, 75, 78
PIB, 8, 30, 53
Pinochet A., 45
Plan Marshall, 62
PNLJD, 3, 14, 15, 17, 44, 77
Polanyi K., 40, 85, 86
Portes A., 23
Pourcet G., 23
Programme des Nations-Unies pour le développement, 77
Programmes d'Ajustements Structurels, 86
Quart-Monde, 5
Raffinot M., 8
Ratner R.S., 102, 103, 106
Reich R., 6-8, 13, 14, 16
Rhee S., 63, 64
Robinson R., 54, 55
Rosen G., 62
Rosenfeld S., 64, 69-71
Roubaud F., 26
Russie, 22
Rwanda, 75
Salvador, 92, 93
Samuelson P.A., 12, 24
San Diego, 7
Sanchez Parga J., 82
Schmiedgelow M., 63, 67, 69
Seagate Technology, 6
Séoul, 70
Shangai, 60
Singapour, 7, 51-58, 61, 62, 66, 68, 70, 83, 84
Skully M.T., 59
Smelser N., 102

Smith A., 20
Somalie, 86
Spartacus, 101
Sri Lanka, 94
Suède, 6
Swissair, 8
Taïpeh-Chine, 62
Taiwan, 29, 32, 51-59, 65, 69, 70, 84
Thaïlande, 21, 23, 52, 53, 57, 60, 71, 84
Tiers-Monde, 5, 8, 10, 15, 20, 23, 42, 57, 77, 82, 104, 107, 108
Tennessee, 7
Toffler A., 13
Touraine A., 101
[142]
Tu Wei-ming, 67, 68
Tumbell C.M., 61
UNESCO, 31
Union Européenne, 14, 42-44, 47, 49, 50, 61, 69
UNO, 92,96,97
Upendranadh, C., 31
US Department of States, 67
Van der Steen D., 40
Venkateswaran S., 23, 26
Vietnam, 11, 22, 23, 32, 33, 57, 61, 64, 76, 84
Washington, 11
Weber M., 68
Welfare State, 66
Whirpool, 6
White H., 11
Yépez del Castillo I., 22, 26
Yoo Tae Gun, 67
Yougoslavie, 50
Yucatan, 4
Zaire, 87

[143]

TABLE DES MATIÈRES

Introduction [3]

Chapitre I. La mondialisation de l'économie [7]

- I. Les caractéristiques économiques [8]
 - 1. Les aspects principaux de la mondialisation [9]
 - 2. Les mécanismes du rythme accéléré de la mondialisation [12]
 - 3. La régulation de l'économie [14]
 - 1) La régulation fordiste [14]
 - 2) La régulation actuelle [15]
- II. Les caractéristiques sociales [19]
- III. Les caractéristiques politiques [21]
- IV. Les aspects culturels et idéologiques [23]

Chapitre II. Les effets de la mondialisation sur l'emploi [27]

- I. Les fonctions de l'emploi et leur crise actuelle [19]
- II. Décomposition/recomposition du rapport salarial [28]
- III. L'effet sur l'emploi de l'effritement des modèles [29]
- IV. La dimension Nord-Sud du problème de l'emploi [31]
- V. Une logique unique pour le Nord et pour le Sud [33]

Chapitre III. La fonction des programmes d'ajustement structurel dans les sociétés du sud [35]

- I. Les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) [35]
- II. Les effets des Programmes d'Ajustement Structurel dans le Sud [37]
- III. Une analyse des fonctions [42]

IV. Les alternatives [46]

1. Le niveau local [46]
2. Le niveau national [47]
3. Les regroupements régionaux [48]
4. Le plan mondial [49]

Chapitre IV. Les regroupements régionaux comme réaction à la mondialisation de l'économie [51]

I. Les concepts [51]

II. Quelle lecture opérer des regroupements régionaux ? [52]

1. Le marché en tant que rapport social [52]
2. Une méthodologie adaptée [53]
3. Reconnaître l'ambivalence des concepts [54]
4. Réenclaver l'économie dans l'ensemble social [55]

III. Quels paramètres, pour quel type de croissance ? [57]

1. Régionalisme et mondialisation [57]
2. La nécessité d'un autre paramètre [58]

IV. Conclusion pour l'action [59]

1. Un principe d'action [59]
2. Le développement d'une conscience sociale [59]
3. Une présence des forces populaires [60]
4. Le développement des espaces non-marchands et des espaces publics [60]
5. La libre-circulation des travailleurs [61]
6. Une action multiple à divers niveaux [61]

V. L'Union Européenne porte-t-elle un enseignement pour le Sud ? [62]

Chapitre V. L'insertion des pays nouvellement industrialisés asiatiques dans l'économie mondialisée : est-elle un modèle pour le sud ? [65]

I. Les Pays Nouvellement Industrialisés (PNI) [65]

1. Les indicateurs de croissance économique de l'Asie [65]
2. La vision de la Banque Asiatique de Développement [66]

II. Les « Quatre Dragons » ou les PNI asiatiques [67]

1. La genèse de la croissance des PNI asiatiques [69]
2. Les structures économiques [71]
 - 1) La Corée du Sud [73]
 - 2) Taiwan [74]
 - 3) Hong Kong [76]
 - 4) Singapour [77]
3. Le rôle de l'État [78]
 - 1) La Corée du Sud [79]
 - 2) Taiwan [82]
 - 3) Hong Kong [83]
 - 4) Singapour [84]
4. Le facteur culturel [85]
5. Les PNI d'Asie, modèles pour le développement du Sud ? [86]
 - 1) La formule de développement adoptée par les PNI asiatiques et sa crise actuelle [86]
 - 2) Modèle de développement pour le Sud ? [88]

Chapitre VI. La mondialisation de l'économie, la crise du socialisme et les alternatives au capitalisme [91]

I. Le néo-libéralisme dans le Sud [92]

II. Le marché, un rapport social [94]

III. Le coût humain du capitalisme [94]

IV. La résistance et les luttes sociales [95]

V. La peur de l'Occident [96]

VI. La question des alternatives [97]

Chapitre VII. L'incidence de la mondialisation de l'économie sur l'État-Nation [99]

L'État-Nation et son contexte historique [99]

II. L'État dans la logique néo-libérale contemporaine [101]

III. L'État et la croissance des nouveaux pays industrialisés de l'Asie de l'Est, modèle pour le développement ? [102]

IV. La vulnérabilité des nouveaux États et les conditions de leur construction [105]

V. La légitimité de l'État [107]

Chapitre VIII. La citoyenneté et les mouvements sociaux face à la mondialisation de l'économie - le cas de l'Amérique latine [110]

I. La citoyenneté sociale [113]

1. Les comportements électoraux des groupes populaires dans trois pays latino-américains : Nicaragua, Salvador, Brésil [113]

2. Les représentations sociales des milieux populaires au Nicaragua [116]

1) Les représentations sociales des ouvriers du sucre [116]

2) Les représentations sociales des jeunes des quartiers populaires de Managua [120]

II. Les mouvements sociaux en Amérique latine [122]

1. Les mouvements sociaux et leur définition [123]

2. La société civile [126]

3. Mouvements sociaux et classes sociales [127]

4. Le rapport avec les mouvements politiques [129]

5. L'avenir des Mouvements Sociaux en Amérique latine [129]

Bibliographie [130]

Index des Noms propres [138]

Table des matières [143]